



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13340 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1987

Le remplacement de M. Husak par M. Jakes

Le nouveau chef du PC tchécoslovaque ne laisse pas prévoir de larges réformes

M. Gorbatchev et son glaci

En principe, le remplacement de M. Husak à la tête du PC tchécoslovaque devrait être bien accueilli par les partisans de réformes dans le monde communiste, et particulièrement en URSS. M. Husak n'était pas seulement le fossoyeur des espoirs du « printemps de Prague », mais aussi, avec ses sobriquets quatorze ans, l'un des symboles du régime de gerontocratie et de stagnation matérialiste par Brégnev chez lui et en Europe de l'Est. Le changement qui vient d'être décidé à Prague pourrait bien être le signal de l'inséparable départ des septennaires qui dirigent tous ces pays, à l'exception de la Pologne.

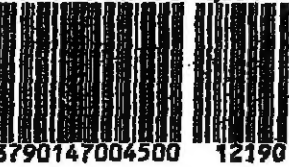
Cette impression serait plus nette toutefois si le successeur de M. Husak n'avait pas déjà atteint l'âge normal de la retraite et, surtout, si son image tranchait nettement sur la conservatisme ambiant. Ce n'est pas le cas, puisque M. Jakes n'est autre que le fils de M. Husak, tout distingué par son rôle de grand épurateur de toute l'équipe libérale pendant les dix premières années de la « normalisation » en Tchécoslovaquie. Et si l'on se prononce depuis lors, en tant que responsable de l'économie, en faveur d'une « rationalisation » de la gestion, c'est moins à ses personnalités qu'on le doit qu'à sa fonction.

M. Gorbatchev pourrait donc bien en être pour ses frais en ce qui concerne son slogan de « démocratisation » — un aspect essentiel des réformes à ses yeux — dans ce pays qui a presque toujours été un satellite modèle de l'URSS. Mais il est vrai que sa tâche d'héritier de l'empire libéral, à mener dans ce domaine avec une extrême prudence. D'une part, il s'est gardé de reprendre à son compte les formules les plus fortes de la doctrine Brégnev par laquelle son prédécesseur s'octroyait un droit d'intervention dans les affaires de ses alliés. Il a aussi évité d'employer, au cours de son voyage en Tchécoslovaquie au printemps dernier, le terme de « contre-révolution » par lequel M. Husak et les conservateurs de Prague désignaient la période Dubcek, tout en exaltant l'aide de Moscou, il n'a pas fait référence explicitement à l'intervention militaire.

Pourtant, le chef du PC soviétique ne peut guère aller au-delà de ce « profit bas » sur cette page sombre de l'histoire. Un de ses anciens conseillers a même entendu que l'historique de 1968 pourrait être révisé, mais il est douteux que cette velléité devienne réalité dans l'avenir prévisible.

Sur un plan général, on ne voit guère comment les rapports entre Moscou et les pays du glaci pourraient faire l'objet de réformes analogues à celles que M. Gorbatchev tente de promouvoir dans sa politique à l'égard de l'Ouest. Le glaci est trop fragile, le souvenir des révoltes qui s'y sont produites périodiquement, pendant près de trente ans, trop ouïant pour autoriser les audaces.

M 0147-12190-4,50 F



M. Milos Jakes, qui a succédé, le jeudi 17 décembre, à M. Husak à la tête du PC tchécoslovaque, ne laisse pas prévoir de larges réformes. Il s'est présenté devant le comité central comme un gestionnaire orthodoxe, et s'est réitéré essentiellement à la ligne définie par le parti lors de son dernier congrès en mars 1986.

«Restructurer» les «normalisés»...

PRAGUE
de notre envoyé spécial

« A quel bon croire au changement ? Tant qu'il n'arrivera pas quelque chose qui en vaille la peine, mieux vaut ne pas se casser la tête, continuer de profiter de ce qu'on a, de voler le régime et préserver sa vie privée » : laconiquement résumé par un ancien communiste « normalisé » du printemps de Prague, l'état d'esprit ambiant, dans la Tchécoslovaquie de 1987, est plutôt

morose et guère annonciateur de profonds changements. L'espoir suscité par la visite de Mikhail Gorbatchev, en avril dernier, est retombé presque aussi vite qu'il était venu. A elle seule, la nomination de M. Milos Jakes, soixante-cinq ans, ancien grand ordonnateur des purges du Parti communiste après les événements de 1968, en remplacement de M. Gustav Husak, ne devrait pas suffire à changer les choses.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

La mort de la première femme de l'Académie française

«Marguerite Yourcenar, 1903-1987»

Marguerite Yourcenar, la première femme admise à l'Académie française, en 1980, est morte des suites d'un « accident cérébral », jeudi 17 décembre à 21 h 30 (heure locale, 3 h 30 vendredi, heure de Paris), à l'hôpital de l'île des Monts-Déserts (Maine). Elle vivait depuis plus de quarante ans — entre deux voyages — dans cette île de la côte est des États-Unis, où elle avait sa maison, « Petite Plaisance ». Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans. Selon son désir, son incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Le petit cimetière de Somerville, dans l'île des Monts-Déserts, a le négligé avant des jardins anglais. La maison en bois qui le surmonte fut la première demeure de Marguerite Yourcenar lorsqu'elle décida de s'installer dans l'île, avec son amie Grace Frick, à la fin de la dernière guerre mondiale. Elle en gardait le souvenir d'un « lieu inconfortable, où les vallées restèrent longtemps entrecroisées sans être ouvertes ».

Vers le fond du jardin-cimetière, un arbre faisait de

l'ombre à une butte recouverte de gazon et, en été, de fleurs. Dans l'herbe, on apercevait une dalle en marbre noir, de petite taille, carrée — ne pouvant dissimuler qu'une urne funéraire — et qui portait la simple mention : « Grace Frick, 1903-1979. » Un peu plus loin, une pierre blanche rappelait la mémoire de Jerry Wilson, qui fut le secrétaire et le compagnon de voyage de Marguerite Yourcenar pendant quelque huit années, avant de mourir, à trente-six ans, en 1986. En redescendant vers l'allée, l'œil était attiré par un autre « écart » noir : une dalle identique indiquant : « Marguerite Yourcenar, 1903-1987. »

A ses visiteurs étonnés, à ses amis attristés d'une mort ainsi désignée Marguerite Yourcenar disait tranquillement, avec, sur les transparences de son œil bleu, comme un air d'éloignement : « Il ne faut pas être mélancolique. Cet objet, au contraire, me réconforte, me rassure. Je suis prête. Cela peut venir, dans dix minutes, dans deux jours, dans six mois, cela m'est égal. Ce ne fut pas toujours le cas, mais

Malgré les décisions de l'OPEP

La chute des cours du pétrole risque de s'accélérer

La chute des cours du pétrole brut amorcée après l'échec de la réunion de l'OPEP, lundi 14 décembre, s'accélère. A New-York, le brut de référence est tombé, le jeudi 17 décembre, sous la barre des 15 dollars le baril, avant de se stabiliser, pour des raisons techniques, à un peu moins de 16 dollars.

En une semaine les cours du pétrole ont perdu 2,5 dollars par baril, soit environ 15 % de leur valeur, retombant à leur plus bas niveau depuis un an. Cet effondrement, s'il se poursuit, pourrait remettre en question les résultats de la conférence de l'OPEP qui vient de s'achever, et, suivant la crise des marchés financiers, aggraver les déséquilibres mondiaux, amplifiant les risques d'une récession internationale.

Après la Bourse et le dollar, le pétrole ? Il y a deux semaines l'idée paraissait presque incongrue. L'affolement des marchés, suivant la conférence de l'OPEP réunie à Vienne du 9 au 14 décembre, montre pourtant

que le risque d'un nouvel effondrement des prix du brut comparable à celui de 1986 n'est pas mince. L'incapacité des treize pays exportateurs de pétrole, déchirés par la guerre du Golfe, de prendre les moyens de défendre les prix du brut, comme ils l'avaient fait à la fin de l'année dernière, a convaincu les opérateurs que l'ère de la stabilité avait pris fin.

En une semaine les cours sont retombés grosso modo à leur niveau de décembre 1986, effaçant d'un coup les gains de l'année écoulée.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 30.)

Manifestations en Corée du Sud

Au lendemain de l'élection présidentielle, de violents affrontements avec la police auraient fait plusieurs morts.

PAGE 5

Consommation et investissements

Malgré le « krach », une bonne période pour l'économie française.

PAGE 30

Projet pour le Pont du Gard

Ferme et thermes romains.

PAGE 22

Le sommaire complet se trouve page 36

L'affaire Luchaire



Le PDG, M. Dewavrin, a été inculpé d'infraction à la législation sur le commerce des armes de guerre.

Une filiale audiovisuelle du « Monde »

« Le Monde » et la société cinématographique MK2, dirigée par Marin Karmitz, ont créé une filiale audiovisuelle commune. Cette filiale, LMK-Images, assurera la production de programmes couvrant aussi bien des reportages et des documents à base d'archives que des œuvres de fiction.

Page 24

La SNCF un an après la grève

Les rames de l'état de grâce

Un an après la grande grève qui a paralysé la SNCF pendant trois semaines, l'amertume et l'inquiétude régnaient toujours dans les rangs des cheminots. Les bas salaires, les suppressions d'emplois et le poids de la hiérarchie alimentent cette morosité (le Monde du 18 décembre).

En revanche, dans les étages les plus élevés de la société nationale, le moral et le dynamisme sont revenus, avec la nomination d'un nouveau directeur général et la promesse de nouveaux TGV.

Après la grande remise en cause des certitudes ferroviaires provoquée par trois semaines de grève, la confiance réapparaît donc dans le haut encadrement. Il n'a jamais cessé d'être

persuadé — à juste titre — que le chemin de fer français est techniquement le meilleur du monde. Aucun train, sur les cinq continents, ne dépasse en exploitation normale les 280 kilomètres/heure du TGV Sud-Est et les rames Atlantique porteront, en 1989, cette performance à 300 kilomètres/heure. S'il regarde les

réseaux comparables, il constate qu'ils se portent financièrement mal : la Bundesbahn allemande devrait enregistrer, cette année, un déficit de 4 milliards de deutschmarks (13,6 milliards de francs), qui se creusera jusqu'à 6,8 milliards de deutschmarks (23,4 milliards de francs) en 1992. Alors que la SNCF réduit, sans faillir, ses déficits comme le veut son contrat de plan : 3,8 milliards de francs en 1986, 2,02 milliards en 1987, 1,54 milliard en 1988 et l'équilibre en 1989.

Le haut encadrement a d'autres raisons de se réjouir. Les conséquences de la grève ont été moins graves que prévu.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 32.)

Le Grand-Père nouveau est arrivé

LE PRINTEMPS DES GRANDS-PARENTS

Ségolène Royal

Un livre plein de tendresse qui va à l'encontre de toutes les idées reçues sur la famille en miettes et la guerre des générations.

Robert Solé/LE MONDE



COGITE / ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,90 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا ونا الاصل

Débats

Désespoirs et espoirs de la formation

par ALFRED GROSSER

MICHEL ROCARD a raison : la priorité devrait revenir à l'éducation et à la formation. Y compris dans la perspective du développement économique. Mais il ne suffit pas de le proclamer. Il faut chercher à parler vrai, donc ne pas craindre de choquer les publics les plus divers.

A commencer par l'élite du pouvoir qui, chez nous, est à la fois celle de la politique, de l'économie et de la haute administration. Une cause centrale de notre déficit commercial à l'égard de l'Allemagne, c'est l'hyperinflation économique et socialement acceptée des salaires, le blocage de l'ascension pour quiconque n'a pas été adoubé à vingt-deux ans, le passage par le cabinet ministériel pour diriger des entreprises dont on ignore tout. Avec, en prime, une absence presque générale de contact prolongé avec les réalités étrangères.

En haut, donc, une élite moins confinée. En bas, un souci plus grand de l'apprentissage. Un tel souci n'évite pas à l'Allemagne la montée du désespoir dans les industries et dans les régions en crise, mais le gâchis au niveau national est moins grand. L'inégalité des chances est réelle, mais ceux qui ont eu moins de chances par la naissance ont plus de chances d'avoir une formation utilisable.

Le taux de chômage français par niveau de diplôme est caractéristique : il est inférieur à 5 % chez ceux qui ont fait des études supérieures, aux environs de 10 % chez les bacheliers, au-dessus de 20 % en l'absence de diplôme. Et les niveaux atteints continuent à dépendre terriblement de la situation sociale des parents.

Mais il ne faut pas en déduire trop vite que le but devrait être prioritairement de faire accéder tout

le monde aux mêmes diplômes. L'urgence, c'est d'arrêter le gâchis porteur de désespoir que constituent les voies de garage créées dans un manque total de franchise. Ainsi pour les CPPN, les classes baptisées de « préparation préprofessionnelle de mise à niveau », dans lesquelles on ne donne aucune vraie formation technique à des garçons et à des filles qui ont échoué, pour tout un ensemble de raisons, dès l'école primaire, mais qu'on a quand même fait passer de classe en classe jusqu'à ce que l'échec devienne trop patent. Comme on fait passer des milliers d'autres dont on sait que ce sont d'autres apprentissages que celui des collèges et lycées qui les intéresseraient et leur ouvriraient l'accès à un emploi. L'Etat répugne à dépenser pour l'apprentissage, et nos grandes entreprises se contentent en général de former à des tâches limitées pour leur propre usage, alors que leurs homologues allemands donnent une formation plus large en ne gardant qu'une faible part de l'effectif formé.

Les TUC et les TIG

Les certificats d'aptitude professionnelle à des professions déshéritées, les travaux d'utilité collective qui permettent de diminuer le nombre de chômeurs mais ne conduisent pas à une qualification (tout en bonchant en partie les chances de moins chanceux encore : les TUC diminuent les possibilités de recourir aux TIG, les travaux d'intérêt général remplaçant la prison pour les délinquants des chances de réinsertion), les classes-dépotoirs et les classes normales où bien des élèves attendent, dans

l'impasse ou la résignation, la fin de la scolarité obligatoire parce que celle-ci ne porte pas sur ce qui les intéresserait : oui, le gâchis est énorme !

Mais il est un autre gâchis, moins visible : celui des bonnes volontés. Nous vivons dans une société de classes d'une autre façon encore que par l'inégalité des chances. Tous ceux qui sont chargés de rationaliser, de rentabiliser, d'humaniser l'éducation et la formation, de lutter pacifiquement contre les exclusions, donc contre les pertes de ressources humaines, sont sous-payés, sous-estimés et souvent sous-formés, alors qu'ils sont déjà en nombre insuffisant. Instituteurs et assistants sociaux, professeurs de collèges et éducateurs de prison, médecins scolaires et éducateurs de handicapés : ils ne peuvent guère jouer à la Bourse, ni offrir des produits de luxe ni accéder à la puissance qui donne un pouvoir d'entraînement ; ils ne sont donc guère intéressés. D'autant plus que, s'ils se mettent en grève, ils ne font du tort qu'à des sans-voies, ce qui montre au passage l'hypocrisie syndicale défendant indifféremment le droit de grève des poissards de l'EDF et du contrôle aérien et celui des travailleurs sociaux déshérités.

Comment changer une telle situation ? Il ne faut pas se faire d'illusions sur les ressources disponibles. L'évolution démographique est telle que, comme vient de le montrer l'OCDE pour tous les grands pays occidentaux, les dépenses sociales — même hors chômage — monteront tellement sous le poids des retraites que les dépenses d'éducation stagnent probablement. Il ne faut pas non plus lancer des slogans absurdes comme celui des 80 % de bacheliers

pour chaque classe d'âge : en trente ans (1955-1985), il y a déjà eu quadruplement puisqu'on est passé de 7,2 % à 29,4 % ; de là à passer de 30 % à 80 % en quelques années ! Et les universités avec deux millions d'étudiants, quelle perspective démographique en l'absence de perspectives sérieuses de recrutement et de constructions !

Il vaudrait mieux regarder franchement la réalité et chercher à dégager des ressources pour que l'enseignement technique dispose des locaux et des matériels nécessaires, pour que les excellents TUC puissent devenir plus nombreux, pour que les anciennes facultés des sciences puissent offrir un avenir estimable à ceux qui ne voient que les grandes écoles.

Il faudrait aussi — et peut-être prioritairement — préparer une sorte de révolution morale. On ne peut pas à la fois gémir sur les gâchis humains dans notre société et proclamer la grandeur de la réussite individuelle égocentrique, de l'argent permettant de posséder un maximum d'objets. En effet, tous ceux qui cherchent à peser sur l'évolution sociale en s'engageant dans un métier ou dans une action volontaire qui tendent à une telle pesée ont de plus en plus l'air de naïfs, de doux rêveurs et trouvent de moins en moins d'imitateurs. L'insécurité morale est aujourd'hui présente dans les bonnes publications de gauche comme dans celles qui se réclament du pur libéralisme économique. Or l'espoir dans l'éducation et la formation ne naît pas seulement de ressources financières. Il sera porté par des hommes et des femmes qui ne seront nombreux et actifs que s'ils sont encouragés et estimés.

Le sort des juifs soviétiques

Un baromètre de la détente

par ANDRÉ KLARSFELD (*)

AINSI que d'autres scientifiques, j'ai récemment rencontré à Leningrad de nombreux « refuseniks » juifs, qui souhaitent, pour des raisons diverses (antisémitisme latent, réunification des familles...) quitter l'URSS. Ils en attendent l'autorisation depuis dix à quinze ans. Pour eux, peu de choses ont changé. Ils ont perdu leur emploi lors de leur première demande de visa et leur situation matérielle est devenue précaire. Quand ils ont du travail, celui-ci ne correspond pas à leur qualification. Un physicien (Marc Genin) deviendrait, un informaticien (Ilya Chostakovski), ramoneur, un professeur de mathématiques (Evgeny Leini), gardien de nuit... S'ils arrivent (comme Rodol Zeichonok) à donner des cours particuliers chez eux, l'administration les harcèle, menace leurs élèves. Même si les agressions physiques directes sont devenues moins fréquentes, gare à ceux que leur savoir place à la merci des services officiels. Exemple parmi d'autres : Marina Furman s'est vue abandonnée par son médecin pendant son accouchement en mars dernier, alors que son état cardiaque nécessitait une surveillance constante ; le seul autre médecin qui osa intervenir, sauvant la mère et son enfant, perdit son emploi peu après.

Au cours de leurs démarches, jamais les refuseniks n'arrivent à connaître les noms des responsables qui décident de leur sort. Les refus de visa ne leur sont jamais notifiés par écrit, ce qui permet à leurs interlocuteurs successifs et anonymes de se retrancher derrière une erreur ou un malentendu d'attitude. Ainsi, en 1974, Ilya Chostakovski s'est vu refuser un visa pour 1975, puis, en 1976, pour 1977... Il attend toujours. Récemment, les dossiers de nombreux refuseniks auraient été envoyés à une « commission de la censure » pour évaluer la composition, le fonctionnement et jusqu'à l'adresse restant mystérieuse, au point que certains doutent même de son existence.

Une des inventions les plus pernicieuses, par l'usage qui en est fait, est le refus de visa pour détention de secret d'Etat. En effet, même si chaque Etat peut légitimement prétendre préserver certains secrets, que penser lorsqu'un tel prétexte est invoqué pour des travaux

remontant à quinze ou vingt ans, dans des domaines où l'évolution des techniques a rendu ces recherches obsolètes depuis déjà longtemps ? Lorsqu'il est invoqué à l'encontre de Lev Soud, parce qu'il avait dirigé une fanfare militaire ? Lorsqu'il est appliqué différemment à Ilya Chostakovski et Valentina Hilt (cette dernière ayant pu émigrer il y a déjà plusieurs années), qui avaient pourtant occupé des postes identiques dans le même institut pendant la même période ? Lorsque ce motif de refus se transforme soudain en un autre (comme le fait de ne pas avoir de parents au premier degré à l'étranger) ? Lorsqu'il est invoqué pour empêcher enfants et parents d'émigrer, dégageant ainsi le secret d'Etat en cas de décès ? Lorsque, simultanément, l'URSS autorise les observateurs militaires américains à inspecter ses installations nucléaires les plus secrètes ?

Le décalage est grand entre le discours tenu aux Occidentaux et la réalité : il y a deux ans, Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré à des journalistes français que les secrets d'Etat ne pouvaient empêcher leurs détenteurs de quitter l'URSS après « plus de cinq ans », au maximum dix, alors que tous ceux que nous savons ont subi des délais de plus en plus longs. On ne peut nier l'augmentation récente du nombre de visas accordés.

Mais le caractère parfaitement arbitraire de ces mesures individuelles, l'opacité du processus de décision, ne donnent aucune garantie quant à la stabilité de cette évolution ; bien au contraire. Elle semble refléter plus le bon vouloir que la bonne volonté des dirigeants soviétiques, le fait du prince qui décide souverainement du sort de chacun de ses sujets, en fonction de ses intérêts du moment. Au-delà de l'indignation légitime que suscite le drame vécu par les refuseniks, leur situation constitue pour les Occidentaux un précieux baromètre de la crédibilité de l'équipe au pouvoir en URSS, au moment de la signature du plus important traité de désarmement de l'ère nucléaire.

(*) Agrégé de l'Université, avec le soutien du comité scientifique du Conseil national français pour la protection des droits des juifs d'URSS.

Au Courrier du Monde

TRANSPARENCE

Pas de scandales dans les communes

Vous permettez au maire d'une modeste commune des Landes (deux mille cinq habitants) de répondre à la lettre stupéfiante et débilitante de Mme Marie-Claude Latour parue dans votre journal le 28 novembre.

Tout le monde sait bien que la comptabilité des communes obéit à des règles comptables très précises, et que les fameux « gâteaux » dont il est fait état facilitent l'établissement des ratios qui permettent, comme pour les sociétés commerciales, de juger de la santé et de la rigueur financières de chaque commune. A cela s'ajoute la comparaison des résultats obtenus (réalisations de la commune) en fonction de l'importance des taux d'imposition. Enfin, grâce à l'informatisation de la plupart des communes (ce qui est le cas à Labenne depuis 1984) et grâce à la transparence des comptes, tout citoyen peut obtenir de son maire ou par l'intermédiaire d'un des membres de la commission des finances ou du conseil municipal, chaque mois, le compte administratif de la commune, le détail de chaque article du compte de fonctionnement, le relevé de toutes les factures et l'état permanent du compte d'investissement, son avancement et le financement de celui-ci.

Chaque citoyen de notre pays se doit de se renseigner, et il le peut très facilement, pour peu qu'il s'en donne la peine, sur ce que devient son argent. De grâce, ne osons pas à la mode, en criant à tous propos un scandale.

FRANCIS HIRIGOVEN

(maire de Labenne, Landes).

FINANCEMENT

Petites communes campagnes coûteuses...

La question du financement des campagnes électorales est à l'ordre du jour. Il faut que les lois assurent l'égalité d'accès aux mandats électoraux. La démocratie l'exige. On parle actuellement beaucoup des élections présidentielles et des élections législatives, mais il semble qu'on oublie les élections de proximité, les élections communales, où existent curieusement plusieurs régimes de remboursement des frais électoraux.

Dans les communes de plus de neuf mille habitants, les candidats sont remboursés du coût du papier, de l'impression des bulletins de vote, des affiches et des circulaires ainsi que des frais d'affichage. A partir de deux mille cinq cents habitants, l'envoi et la distribution des documents de propagande électorale sont faits gratuitement. Cela signifie que,

dans les communes de moins de neuf mille habitants, aucun remboursement, même celui des bulletins de vote, n'est fait et que dans les communes de moins de deux mille cinq cents habitants, les candidats doivent supporter l'ensemble de leur propagande électorale. Or dans ces communes, les frais ne sont pas toujours négligeables.

Il faut compter un minimum de près de 8 000 F pour la présentation d'une liste dans une commune de cinq mille habitants. Cette somme peut contribuer à faire hésiter certains candidats à prendre part au débat électoral. On peut d'ailleurs se demander si le texte qui a réglementé cette affaire passerait aujourd'hui devant le Conseil constitutionnel, celui-ci ne le déclarerait pas contraire à notre Constitution et aux grands principes de notre droit.

C'est pour toutes ces raisons que je viens de déposer à l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à abroger ces injustes discriminations.

CHRISTINE BOUTIN

(députée des Yvelines).

ORIENT

Résistance ou extrémisme au Liban ?

J'ai quarante ans (...). J'ai le « malheur » d'être chrétien en Orient. Je n'appartiens à aucune milice ou parti si ce n'est celui des Libanais-de-toutes-confessions-qui-ont-marié-de-toutes-les-guerres.

Mais je vis là-bas et je peux vous dire que ces « extrémistes » (le Monde du 13 octobre) ne sont que des pauvres garçons, assiégés depuis treize ans dans moins de 1 000 kilomètres carrés et qui veulent simplement ne pas devenir des citoyens de deuxième ordre comme les Grecs orthodoxes de Syrie ou les coptes d'Egypte. Leur « extrémisme », c'est le refus de la mise au moule ultra-islamique ; le cri pour que survive leur identité chrétienne-orientale. Qu'y a-t-il là de comparable avec la future messianique des Hezbollah dont la France même a soutenu l'existence alors que les « extrémistes » chrétiens n'ont pour la France que des bouffées d'amour ? Oui, c'est peut-être un de vos bons auteurs qui avait raison : « Querelons les malheureux, de peur d'avoir à les plaindre » (Vauvenargues).

SÉLIM BOUTROS

(universitaire, Beyrouth).

COMMERCE

Pauvres fumeurs !

On en aura en plein la vue ces derniers semaines : quelques pages de publicité couleur dans le Monde et d'autres périodiques pour faire passer auprès des fumeurs un code de bonne conduite. Il en ressort : 1) qu'il ne faut pas fumer les autres sans leur demander leur avis ; 2) qu'il ne faut pas pousser à fumer ceux qui n'en ont pas envie.

Tout le monde dira « Bravo ! » sans arrière-pensée. Bravo et merci ! Il y a plus de dix ans que, patiemment et à voix trop basse, les responsables de la santé publique en disent autant.

Au passage, les lecteurs fumeurs ciblés par la publicité croient comprendre que les interventions antitabagiques sont « intolérantes ». Cela rassure qu'on parle de liberté « réciproque ». Pauvres fumeurs poussés à croire que la publicité défend des valeurs fondamentales à coup de millions de francs ! Mais si les antitabagiques désaient d'affaires intolérantes, cela se saurait. Or voilà plus de dix ans que la loi Veil est inappliquée et ridiculisée. Et il y a tous les jours en France des fumeurs épris de liberté qui se soucient comme d'une guigne des rhinopharyngites ou de l'asthme de leurs enfants.

A ceux qui fument et qui revendiquent leur autonomie, il faut dire simplement : « Attention, vos poumons sont un joli fonds de commerce, ne laissez pas défendre votre liberté par ceux qui sont bien mal placés pour défendre votre santé ».

ALBERT HIRSCH

(pneumologue)

SERGE KARSENTY

(sociologue).

CALCUL

La « surenchère » de M. Bérézgovy

Dans l'article paru dans le Monde du 24 novembre, sous le titre « Gérer l'après-mai 1988 », on peut lire : « Deux Français sur trois souhaitent l'ancien président, « trois Français sur cinq » ont renoncé à M. Bérézgovy ». Or ce dernier n'a pas renoncé mais au contraire s'est montré moins exigeant.

En souhaitant deux Français sur trois, M. Giscard d'Estaing espère le ralliement de 66,66 % des citoyens. En se contentant de trois Français sur cinq, M. Bérézgovy n'en revendique que 60 %.

ROBERT CRAVENNE

(Boulogne, Hauts-de-Seine).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. « Le Monde »

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication.

Anciens directeurs : Robert Berne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Robert Berne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Conducteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

657 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffusiés ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

envoyer leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez noter l'obligation d'ordre

tout les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression

du Monde

7, rue des Italiens

PARIS 05

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-51-81-82 et 45-51-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

MICHEL SWISS
TEL. : 42.61.61.11
VOUS ACCORDE
LES MEMES
REMISES EXCEPTIONNELLES
QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS

PARFUMS
COSMETICS
toutes les
GRANDES MARQUES

ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
PORCELAINE - MAROQUINERIE

PLACE DE L'OPÉRA
RUE DE LA PAIX
2ème étage

Jours d'ouverture :
du lundi au samedi inclus de 9 h à 18 h 30.
sans interruption

PLACE VENDÔME
16, RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

Etranger

Le remplacement de M. Husak par M. Jakes à la tête du PC tchécoslovaque

L'accession de M. Jakes, soixante-cinq ans, prototype même de l'appareil, à la tête du Parti communiste tchécoslovaque, en remplacement de M. Gustav Husak, est généralement considérée comme le début d'une phase de transition. Elle pourrait s'expliquer par l'opposition des dogmatiques, rangés autour de M. Vasil Bilak, à la nomination de M. Lubomir Strougal, ancien chef du gouvernement et tête de file du clan des réformateurs.

Annulé jeudi 17 décembre, au début d'une session du comité central qui devait être consacrée aux projets de réformes économiques en cours de discussion, le retrait de M. Husak, qui conserve les

fonctions honorifiques de chef de l'Etat et sa place dans le Politburo, a fait sensation. Officiellement, M. Husak a lui-même demandé « à être relevé de ses fonctions ». Agé de soixante-quatorze ans, il souffrait, notamment depuis plusieurs années, de problèmes de vue. Depuis plusieurs mois déjà, on évoquait ouvertement à Prague une dissociation des fonctions de secrétaire général et de président de la République, sans qu'il eût été possible de prévoir le moment auquel cela se ferait.

Tout indique que ce retrait et la nomination de M. Jakes ont fait l'objet de minutieuses tractations dont les Soviétiques avaient été

tenus informés, pour ne pas dire plus. Les principaux protagonistes de cette affaire, MM. Husak, Jakes et Strougal, avaient d'ailleurs été reçus au cours des dernières semaines au Kremlin par M. Mikhail Gorbatchev. Les noms les plus fréquemment cités des derniers temps à Prague étaient, outre celui de M. Strougal, ceux de M. Jakes et de M. Lenart, chef du Parti communiste slovaque. Tchéquie, M. Jakes succède à deux secrétaires généraux slovaques, MM. Dubcek et Husak. Sa tâche principale sera d'arbitrer les conflits éventuels au sein de la direction entre les deux clans dogmatique et réformateur.

Le nouveau secrétaire général : s'en tenir au programme adopté par le parti

VIENNE
de notre correspondant

Dès sa nomination, M. Milos Jakes, nouveau secrétaire général du PC tchécoslovaque, a pris la parole, jeudi 17 décembre, devant le plénum du comité central. Sans tarder, il est allé au-devant de toutes les spéculations sur la ligne qu'adoptera le parti sous sa direction. « La question va être posée (de savoir) si le changement de personne à la tête du PC sera suivi d'un changement dans la politique », a-t-il dit. La réponse est claire : le programme adopté par le parti à son dernier congrès restera la directive de notre travail.

Cette déclaration met d'emblée les choses en point pour tous ceux qui auraient pu spéculer que le départ de M. Husak était le signal d'une modification du rythme des réformes. M. Jakes s'est d'ailleurs gardé d'employer le mot « réforme » en se bornant à utiliser la formule moins audacieuse de « nouvelles méthodes économiques ».

Le nouveau secrétaire général est par la suite revenu sur ce programme en soulignant que « la reconstruction de l'économie sera décisive » et que « le nouveau mécanisme économique doit aboutir à une croissance lente et efficace de l'économie et encourager les changements structurels ». Il sera nécessaire, selon lui, de « rationaliser, d'une part, la gestion centrale et la planification et, d'autre part, augmenter l'indépendance et la responsabilité des entreprises qui doivent travailler sur la base de l'autofinancement et de l'autonomie ». Cette nouvelle conception de la gestion « demandera une rationalisation dans les structures des organes cen-

traux, de la production et des finances », a-t-il dit.

M. Jakes a précisé que la reconstruction « rendra plus dures les conditions économiques ». « Dans beaucoup de domaines, nous devons avancer sur des terrains où nous n'avons pas d'expérience, ce qui comporte certains risques ».

Le chef du PCT a mis l'accent sur le fait que la reconstruction économique « doit se faire dans le contexte d'une reconstruction de la société ». Il a rappelé que le comité central du parti avait adopté, en mars dernier, une série de mesures en vue « de développer et de tester de nouveaux éléments de la démocratie socialiste pour réactiver le travail du Front national, des organes législatifs et judiciaires et des organes de sécurité ». Il a évoqué également les travaux en cours pour la modification de la Constitution tchécoslovaque.

Le nouveau homme fort du parti n'a pas hésité à critiquer les performances économiques, notamment l'efficacité peu satisfaisante du travail et le gaspillage de matières premières et d'énergie dans l'industrie. « Il n'y a pas eu d'amélioration dans la qualité de la production ni dans les échanges avec les pays non socialistes », a-t-il constaté, en insistant à plusieurs reprises sur la nécessité d'intensifier les relations économiques avec l'URSS.

La ligne qui sera celle du parti sous sa direction sera fermement axée sur « le principe fondamental d'un centralisme démocratique », a conclu le nouveau chef du parti. « Tout ce qui n'est pas conforme au socialisme », a-t-il dit, « est à critiquer ».

WALTRAUD BARYLL

Vingt ans après l'amorce du « printemps de Prague »

Le hasard a voulu que M. Husak quitte la direction du parti vingt ans presque jour pour jour après ce que l'on peut considérer comme le début de la saga du « printemps de Prague ». C'est en effet en décembre 1967 que les événements de 1968 commencent en fait, avec une arrivée inopinée de Leonid Brejnev à Prague. Antonin Novotny, chef du parti tchécoslovaque, est alors assailli par la contestation à la fois intellectuelle, politique et nationale des Slovaques se rebellant contre le centralisme de Prague qui a dominé toute l'année 1967. Dans l'espoir de sauver son trône, il appelle à la rescousse le chef du PC soviétique. Mais le protecteur se dérobe : après avoir entendu la plupart des membres de la direction de Prague, il rentre chez lui en lançant à la cantonade : « Ce sont vos affaires ».

La suite des événements lui fera regretter bien vite ce désintéressement. Mais pour l'heure le sort de Novotny est scellé. Aussitôt après les fêtes de fin d'année, le comité central du PC tchécoslovaque limoge ce symbole de la « stagnation » et installe à sa place Alexandre Dubcek, le jeune chef du parti en Slovaquie. C'est ce « printemps de Prague » qui marque le début du « renouveau » et de ce que l'on va appeler le « socialisme à visage humain ».

Car le « printemps de Prague » commence en hiver, avec, très vite, l'abolition de la censure dans la presse, sous l'impulsion de Josef Spisak, nouveau secrétaire à l'idéologie. A la différence de ce qui se passe à Moscou aujourd'hui, ce ne sont pas quelques publications qui se permettent des audaces, mais l'ensemble de la presse et des autres médias qui dévoilent notamment — et cela rappelle ce que l'on peut lire aujourd'hui dans les Nouvelles de Moscou et dans Ogoniok — les « taches sombres » de l'histoire stalinienne et toutes les injustices passées,

dans un climat de dévouement généralisé.

Or c'est précisément cette gestation avant la lettre qui trahit le plus les Soviétiques. A la limite, les chars de l'Armée rouge entreront dans Prague non pas pour arrêter les réformes économiques mises au point par Ota Sik, mais pour mettre au pas les journaux. Les pressions commenceront en tout cas dès le mois de mars, et l'on ne compte pas moins de six rencontres au sommet entre Brejnev et Dubcek entre janvier et août.

Une longue « normalisation »

Mais c'est en l'absence du dirigeant tchécoslovaque que ses collègues du bloc de l'Est rédigent, en juillet, la « lettre de Varsovie » qui formule pour la première fois ce que l'on va appeler la « doctrine Brejnev » : « Les frontières du monde socialiste se sont déplacées vers le centre de l'Europe, sur l'Elbe et les monts Sumava. (...) Ce qui se passe en Tchécoslovaquie n'est plus votre affaire exclusive ». Et le 21 août, après une fausse tentative de réconciliation menée entre les bureaux politiques à la frontière des deux pays, les chars russes occupent le Tchécoslovaquie.

Le reste n'est qu'une longue « normalisation » même pas terminée aujourd'hui et en tout cas très mal commencée, puisqu'il faudra la menace d'une nouvelle intervention en force, formulée par le maréchal Gorbatchev, pour décrocher Dubcek de son fauteuil, en avril 1969. Et son successeur Gustav Husak n'est toujours pas débarrassé aujourd'hui du fantôme de 1968. Pas plus que M. Gorbatchev, qui devra lui aussi réécrire l'histoire du « printemps de Prague » s'il veut aller jusqu'au bout de sa politique de réformes.

MICHEL TATU

« Restructurer » les « normalisés »...

(Suite de la première page.)

La vague de la « perestroïka » soviétique n'a sans doute pas complètement épargné le pays. Depuis le dernier congrès du parti communiste, en 1986, les organes de direction brisent eux aussi de projets de réforme, notamment sur le plan économique, d'autant plus inévitables que l'économie tchécoslovaque, qui passe encore aujourd'hui pour une des plus solides du bloc de l'Est, donne des signes inquiétants de faiblesse. Au sein du COMECON, d'autre part, les Soviétiques posent eux-mêmes à des changements qu'il faut bien prendre en compte.

Au centre des discussions se trouve actuellement un projet de réforme de l'entreprise que « glasnost » oblige, a fait l'objet au cours de l'été d'un grand débat public orchestré par les organes du parti et ses deux principaux quotidiens, *Rude Pravo* à Prague et la *Pravda* à Bratislava, capitale de la Slovaquie. Cette réforme, qui cherche à accorder davantage d'autonomie financière aux entreprises et plus de souplesse au système de planification en vigueur, ne doit cependant entrer officiellement en vigueur que pour le prochain plan quinquennal, en 1990. La phase d'expérimentation, qui a commencé au début de cette année dans un certain nombre d'entreprises pilotes, doit d'ici là permettre de corriger le tir si nécessaire.

D'ores et déjà, cependant, ce n'est un mystère pour personne que les dirigeants les plus conservateurs du régime, appuyés sur une nomenclature dont seuls les membres les moins dynamiques ont survécu aux purges consécutives au « printemps de Prague », rechignent fortement à relâcher tant soit peu les rênes. Contrairement à d'autres voisins de l'Est, hantés par des rêves d'empire ou d'indépendance nationale, ils peuvent compter, il est vrai, sur une relative apathie de l'opinion qui ne les incite guère à se boulever.

L'« homme communiste »

La « normalisation », si elle a étouffé pendant deux décennies toute forme organisée d'expression, a moins négligé qu'ailleurs la satisfaction des besoins de consommation de la population. Le niveau de vie des Tchécoslovaques serait plus d'un envieux en Pologne ou en URSS. Un habitant sur six possède une voiture, et on cherche sans vain dans le pays les queues que l'on connaît ailleurs devant les magasins de produits de consommation courante. Les vitrines n'ont peut-être pas le clinquant de celles des grandes villes occidentales. Il manque — signe des temps — tous les produits de l'âge électronique, et les appareils ménagers coûtent cher. Mais les magasins d'habillement et d'alimentation disposent d'un peu de tout ce dont on a besoin, à condition, parfois, pour certains produits comme le café, d'y mettre le prix. On trouve même à Prague une boutique de spécialités gastronomiques *made in France*, aux étages regorgeant de Bonédictine et de l'inévitable champagne.

Chaque vendredi en début d'après-midi, les embouteillages à la sortie des grandes villes marquent la fin de la semaine de travail et la rue vers les résidences secondaires que toute famille digne de ce nom se doit de posséder. On y dilapide en travaux de plein air ou en géné-

reuses libations l'énergie amassée pendant la semaine. Le travail n'est souvent là que pour justifier un salaire de base, complété, dans les entreprises où les chantiers, par des prélèvements d'outillages ou de matériaux qui servent à pallier certaines difficultés d'approvisionnement ou le manque chronique de services.

La normalisation a fini au bout de vingt ans par créer, selon la formule d'un diplomate occidental, un type d'« homme communiste » habitué à son train-train, n'attendant rien de plus en faire davantage que le strict nécessaire. Cette attitude ne fait pas seulement le désespoir des quelques opposants officiels, résignés depuis longtemps à prêcher dans le désert, mais paradoxalement aussi des économistes officiels, chargés de mettre au point les réformes et qui admettent tout qu'on ne pourra rien faire sans « changer les mentalités », dilemme évident et facile à constater, voire à déplorer, mais dont on sort plus difficilement.

Il y a pourtant urgence

A en croire les responsables économiques, il y a pourtant urgence. A la veille de célébrer en grande pompe, l'année prochaine, quarante ans de gestion communiste, le régime fait face à des difficultés croissantes. L'industrie a de plus en plus de mal à réaliser les objectifs du Plan au moment même où l'Union soviétique se plaint de la qualité des produits livrés par les Tchéques. Au cours de la dernière moitié de 1987, si l'on en croit les chiffres officiels, la croissance a été inférieure à 2 % alors que l'objectif fixé était de 3,1 %.

Conséquences depuis plusieurs années déjà, à les en croire, de la nécessité d'adapter leur industrie à l'évolution mondiale, les dirigeants se heurtent aux habitudes et aux lourdeurs du système. Les investissements prévus ne se font pas ou ne correspondent pas au niveau technologique souhaité. Bref, l'industrie, qui a longtemps fait vivre le pays sur les acquis de la période florissante de l'entre-deux-guerres, est en train de devenir obsolescente. Les 15 millions de tonnes d'acier produites chaque année en Tchécoslovaquie, qui faisaient il n'y a pas si longtemps la fierté des planificateurs, sont maintenant citées maintenant comme le symbole même de la mauvaise utilisation des ressources.

« Les changements sont nécessaires. Il n'y a pas d'autres voies », principal conseiller du président de la toute-puissante commission du Plan, M. Venclovsky, ne mâche pas ses paroles. « Tout ce qui va se passer est un devoir économique mais aussi politique. Nous sommes arrivés à un carrefour où les changements économiques ne sont pas réalisables avec le système de gestion actuelle », affirme-t-il.

« Nous sommes confrontés à toute une série de problèmes d'interaction économique non résolus jusqu'à aujourd'hui. Nous savons qu'on ne peut plus employer les vieilles méthodes. Nous devons apprendre rapidement à agir de façon nouvelle », déclarait pour sa part, le 16 novembre dernier à Moscou, où il avait été reçu par Mikhail Gorbatchev, le chef du gouvernement, M. Lubomir Strougal, qui passe pour le chef de file des réfor-

mateurs. Ces derniers ont réussi à imposer un changement d'orientation radical, du moins à provoquer une certaine prise de conscience. Derrière un discours passablement brumeux, même un dirigeant comme M. Obzina, l'un des vice-premiers ministres du gouvernement actuel et ancien ministre de l'Intérieur, en octobre dernier, jurait ses grands dieux que la voie des réformes était indiscutable. Le secrétaire général du gouvernement slovaque, M. Matejko, croyait lui-même pouvoir affirmer que, tout en avançant « rationnellement », pour éviter des dérapages comme en Hongrie ou en Pologne, la commission du Plan devrait dans l'avenir perdre une partie de ses prérogatives pour se contenter d'un rôle d'« harmonisation ».

Cette prise de conscience suffirait-elle cependant pour faire évoluer les choses suffisamment pour que les réformes envisagées aient réellement une chance de succès ? C'est à ce tournant que les économistes de l'opposition, comme M. Otto Sik, aujourd'hui en exil en Occident, dont les propres projets de réformes économiques avaient été à l'origine du printemps de Prague, ou encore un Rudolf Sienksi, membre de la Charte 77, attendent le régime. Sans remettre en cause le bien-fondé des orientations envisagées, qui ressemblent par beaucoup d'aspects — quoique les responsables actuels s'en défendent — à ce qu'ils avaient eux-mêmes en leur temps imaginé, ils mettent en doute la capacité des dirigeants à aller suffisamment loin.

Les plus lucides des économistes actuels n'ignorent pas, en fait, qu'une réforme telle que celle de l'entreprise, si elle est conduite au bout de sa logique, se heurtera rapidement à de graves contradictions avec le système politique actuel.

Une spirale à l'issue incertaine

Ce n'est pas un hasard si les quelques entreprises choisies pour tester la réforme depuis le début de l'année l'ont été parmi les rares habituées à travailler avec une certaine efficacité parce que confrontées à la concurrence internationale, comme les verreries de Bohême. On voit en revanche les difficultés à attendre dans les secteurs, de loin les plus nombreux, appelés à une reconstruction en profondeur à la fois de leur type de production et de leurs méthodes de travail, comme, par exemple, dans le secteur de la sidérurgie. Si M. Venclovsky, ou le vice-président des syndicats M. Neuberger, assurent que tout devrait se passer sans encombre, qu'il n'est pas question d'accepter une baisse du niveau de vie, d'autres en sont beaucoup moins certains. Le secrétaire général du gouvernement slovaque, M. Matejko, reconnaît lui-même qu'il reviendra au gouvernement central de se donner les moyens nécessaires pour pallier les difficultés. « On ne peut exclure, dans le futur », une matière d'emploi, dit-il, des problèmes graves.

Bref, et c'est bien ce qui fait probablement peur à des conservateurs comme M. Bilak, il semble difficile

à partir du moment où l'on s'y engage, d'échapper à une spirale dont personne ne connaît l'issue. Comment demander aux gens d'accepter des responsabilités ou des sacrifices sans compensations ? « S'ils travaillent mieux, les entreprises auront davantage de masse salariale à distribuer », répond-on. Cette réponse, qui paraît quelque peu simpliste en regard à la complexité du problème, permet d'éviter d'avoir à se prononcer sur le terrain politique, terrain où combien plus brûlant !

A ce niveau, aucune volonté de changements significatifs n'apparaît, même si, selon le rédacteur en chef de *Rude Pravo*, M. Horeni, un nouveau projet de Constitution est en cours de préparation pour le début des années 90.

On n'en est certes plus au temps où toute velléité d'opposition était systématiquement sanctionnée par de lourdes peines de prison. Pour la première fois depuis la création de la charte 77, un millier de personnes ont même, à son appel, manifesté publiquement le 10 décembre dans les rues de Prague pour marquer la journée des droits de l'homme des Nations unies. Quelques jours auparavant, quelques centaines de jeunes avaient célébré en plein cœur de la ville l'anniversaire de la mort de John Lennon, le chanteur des Beatles.

La répression, reconnaît-on dans les milieux d'opposition, s'est considérablement ralentie ces derniers mois. On certes, tout n'est pas d'or. Peter Uhl, l'un des principaux activistes de la charte, en sait quelque chose. Plusieurs rayons vides de sa bibliothèque témoignent du dernier passage de la police d'Etat. On n'arrête plus cependant aussi facilement qu'auparavant, et les derniers procès de dissidents se sont soldés par des sentences jugées relativement clémentes. Les leaders de la « section jazz » jugés au début de l'année pour avoir tenté d'organiser une contre-culture, n'ont été condamnés qu'à quelques peines de principe ou presque. Plusieurs centaines de jeunes étaient venus manifester leur sympathie le jour du procès. Il en est de même pour les militants catholiques condamnés ces derniers temps.

Quelque chose est-il malgré tout en train de changer au royaume du soldat Sveik ? Les interlocuteurs officiels que l'on rencontre à Prague sont toujours d'une rare violence dès qu'on les interroge sur une possibilité de dialogue avec les représentants des diverses formes d'opposition. Le souvenir du printemps de Prague continue de hanter l'esprit des dirigeants, et pas seulement des plus conservateurs. Après tout, les événements de 1968, qui ont conduit à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie avaient déjà pour origine un plan de réformes préparé par une direction communiste fine selon toutes les règles prescrites. Il ne faut pas être très sorcier pour comprendre que beaucoup, pour l'avenir, dépendra de l'évolution en Union soviétique.

HENRI DE BRESSON.

Les félicitations-programme de M. Gorbatchev

Dès qu'a été annoncée la nomination de M. Jakes à la tête du PC tchécoslovaque, M. Gorbatchev a adressé à ce dernier un télégramme de félicitations. Pour protocoleaire qu'il soit, ce message est d'une assez remarquable précision dans la manière dont il définit le programme auquel, selon Moscou, doit se consacrer le nouveau chef du PCT.

Cité par l'agence Tass, M. Gorbatchev écrit notamment : « Nous sommes convaincus que le comité central (du PCT) garantira, sous votre direction, la réalisation des grandes tâches qui se posent au parti dans le développement et la rénovation du socialisme sur le ter-

ritaire tchécoslovaque, dans la reconstruction du mécanisme économique et la démocratisation de la vie sociale et politique du pays (...).

Interrogé d'autre part jeudi après-midi 17 décembre sur le point de savoir si Moscou avait été tenu au courant du remaniement intervenu à Prague, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov, a répondu : « Nous savons beaucoup de choses à ce sujet. C'est un processus qui a été discuté ». M. Guerassimov a encore indiqué que M. Gorbatchev et M. Jakes « se connaissent » et que le successeur de M. Husak est d'ailleurs « très bien connu » de la direction soviétique.

Force 10.

Des nœuds forts comme la mer.

Clips d'oreilles : 10500 F.
Collier : 8300 F.
Avec du câble marin d'acier et de l'or, Fred crée des nœuds plats pour ses nouveaux bijoux Force 10.
Bague : 4800 F.

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

سكنا من الاصل

Europe

La relève dans le PC tchécoslovaque

MILOS JAKES

Du contrôle du parti à la direction de l'économie

Originaire de la Bohême du Sud — où il est né, selon sa biographie officielle, le 12 août 1922 dans une famille de « petits paysans » — Milos Jakes (prononcer lakech) est un ancien employé de l'usine de chaussures Bata de Zlin, en Moravie du Sud. C'est cependant dans l'appareil des Jeunesses communistes qu'il commence sa carrière, interrompue de 1955 à 1958 par trois ans d'études à l'école du PC soviétique, à Moscou. La révolte à Prague, à la fin des années 50, dans l'appareil du comité central du PCT, puis, quelques années plus tard, vice-ministre de l'intérieur, où il est encore en poste à la fin de 1967.

Mais c'est en 1968 — l'année du printemps de Prague — que M. Jakes apparaît au premier plan de la scène politique et commence à jouer un rôle qui le fera apparaître longtemps comme l'un des représentants les plus réels de la ligne « dure » au sein du PCT. Nommé au mois d'avril à la tête de la commission de contrôle du parti, il sera, en effet, accusé, aux côtés notamment de MM. Bielek et Indra, d'avoir « collaboré » avec l'envahisseur soviétique, dont les troupes ont pénétré au mois d'août en Tchécoslovaquie. Il faudra, au mois d'avril 1969, un communiqué du comité exécutif du présidium du PCT pour le lever officiellement de cette accusation.

M. Jakes, entre-temps, est devenu l'un des nouveaux hommes forts du régime, et c'est à lui qu'était revenu de dénoncer en décembre 1968 — alors

qu'Alexandre Dubcek était encore le chef du parti — « l'extrémisme libéral de droite » comme le « danger principal » pour le PCT. Il annonce en même temps, dans un article de Rude Pravo, qu'il faudra sans doute « passer de la persuasion à l'application des sanctions et séparer de ceux qui, malgré tous les efforts faits jusqu'ici, n'auront pas la bonne volonté de se corriger eux-mêmes ». C'est fidèle à cette ligne de conduite que, toujours en compagnie de MM. Bielek et Indra, il milite en 1970 pour une épuration complète des rangs du parti — alors que M. Husak lui-même incline plutôt au même moment pour qu'un terme soit mis aux opérations de nettoyage qui se prolongent contre les anciens du printemps de Prague.

La carrière de M. Jakes prend une nouvelle orientation lorsqu'il entre, au mois de décembre 1977, au secrétariat du comité central avec responsabilité du secteur agricole et alimentaire. Il reste membre du secrétariat jusqu'à ce qu'il soit admis au bureau politique, comme suppléant en 1978, puis comme membre à part entière en 1981, à l'occasion du seizième congrès du PCT. Quelques semaines plus tard, au mois de juin 1981, il est confirmé dans ses nouvelles spécialités comme président de la commission économique nationale. C'est dans ces fonctions qu'il sera l'un des premiers membres de la direction tchécoslovaque à rencontrer à Moscou M. Gorbatchev, après la nomination de ce dernier à



Le tête du PC soviétique. Il sera d'ailleurs aux côtés de M. Husak pour participer aux principales conversations lorsque le chef du Kremlin se rendra en visite officielle à Prague au mois d'avril 1987.

« Les leçons de l'expérience »

M. Jakes est alors devenu l'un des principaux dirigeants du PCT et fait déjà figure d'un des successeurs possibles — sinon le plus probable — de M. Gustav Husak. On rapporte même, si l'on en croit le Guardian, qu'une vive lutte d'influence l'oppose au premier ministre, M. Strougal. Selon cette source, les deux hommes se seraient ouvertement opposés à

l'occasion d'une réunion du présidium du parti au mois d'août 1986. M. Jakes refusait la création d'une commission d'enquête sur les résultats décevants du plan quinquennal, et le chef du gouvernement claquait la porte devant cette obstruction.

Est-ce à dire que le nouveau chef du PC tchécoslovaque est un adversaire de toute réforme de l'économie qui irait dans le sens de la « perestroïka » de M. Gorbatchev ? Les choses sont moins simples — même si politiquement elles sont assez claires. Face à M. Strougal, qui, lors d'une réunion de travail du comité central au mois de janvier 1987, observait que les projets de restructuration élaborés à Prague à la fin des années 80 contenaient « de nombreux éléments positifs », il répondait en rappelant ce qu'il appelait « les leçons de l'expérience » et affirmait que si l'on voulait avancer « sans danger », tout processus de « restructuration » devait s'opérer sous « la haute main » du parti. On ne saurait mieux dire : qu'une restructuration soit nécessaire pour donner plus d'efficacité à l'économie tchécoslovaque, M. Jakes en est convaincu ; mais on ne saurait mélanger les genres et « l'expérience » de 1988 a trop bien montré, à son sens, à quelles dérives politiques pouvait conduire une telle entreprise si elle n'est pas conduite de la main la plus ferme et avec vigilance par les seules autorités du parti.

A. J.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Un journaliste vedette de la télévision mis en cause pour son passé nazi

M. Werner Höfer, soixante-quatre ans, le plus célèbre des journalistes de télévision de RFA, a de gros ennemis. Le magazine Der Spiegel l'accuse, documenté à l'appui, d'avoir chanté les louanges du régime nazi dans les colonnes du journal Berliner Zeitung, auquel il donnait, à partir de 1943, une chronique culturelle hebdomadaire.

BONN
de notre correspondant

L'article le plus accablant pour Werner Höfer est un commentaire concernant la condamnation à mort et l'exécution, en septembre 1943, du pianiste virtuose Karl Robert Kreiten. Ce dernier, né en 1916, était un protégé du chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler, qu'Höfer admirait beaucoup. Ce patronage ne fut pas suffisant pour le sauver de la potence. Kreiten avait été dénoncé par une de ses voisines, devant laquelle il avait tenu des propos peu amènes pour le Führer. Arrêté par la Gestapo, jugé de façon sommaire et condamné à mort pour « propos définitifs », il fut pendu le 7 septembre 1943 dans la prison de Plötzensee, à Berlin.

Trois mois pour réfuter les accusations

Quelques jours après ces événements, qui avaient causé une vive émotion dans les milieux artistiques de la capitale du Reich, Werner Höfer écrivait dans le Berliner Zeitung, sous le titre « L'artiste, modèle et exemple » : « Personne ne comprendrait aujourd'hui que l'on fasse preuve d'une plus grande mansuétude pour un artiste que pour un simple citoyen ». Le pianiste Kreiten n'est pas cité nommément dans l'article, mais l'allusion est transparente : Werner Höfer fait référence à une dépêche récente annonçant le « sévère châtiment d'un artiste oubliait du sens de l'honneur ».

L'émotion suscitée par cette affaire en RFA est à la mesure de

l'immense notoriété de Werner Höfer. Elle ne peut se comparer qu'à celle d'un Léon Zitron en France. Depuis trente-cinq ans, Werner Höfer anime le dimanche à midi une émission, « L'après-midi international », dont la forme n'a jamais changé. Six journalistes, cinq étrangers et un allemand, sont chargés de commenter sous sa houlette les événements marquants de la semaine écoulée.

Werner Höfer avait été directeur de l'information de la chaîne de radio-TV Westdeutsche Rundfunk de 1972 à 1977, et s'était, dans ses fonctions, attiré une réputation de journaliste libéral, soucieux de l'indépendance de l'information face au pouvoir. Aujourd'hui, le directeur de cet établissement public, M. Friedrich Nowotny, lui accorde un délai de trois mois pour réfuter les accusations portées contre lui, faute de quoi il lui demanderait d'abandonner son émission.

Ce n'est pas la première fois que ces accusations sont portées contre Werner Höfer. En 1962, les responsables de la propagande de la RDA avaient déjà dénoncé son passé de journaliste nazi. Mais, à l'époque, ces attaques avaient plutôt renforcé sa popularité dans l'opinion : les dénonciations venues de l'Est étaient alors, dans un climat de guerre froide, considérées comme nulles et non avenues. Quelques années plus tard, la presse de droite et d'extrême droite avait repris ces accusations, provoquant un reflux de solidarité en sa faveur de tous ceux qui appréciaient sa conception libérale de l'information. Aujourd'hui, la situation est moins favorable pour Werner Höfer. Nombreux sont les journalistes étrangers régulièrement invités à sa émission qui s'interrogent sur l'opportunité de continuer à y participer. D'autant que celle prévue pour le jour de Noël doit rassembler autour de Werner Höfer quelques enfants de correspondants étrangers à Bonn. Il serait pour le moins malencontreux que l'un de ces bambins, dans sa malice, pose des questions gênantes.

LUC ROSENZWEIG.

URSS : images de la terreur stalinienne « Dédié aux victimes innocentes de l'époque de la répression... »

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Egarée entre le buste de Lénine et le style pompier des tableaux guerriers, une toile de l'exposition « Le pays des soviets », au Manège, à deux pas du Kremlin, retient l'attention des Moscovites un peu plus longtemps que les autres. La partie supérieure du cadre porte l'inscription : « Dédié aux victimes innocentes de l'époque de la répression et de l'illégalité. » Euphémisme officiel en vigueur pour désigner la terreur stalinienne.

L'œuvre représente un fait réel, une scène quotidienne des années 1937-1938 en URSS : l'arrestation d'un homme par la police politique, en pleine nuit, dans la pièce familiale commune, devant deux enfants apeurés, une épouse hébétée en chemise de nuit et une grand-mère affligée à la vue d'un policier en train de fouiller dans les photos de famille. C'était le 20 octobre 1937, l'ennemi du peuple s'appelait D. Jilinski, et c'est son fils qui, quarante ans plus tard, a peint le tableau. Il a inséré en bas du cadre le certificat de réhabilitation posthume de son père, délivré par le collège militaire de la Cour suprême d'URSS, le 10 août 1957.

Les gens s'approchent pour lire le certificat, hochent la tête, soupirent sans échanger de commentaires.

A l'autre bout de l'immense saït, un grand triptyque traite du même thème, dans un style plus dépoli, dont les couleurs sombres intensifient le côté dramatique. Les trois tableaux sont intitulés Dédies à mon père. Là encore, c'est le fils, I. Obrossov, cinquante-sept ans, qui, devenu artiste, reconstitue ainsi la disparition de son père, médecin et professeur d'épidémiologie. Sur le premier tableau, un couple regarde éperdument par la fenêtre. Le réveil marque quatre heures du matin ; sur le second, des hommes en grands manteaux et casquettes d'uniforme emmènent le père, qui, un porte-documents sous le bras, lance un regard douloureux aux siens. Le dernier tableau montre la mère enceinte et quatre enfants contemplant par la fenêtre la groupe d'hommes en uniforme et leur père qui s'éloignent.

Encore prudentes dans les discours officiels, les allusions concrètes à ces années de répression meurtrière se multiplient dans la vie quotidienne de 1987. Au nom de la « glasnost », la presse, et surtout les magazines littéraires, ont été les premiers à aborder le

sujet avec la publication, par exemple, du roman de Rybkov, Les Enfants de l'Aube. Au début de l'année, le film Repentir, du Géorgien Tengiz Abouladze, sorti à grand fracas des étagères où il commençait à moisir depuis deux ans, portait pour la première fois à l'écran à Moscou les visages angossés d'épouses à la recherche de la moindre trace de l'existence de l'homme envoyé en camp.

« Demain il y avait la guerre »

Mais Repentir se voulait allégorique, et Abouladze lui-même refusait de reconnaître, devant les journalistes, que le personnage central du film était Staline. « Ce peut être n'importe quel dictateur, dans n'importe quel pays », affirmait-il, comme si le mot faisait encore peur.

Demain, il y avait la guerre, premier long métrage d'un réalisateur ukrainien de trente-trois ans, Youri Kara, a franchi l'étape suivante. Entouré de beaucoup moins de publicité que Repentir, ce film, tourné cette année, passe néanmoins dans plusieurs salles de Moscou et ne craint pas d'appeler Staline par son nom, ni de montrer des portraits d'époque de Beria ou de Molotov. Le scénario, inspiré d'un roman de Boris Vassiliev, écrit

en 1976, a pour décor la classe S-B (équivalente de notre première) d'un collège de Crimée en 1940. Le père de l'un des élèves, ingénieur aéronautique, est arrêté une nuit par la police politique chez lui et traîné dans une voiture, sous les cris déchirants de sa fille. L'épreuve n'est pas terminée pour elle puisqu'un professeur zélé va lui demander de renier publiquement son père devant ses camarades de classe et du Komsomol. Incapable de trahir son père, l'adolescente se donne la mort.

Pour tragique et fort qu'il soit — le public ne s'y trompe pas, qui manifeste une émotion pudique, — le film respecte malgré tout une certaine morale : les personnages droits et purs l'emportent largement sur nombre sur les « mauvais ». Le père revient de camp quand tant d'autres y sont morts, et la guerre, que l'on voit poindre à la fin du film, promet d'être bien pire que le stalinisme. Mais, tourné en noir et blanc, un peu sépia, comme un document d'époque, il a le mérite d'être réaliste. Demain, il y avait la guerre, était déjà joué, depuis l'an dernier, au théâtre Maïakovski, où il était passé presque inaperçu. La décision d'en faire un film a coïncidé avec les temps meilleurs », remarque modestement Boris Vassiliev.

SYLVIE KAUFFMANN.

La visite du ministre autrichien des affaires étrangères

La France soutiendra une candidature de Vienne à la CEE

En visite officielle à Paris, le ministre autrichien des affaires étrangères, Alois Mock, a obtenu jeudi 17 décembre le soutien du gouvernement français à une éventuelle demande ultérieure d'intégration de l'Autriche dans la Communauté européenne. En attendant, le premier ministre, M. Jacques Chirac, et le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Rémont, ont assuré leur soutien aux bonnes dispositions de la France à l'égard des efforts faits par Vienne pour s'adapter au futur « grand marché » européen de 1992.

Au cours d'une conférence de presse conjointe à l'hôtel Matignon, M. Chirac, qui a offert jeudi soir un dîner en l'honneur de M. Mock, vice-chancelier et président du Parti conservateur autrichien, a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi « le statut de neutralité militaire de l'Autriche serait un obstacle à l'adhésion de l'Autriche à la Communauté, qui n'a aucune compétence dans le domaine militaire ». Si l'Autriche souhaitait un jour adhérer à la CEE, « elle sera accueillie à bras ouverts », a-t-il souligné.

Le rapprochement de l'Autriche avec la Communauté est actuellement, comme l'a rappelé M. Mock lui-même, la priorité de la politique étrangère autrichienne. Cette visite était destinée à relancer une coopération austro-française qui, estimait-on aujourd'hui aussi bien à Paris qu'à Vienne, n'est pas du tout au niveau, dans ce contexte, de ce qu'elle devrait être. La France ne représente que 4 % du commerce extérieur autrichien contre près de 45 % à l'Allemagne fédérale et 20 % aux pays de l'Est. Des malentendus, comme l'affaire des visas imposés aux Autrichiens en raison de la lutte antiterroriste, ont constamment gêné dans le passé un rapprochement réel.

L'affaire Waldheim, qui empêche actuellement les relations de l'Autriche avec les pays occidentaux, n'a pas été évoquée au cours des conversations.

Interrogé sur cette question au cours de sa conférence de presse, M. Chirac s'est borné à répondre qu'il s'agit d'une affaire austro-allemande. « Je n'ai pas l'intention de porter un jugement sur un problème que je ne connais pas », a-t-il ajouté.

Dans une allusion limpide à l'affaire, le premier ministre a néanmoins rendu hommage au cours du dîner de Matignon aux résistants autrichiens au nazisme. « Ce sont eux qui incarnent pour moi, pour le gouvernement français, le combat de l'Autriche, sa lutte pour survivre à la tourmente de son destin. »

H. de B.

le point



Association à but Non Lucratif

L'ARRIVÉE DE PARIS-DAKAR
A DES PRIX ASSOCIATIFS
AVEC LE POINT MULHOUSE
2.080 F A.R. - Départ le 17 janvier 1988

CONTACT : 42.96.63.63 / 47.63.22.58 / 46.34.21.17

* Association à but non lucratif - Cotisation membre obligatoire, 80 F.
N° d'agrément 75073 - Sous responsabilité technique GMTT n° 1472 A



Le Monde

SUR MICROFILMS

« Le Monde » est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du « Monde » depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi ceux du « Monde diplomatique » et du « Monde de l'éducation » ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :



Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tél. 0734-563247 Telex 8488336 NADL G.

Le 19 décembre 1987, de 16 h à 19 h
à la Librairie LIBRELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4
Tél. : 43-26-51-09

Joseph CZAPSKI

peintre et écrivain polonais

dédicacera ses deux ouvrages

Promet contre la déchéance

et Souvenirs de Stalinski

pour rencontrer son ami JACQUES MANC.

Asie

CORÉE DU SUD : au lendemain de l'élection présidentielle

L'intervention brutale de la police contre des manifestants à Séoul aurait fait plusieurs morts

La campagne électorale officielle a repris, ce vendredi 18 décembre, les résultats officiels de l'élection présidentielle de la Corée du Sud, qui a vu la victoire du candidat gouvernemental, M. Roh Tae Woo. Ces résultats, contestés par l'opposition, ont été suivis de manifestations de rue à Séoul, où la police a intervenu de manière brutale, faisant plusieurs morts et blessés.

Après son élection, son mandat est déjà entaché de sang. Aux abords de la mairie du quartier central de Séoul, il semble y avoir eu la même violence de volutes et d'émotions brutes, chargées de pierres, de gaz lacrymogène. La police anti-émeute a quadrillé le quartier. Des habitants se pressent près de journalistes qui insistent de la mairie aux vitres brisées, et sur le toit de laquelle les manifestants ont tenté de se réfugier. Pour demander où sont les étudiants qui occupaient le quartier, il n'y a eu plus trace depuis que la police et les « forces blanches » (brigade spéciale de police reconnaisable aux casques blancs de ses membres) ont donné l'assaut à l'hôtel au bâtiment. Depuis mercredi, jour du scrutin, quelque quatre cents étudiants étaient venus pénétrer dans la zone habitée par la population et supposée bourrée de faux bulletins, qui aurait été la pièce à conviction de la fraude électorale.

On ignore actuellement le nombre exact des victimes d'un affrontement dont on ne peut douter qu'il a été violent. Il a été confirmé qu'un homme de quarante et un ans a tenté de s'immoler par le feu au moment où la police a lancé l'assaut et qu'il était dans un état grave à l'hôpital. Selon les journaux locaux, des cinquante étudiants qui s'étaient réfugiés sur le toit ont sauté dans le vide. Des photographes présents ont vu un corps inanimé emporté dans des couvertures. Des personnes du quartier témoins de l'assaut avancent des chiffres énormes — cinquante morts — et pour l'instant invérifiables. Un fonctionnaire de la mairie qui y est entré à 8 heures, soit deux heures après l'assaut, nous affirme avoir vu une quarantaine de cadavres dans une salle du cinquième étage. Rien ne permet d'établir ces chiffres. Plus que les déclarations d'un étudiant, qui affirme avoir vu une cinquantaine de corps emportés dans les sous-sols de la mairie. Sur le toit, il est clair que les affrontements ont été d'une extrême violence : barres de fer, pierres, chaussettes abandonnées, jonchent la terrasse. Officiellement, il n'y a pas eu de morts, mais 31 blessés; 931 personnes ont été appréhendées.

Sorte d'état de choc qui a suivi l'annonce des résultats, les opposants commencent à réagir. Quelques manifestations ont commencé dans le centre de Séoul le vendredi après-midi. D'autre part, la commission d'observateurs étrangers composée de membres des partis démocratiques et républicains américains, qui, jusqu'à présent, avaient fait des commentaires très prudents sur la manière dont se sont déroulées les élections, a rendu public, vendredi, un communiqué qui, diplomatiquement, ne tire pas de conclusion. Il n'en constitue pas moins le premier document étayé de faits qui dénonce les fraudes et les violences dont ils ont été témoins ou qui leur ont été racontés par des personnes dignes de foi (religieuses par exemple). Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du groupe a déclaré : « Nous émettons les doutes les plus sérieux sur l'honnêteté de ce vote, et nous nous demandons si celui-ci constitue un pas en avant vers la démocratie ».

Bien que règne sur Séoul depuis l'annonce des résultats un calme relatif, une tension commence à se faire sentir. Si l'affaire de Séoul se révélaît plus dramatique qu'on ne peut le penser à première vue, elle pourrait aggraver sensiblement la situation.

PHILIPPE PONS.

Les accusations de fraude

Cet incident violent, dont on mesure encore mal l'ampleur, survient à un moment où, après une

Diplomatie

Dans un entretien au « Nouvel Observateur »

M. Mitterrand expose les principes de la dissuasion française

Dans un entretien accordé au « Nouvel Observateur », le président Mitterrand rappelle ses positions sur les questions de désarmement, ainsi que les principes de la dissuasion française et précise la portée de la coopération franco-allemande en matière de sécurité. Le président de la République revient notamment sur la notion d'« ultime avertissement », en des termes plus nets que ceux dont il avait usé en République fédérale au mois d'octobre dernier, quand il avait tenté d'apaiser les inquiétudes que suscitait chez les Allemands la doctrine d'emploi des armes nucléaires françaises.

« Il n'y a pas lieu de délivrer l'ultime avertissement sur le sol allemand », (...) L'ultime avertissement est destiné à être émis, déclare M. Mitterrand, « L'ultime avertissement n'est pas la propre des armes à courte portée », précise encore le président de la République, en faisant entendre que cet avertissement serait délivré par des armes à longue portée.

Quant aux conditions de la prise de décision de l'usage de l'arme atomique, M. Mitterrand souligne que c'est au président de la République de « juger du moment où l'agression contre l'Allemagne fédérale menacerait les intérêts vitaux de la France ».

Il précise ainsi les déclarations faites le 12 décembre par M. Jacques Chirac, qui, dans un discours devant l'Institut des hautes études de la défense nationale, avait affirmé que l'engagement de la France serait « immédiat et sans réserve » dans l'hypothèse où la RFA serait victime d'une agression.

L'Allemagne fédérale est notre alliée, et il n'y a aucun doute, dit le président de la République, au sein de l'alliance atlantique d'abord, et ensuite par le traité de l'Elysée qu'on a signé en 1963 de Gaulle et Adenauer et dont, avec le chancelier

Kohl, j'ai révisé vingt ans plus tard les dispositions militaires. Mais même si la France peut avoir recours à ses forces nucléaires dès lors que le président français jugerait qu'une agression contre la RFA « menace les intérêts vitaux de la France », « c'est à l'alliance atlantique que se pose la question de la couverture nucléaire de l'Allemagne ».

Le président français précise d'ailleurs que les limites de la coopération franco-allemande en matière de sécurité. Le renforcement de cette coopération, dit-il, « ne pourra pas aller jusqu'au partage de la décision et de l'emploi de la force nucléaire ». « Tout le reste peut être partagé », déclare-t-il.

« L'empire est de trop »

Revenant, d'autre part, sur un autre des thèmes qu'il avait abordés lors de son voyage en RFA, M. François Mitterrand déclare : « Nous sommes en mesure de fabriquer l'arme nucléaire quand nous voudrions. Mais j'ai déclaré à Bonn que la France ne prendra pas une telle décision, s'il existe des possibilités de désarmement conventionnel en Europe ».

Une semaine après la signature à Washington de l'accord éliminant

les missiles intermédiaires, M. Mitterrand relativise les risques de « découplage » que ce traité pourrait entraîner entre la défense de l'Europe et celle des États-Unis. « La solidarité [des États-Unis envers l'Europe occidentale] n'a jamais été automatique », dit-il. L'accord de Washington « permet, au contraire, d'en revenir à la vraie dissuasion, celle des armes à longue portée, qui peuvent frapper directement le territoire adverse », ajoute M. Mitterrand.

Le président français réaffirme que l'« euphorie » causée chez certains par le premier accord de désarmement nucléaire de l'histoire « est de trop ». « C'est bien ; ce n'est pas suffisant », souligne-t-il en appelant de ses vœux un accord réduisant de moitié les arsenaux stratégiques des deux superpuissances.

M. Mitterrand rappelle, par ailleurs, les trois conditions nécessaires pour que la France s'associe dans l'avenir au désarmement nucléaire : une réduction « considérable » de l'écart entre le potentiel nucléaire français et celui des superpuissances, une correction des déséquilibres conventionnels et l'élimination des armes chimiques, et, enfin, « que la recherche antistatistes, antisatellites et antisous-marin ait cessé ».

Une « première » au Palais-Bourbon Un officiel soviétique entendu par la commission des affaires étrangères

Pour la première fois dans l'histoire du Parlement français, un haut fonctionnaire soviétique a été auditionné par une commission parlementaire. M. Viktor Karpov, directeur du département des affaires étrangères de l'Union soviétique, a exposé le 15 décembre devant la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, présidée par M. François Fillon (RPR, Seine), le point de vue soviétique après le sommet de Washington. Devant les commissaires français, l'ambassadeur soviétique a rappelé que le processus en cours devra concerner aussi bien les armes stratégiques que les armes conventionnelles. S'agissant du système réciproque d'inspection destiné à vérifier dans les deux pays l'élimination des FNI (missiles intermédiaires), M. Karpov a estimé que les sept cents visites qui seront effectuées au cours des deux premières années permettront à une sorte de corps de contrôle d'acquiescer une expérience précieuse pour les étapes suivantes (armes stratégiques).

M. Karpov a précisé que l'accord de Washington avait été bien accueilli par les Soviétiques, mais que certains se demandaient si les concessions n'étaient pas trop grandes. Ces armes sont en effet le résultat du labeur du peuple soviétique, a-t-il expliqué, en ajoutant que la population originelle que les vérifications entraîneraient un développement de l'espionnage.

En réponse à M. Karpov, qui évoquait « la maison européenne » dans laquelle chacun devait pouvoir vivre en paix, M. Fillon a rappelé que le problème de la sécurité pan-européenne ne saurait être limité aux seules considérations de géographie physique, car il existait aussi une géographie humaine qui opposait deux idéologies et donc deux familles. Les États-Unis font partie de la nôtre, a-t-il ajouté.

D'autre part, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a été entendu, jeudi 17 décembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing. A propos de l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires, M. Raimond a affirmé qu'il s'agissait d'un bon accord, puisque il répond aux objectifs de ceux qui l'ont négocié, puisqu'il est global, touchant aussi bien l'Europe que l'Asie, qu'il exclut les forces tierces et qu'il comporte des mesures de vérifications nouvelles et importantes. Toutefois, le ministre a affirmé qu'il pouvait y avoir des conséquences négatives à cet accord conduisant à un désarmement nucléaire en Europe, objectif poursuivi par les Soviétiques. Ce risque, lié à une troisième « option zéro » (missiles de portée inférieure à 500 kilomètres) ne peut être sous-estimé, a reconnu M. Raimond, tout en jugeant « très positif » cet accord s'il conduit à une réduction des arsenaux stratégiques.

P. S.



7 PLACE VENDÔME PARIS 42.61.55.55

MEUBLES 40 % MOINS CHER

Nos arrivages de salons de cuir de 1^{re} qualité, nos copies d'anciens exclusives (en cuir massif) de bibliothèques, bureaux, tables, baignoires ainsi que toutes nos antiquités se vendent 40 % moins cher dans les 3 000 m² d'exposition du dépôt-vente de Paris, 81, rue de Lagny 20°. Tél. : 43-72-13-91. M^{re} Porto-de-Vincennes. Sélectionnés par « PARIS PAS CHER ».

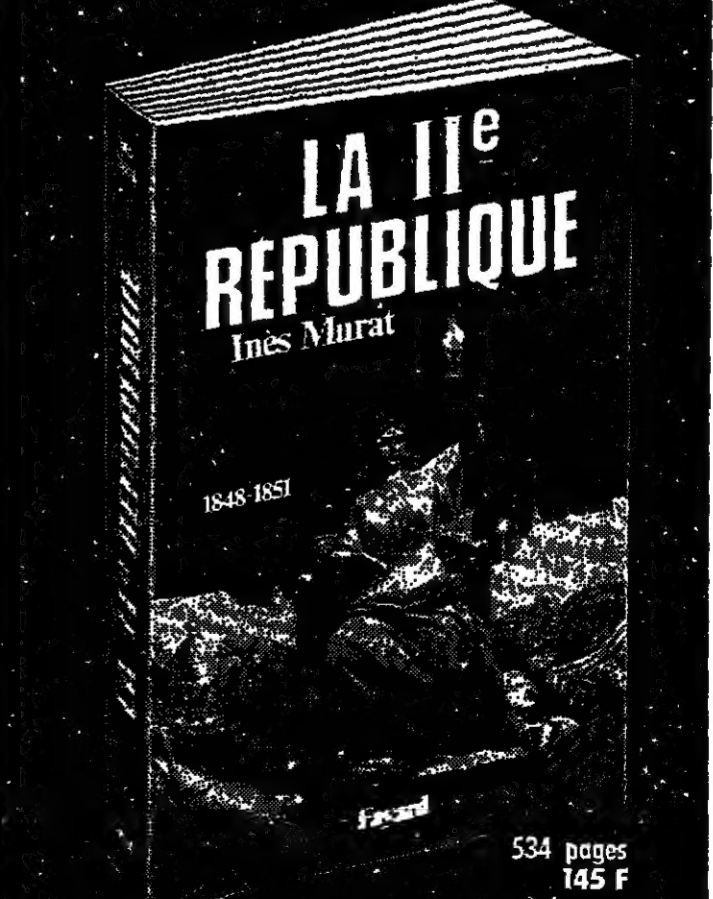
Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

L'EFFICACITÉ BERGER-LEVRAULT A VOTRE SERVICE

concepteurs - rédacteurs
secrétariat de rédaction
fabrication - routage

BERGER-LEVRAULT
Département clients en main
Claude Petrolit : 48 34 12 35
5, rue Auguste-Comte 75006 Paris

L'HISTOIRE chez Fayard



Si l'on considère que les mots que la classe politique d'aujourd'hui s'envoie à la face - socialisme, libéralisme et quelques autres ismes - étaient déjà ceux sur lesquels on se battait à l'époque, il apparaît que les débats de 1848-1851 ont porté sur les vraies questions.

Amériques

ÉTATS-UNIS : démocrates et républicains dans la course à l'investiture

La « vraie-fausse » campagne de M. Mario Cuomo

Il n'a rien dit, puisque, officiellement, il n'a rien à dire. Pourtant, c'est lui qui risque de pâtir le plus du retour surprise de l'ancien favori Gary Hart dans ce jeu de chaises musicales qu'est devenue la course à l'investiture démocrate. Jusqu'ici, Mario Cuomo, le charismatique gouverneur de New-York, avait la partie belle. Fort de la faiblesse des six prétendants démocrates déclarés, qui s'échinent depuis des mois à se faire un nom, le gouverneur brillait justement par son absence. A croire même que l'annonce — trop précipitée ? — en février dernier, qu'il ne se présenterait pas lui avait servi, en fait, de coup d'envoi pour une « vraie-fausse campagne électorale ».

Une campagne en « négatif » bien sûr, orchestrée de l'extérieur avec un sens consommé de l'ambiguïté. Ainsi, Mario Cuomo, qui, selon l'un de ses amis, « a passé toute sa vie dans un rayon de 150 miles autour de Queens, sa banlieue natale », s'est jeté avec frénésie sur les routes. On l'a vu en Floride, au Texas et dans l'Illinois, où incidemment se tiendront d'importantes primaires. On l'a vu aussi, un peu empêtré, à Moscou, dans l'espoir sans doute d'atténuer son handicap en politique étrangère.

Enfin, bien qu'absent du débat, il n'en a pas moins monopolisé tous les médias en cultivant l'art délicat de la « petite phrase » élogieuse, déclinée à tel ou tel candidat, flatté d'être distingué pour la circonstance par celui qui fait de plus en plus figure d'homme fort du parti.

Bref, le gouverneur aurait voulu diviser pour mieux régner, il ne s'y serait pas pris autrement. La tactique est payante : deux sondages le mois dernier, l'un à Chicago, l'autre en Californie, montraient que 55 % des démocrates désiraient voir « quelqu'un d'autre » entrer dans la course, et 49 % que ce nouveau venu soit précisément Mario Cuomo. Moyennant quoi, le gouverneur n'avait plus qu'à attendre et à miser sur une compétition

terne sans vrai vainqueur ni vaincu pour jouer, le 18 juillet prochain, le rôle de l'homme providentiel à la convention démocrate d'Atlanta. L'affaire est risquée, mais, après tout, il y a des précédents. Ne serait-ce qu'en 1952, lorsqu'un outsider total, le gouverneur de l'Illinois Adlai Stevenson, orateur de talent comme Cuomo, arracha l'investiture démocrate sans même s'être présenté.

Deux « hommes providentiels »

Avec le retour en lice du trublion Gary Hart, venu tenter le tout pour le tout, les choses se gâtent. Deux « hommes providentiels » volant au secours d'un parti, si désorienté soit-il, c'est trop.

Face aux vieilles « idées neuves » de Gary Hart, Mario Cuomo apporte tout le poids de sa réélection triomphale de l'année dernière et l'indéniable attrait populiste de son côté fils d'émigrants (Combien de fois a-t-il fait allusion à l'épicerie de ses parents, Andréa et Immacolata, au coin de la 150^e rue ?) Suffisamment libéral « vieille école » pour séduire les minorités, il a su tempérer cette image passadiste dangereuse en fin d'ère réaganienne par un certain réalisme économique qui lui a fait opérer des coupes dans le budget de son État tout en diminuant la pression fiscale. Enfin, admirateur de Teilhard de Chardin et profondément religieux, son dévouement à la famille lui vaudra peut-être l'indulgence des plus conservateurs.

Reste qu'il est catholique et italien d'origine, mais surtout qu'il est en retard par rapport à M. Gary Hart. Un Hart qui, semble-t-il, mise tout sur le tremplin traditionnel des primaires du New-Hampshire en février. Qu'il survive et même fasse un excellent score, profitant de l'effet de surprise ou de la lassitude des électeurs, et c'en est fait des calculs du gouverneur.

A moins que ce dernier, englué jusqu'ici dans sa propre ambiguïté, n'en profite pour se déclarer. C'est le souhait de bon nombre de stratèges démocrates qui, agacés par la « si longue absence » de Mario



Cuomo et les spéculations qu'elle suscite, l'ont sommé récemment de se porter candidat une bonne fois pour toutes ou de se taire dans l'intérêt du parti.

« Prendre la température... »

Si évidemment Gary Hart disparaît telle « une vieille surprise de Noël éventée », selon le mot ironique de M. Bruce Babbitt, l'un des prétendants démocrates, M. Mario Cuomo reprend l'avantage. De l'avis de ses conseillers (il en a consulté près d'une quarantaine, dont M. Gerald Rattsohn, l'ingénieur de la fameuse victoire surprise de l'inconnu Jimmy Carter aux primaires de 1976), il n'aurait plus alors qu'à « prendre la température de l'eau » en s'inscrivant,

par exemple, aux primaires tardives, en juin, de la Californie et du New-Jersey. La clôture des inscriptions, respectivement le 24 mars et le 13 avril prochains le lui permettant pleinement.

Il va de soi qu'une victoire du gouverneur aurait alors figure de test décisif, puisque, mathématiquement, il lui est impossible de « gagner aux points » en accumulant les mandats de délégués. En effet, dès le 8 mars, jour du « super tuesday » où se tiendront simultanément vingt et une primaires, pratiquement 50 % des délégués auront déjà été attribués à tel ou tel candidat.

Reste, et ce n'est pas négligeable, les six cent quarante-trois délégués sur un total de quatre mille cent cinquante-huit qui par définition ne sont pas « attribués ». Pour l'essentiel des membres du Congrès et de la commission nationale démocrate, tous en général connus et influents et capables de « retourner » le fruit, une convention trop divisée au profit d'un outsider. Est-ce un hasard ? Le décideur peut douter. Le gouverneur s'est beaucoup montré dans les antichambres, professant ouvertement son « amitié et son estime » pour Jim Wright, le président tout-puissant de la Chambre des représentants...

« Blanche » en octobre dernier pas la presse spécialisée sur la route, qui lui a décerné un certificat de bon « conducteur », balayant les inviolables rumeurs que suscitait un Italien new-yorkais, le gouverneur, qui hait par-dessus tout que l'on s'intéresse à sa vie privée, n'aurait donc plus d'obstacle majeur qui l'empêcherait de se présenter. Une raison de plus pour ses supporters d'espérer un peu plus de décision de la part d'un homme qui n'hésite pas à conclure un de ses livres (1) par ces mots : « La partie est tellement perdue que le jeu lui-même n'est plus intéressant. »

MARIE-CLAUDE DECANPES.

(1) *Forest Hill's Diary.*

Le vice-président Bush impliqué dans le scandale de l'« Irangate »

Le vice-président George Bush avait été partisan de vendre des armes à l'Iran pour essayer d'obtenir la libération d'otages américains, a révélé, le jeudi 17 décembre, et ce pour la première fois, la commission d'enquête du Congrès sur l'affaire de l'« Irangate ». A l'appel de cette affirmation, des notes rendues publiques en provenance de la Maison Blanche, dans lesquelles l'amiral John Poindexter, alors conseiller du président pour la sécurité nationale, vantait auprès de son prédécesseur, Robert McFarlane, la position « très ferme du président et du vice-président » sur le projet en cours. Ces notes, en date du 1^{er} février 1986, confirment, en revanche, l'opposition aux ventes d'armes à l'Iran du secrétaire d'Etat Shultz et du secrétaire à la défense de l'époque, Weinberger. Elles risquent de nuire à la candidature de George Bush, pour l'instant favori dans la course à l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle.

M. Bush avait, en effet, toujours refusé de dire jusqu'ici quelle avait été sa position, sous prétexte que l'avis qu'il avait donné au président sur l'éventualité d'une vente d'armes à l'Iran était du domaine privé.

Par ailleurs, le directeur de la CIA, William Webster, a annoncé, le jeudi 17 décembre, qu'il avait limogé, rétrogradé ou réprimandé, plusieurs de ses employés pour leur implication dans l'« Irangate ». Le *Wall Street Journal* croit savoir qu'un ancien chef de poste de la CIA en Costa-Rica ainsi que le responsable d'une base de l'agence au Honduras ont été limogés. Le journal précise dans son édition de jeudi que le directeur de la cellule contre-terroriste de la CIA, M. Duane Clarridge, ainsi que le responsable du groupe de travail de l'agence sur l'Amérique centrale, M. Alan Fiers, avaient été « réprimandés ». — (AFP, Reuters.)

Le sénateur Robert Dole se prononce pour la ratification du traité sur les FNI

Le sénateur Robert Dole, l'un des candidats à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle américaine de 1988 et chef de file de la minorité républicaine au Sénat, a annoncé jeudi 17 décembre à Washington qu'il ferait campagne pour la ratification du traité sur les FNI par le Sénat. M. Dole était le dernier des candidats républicains à ne s'être pas prononcé sur l'accord. Il a fait valoir qu'il avait eu besoin « d'un peu de temps » pour étudier et consulter de nombreuses personnalités parmi lesquelles les chefs des gouvernements ouest-allemand, britannique et italien. M. Dole a toutefois souligné que l'on adjoigne au traité une déclaration, qui se réfère à la « détermination des États-Unis à poursuivre des négociations avec les Soviétiques, afin de minimiser les préoccupations et celles de ses amis républicains quant au déséquilibre des armes conventionnelles en Europe, à la vérification et à l'application du traité.

La réserve de M. Robert Dole à propos du traité semble avoir été à l'origine de sa récente baisse de popularité dans les sondages qui a creusé l'écart avec M. George Bush, candidat le mieux placé pour l'investiture républicaine. Le sénateur Dole a sans doute cherché à regagner du terrain en faisant cette déclaration sur le traité FNI depuis la Maison Blanche, au côté du président Reagan.

A Moscou, au cours de sa première réunion depuis le sommet de Washington, le bureau politique du parti a « entièrement approuvé » jadis les efforts déployés par Mikhail Gorbachev à Washington. Après la signature du traité « historique » sur l'élimination des missiles de courte portée, une « annonce substantielle » a été obtenue sur la question de la limitation des armes stratégiques, grâce à un « travail opiniâtre et déterminé », note le politburo.

Proche-Orient

ISRAËL

Reprise des affrontements dans les territoires occupés

Les affrontements en Cisjordanie et à Gaza entre manifestants palestiniens et forces de l'ordre israéliennes ont repris, vendredi 18 décembre, jour de la prière dans la mosquée, avec une violence accrue. Selon les premiers témoignages, trois manifestants auraient été blessés par balles dans le secteur de Chajaryeh où soldats israéliens et manifestants arabes se sont opposés.

La relative accalmie de la veille n'a pas cependant empêché quelques incidents d'éclater en divers points, notamment à Gaza ainsi qu'à Jérusalem-Est, où l'on a assisté à des jets de cocktails Molotov contre des voitures israéliennes ainsi qu'à des manifestations d'élèves réprimés par la police à coups de grenades lacrymogènes. Manifestations également et grèves en Cisjordanie, à Naplouse, où un Palestinien a été blessé par balles. Les mots d'ordre de grève ont, de même, été suivis à Ramallah, les commerçants ayant baissé leur rideau de fer.

Par ailleurs, un jeune Palestinien, Atouna Abou Samhadin, vingt et un ans, blessé mercredi par balles à Rafah, au sud de Gaza, est décédé, jeudi des suites de ses blessures, tandis qu'à la sortie de la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem un fidèle est mort d'une crise cardiaque pendant un affrontement avec la police, ce qui porte le bilan des victimes des heurts à seize morts.

Sur le plan international, Israël est soumis à des critiques de plus en plus vives de la part des capitales étrangères. L'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, a notamment protesté mercredi, lors d'une entree avec le premier ministre M. Yitzhak Shamir, contre la façon dont Israël répond aux manifestations palestiniennes.

A Strasbourg, les députés européens ont adopté une résolution dans laquelle ils demandent à Israël de respecter et d'appliquer dans les territoires occupés la quatrième convention de Genève sur les droits

et devoirs des autorités d'occupation, et réitérent leur appel en faveur d'une conférence internationale sur la paix.

L'OLP a pour sa part réitéré son appel au Conseil de sécurité pour qu'il agisse de toute urgence afin d'empêcher que de nouveaux civils soient victimes de la répression israélienne. L'organisation de M. Yasser Arafat a également appelé les ministres des affaires étrangères de la CEE à « condamner sans équivoque » la répression menée par l'armée israélienne. Le Croissant-Rouge palestinien a, de son côté, demandé à la Croix-Rouge internationale, à l'OMS et à l'UNICEF d'intervenir pour qu'il soit mis fin à cette répression.

Amnesty International a demandé jeudi au gouvernement israélien d'ouvrir une enquête sur les circonstances de la mort de quinze Palestiniens, faisant en outre état de témoignages sur les brutalités auxquelles se sont livrés, des soldats sur des femmes, des enfants et des blessés. — (AFP, AP, Reuters.)

La Grande-Bretagne entretient toujours à Téhéran un bureau de vente d'armes

Le gouvernement britannique a reconnu, jeudi 17 décembre, maintenir ouvert un bureau de vente d'armes à Téhéran par l'intermédiaire des International Military Services (IMS), qui dépendent du ministère de la défense. Un porte-parole de ce ministère a toutefois affirmé que ce bureau n'avait pour mission que de « faciliter le règlement des problèmes résiduels concernant des contrats arrivés à échéance ». Il s'agirait de contrats passés à l'époque du chah, et un représentant des IMS a assuré que, depuis la révolution islamique de 1979, « aucune licence d'exportation d'armes vers l'Iran n'avait été délivrée pour du matériel pouvant être décrit comme meurtrier ». Il y a près de trois mois, les autorités britanniques ont fermé à Londres un important bureau iranien d'achat d'armements en Europe. Dans le Golfe, la « guerre des pétroliers » se poursuit. Deux

pétroliers, un saoudien, le *Saudi-Splendour* (280 678 tonnes), et un norvégien, le *Happy Kavi* (280 762 tonnes), ont ainsi été attaqués vendredi matin par des vedettes iraniennes. Il ne se passe d'ordinaire plus un jour sans qu'un pétrolier soit attaqué par le marine iranienne ou par l'aviation iranienne. Selon des sources maritimes, les côtes des Émirats arabes unis sont menacées par une nappe de pétrole de 5 à 6 kilomètres de long, dans une zone où des pétroliers ont été gravement endommagés ces derniers jours à la suite d'attaques iraniennes.

D'autre part, l'URSS a déposé un drissaire en Iran pour informer Téhéran des résultats du sommet Bagdad-Gorbachev. Un envoyé soviétique s'est de même rendu en début de semaine à Bagdad. — (AFP, Reuters.)

Noël

du vendredi 18
au Jeudi 24
décembre

-30%

ouverture
exceptionnelle

DIMANCHE 20
décembre
METRO
George V

**FOURRURES
GEORGE V**

40, Av. George V. Paris

MAGASIN OUVERT DE 10h à 19h30 SANS INTERRUPTION

Cet escompte sera effectué à nos caisses

LES PIANOS
**ALEXANDER
HERRMANN**

Exportateur : DEMOS-BERLIN RFA

SONT MAINTENANT ÉQUIPÉS
EN SÉRIE DU SYSTÈME

**Action
Repetition
System**

La répétition du piano à queue
pour votre plaisir d'écouter.

ACHAT - TEST - LOCATION - VENTE
CRÉDIT - TRANSPORT GRATUIT

Exclusivité : PARIS ÎLE-DE-FRANCE

PIANO CENTER

71, rue de Valenciennes - 75019 PARIS (93) 48 48 30

ure
président Bush implique
candale de l'« Iran»

George Bush, le candidat républicain à la présidence des États-Unis, a été impliqué dans une affaire d'espionnage industriel. Il est accusé d'avoir fourni des informations confidentielles à une entreprise iranienne, ce qui aurait permis à celle-ci de développer des armes nucléaires. Cette affaire a provoqué une grande polémique aux États-Unis et a conduit à une enquête approfondie.

Robert Dole se prononce
sur la ratification du traité

Le sénateur républicain Robert Dole s'est prononcé en faveur de la ratification du traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada. Il a déclaré que ce traité était essentiel pour renforcer les relations commerciales entre les deux pays et pour stimuler l'économie américaine.

e-Orient

SRJI

is dans les territoires

Des tensions existent dans les territoires palestiniens occupés. Les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles avaient renforcé leur présence militaire dans ces zones, ce qui a provoqué l'indignation des habitants et des organisations de défense des droits de l'homme.

ALEX

MERIN

R

R

R

R

R

R

R

R

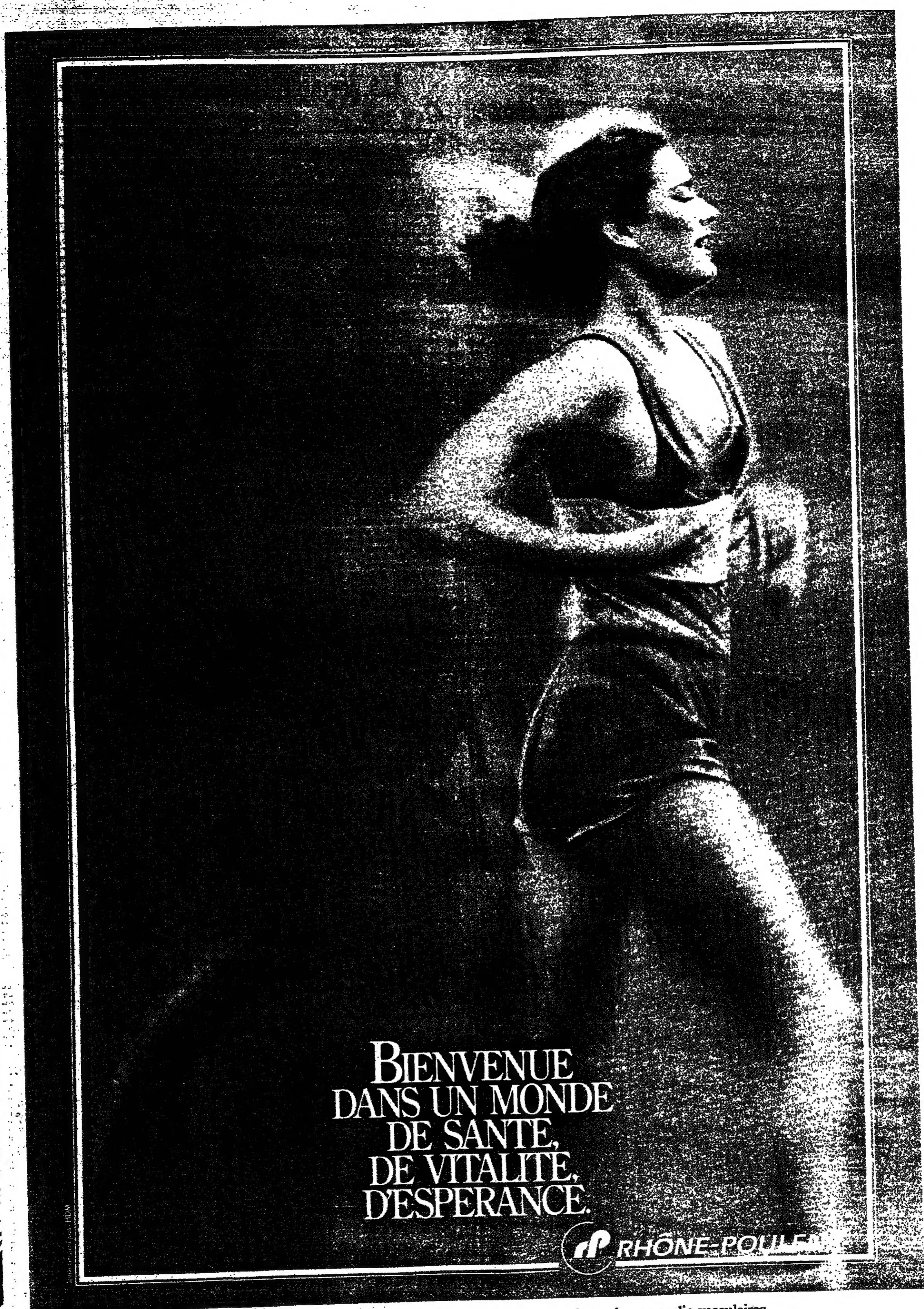
R

R

R

R

R



**BIENVENUE
DANS UN MONDE
DE SANTE,
DE VITALITE,
D'ESPERANCE.**

RHÔNE-POULENC

Analgésiques, vitamines, anti-inflammatoires, antibiotiques, anti-cancéreux, cardio-vasculaires...
Au travers de ses laboratoires, dont Nattermann, Pharmuka, Roger Bellon, Specia, Théraplix, U.S Ethicals,
la pharmacie de Rhône-Poulenc contribue à rendre ce monde meilleur.

صكزا من الاصل

8 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987

Politique

Les déclarations de M. Le Pen sur TF 1

« Je laisserai les électeurs libres de choisir au deuxième tour »

déclare le candidat du Front national

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à l'élection présidentielle, a affirmé, jeudi soir 17 décembre sur TF 1, au cours de l'émission « Questions à domicile », dont il était l'invité, que l'élection de 1988 serait l'occasion d'un choix entre « la France française et la France étrangère », en précisant qu'il est lui-même le « seul candidat alternatif au regroupement social-démocrate ».

Interrogé sur l'attitude qu'il observerait au second tour de l'élection présidentielle, M. Le Pen a rappelé qu'il a proposé à MM. Barre et Chirac « un pacte pour battre la

gauche », proposition pour laquelle il n'a pas reçu de réponse. Dans ces conditions, a-t-il précisé, « je calquerais mon attitude sur ces hommes de responsabilité qui sont les chefs de l'établissement politique et je serais comme ils feront, et surtout je laisserai les électeurs choisir au deuxième tour ».

Le président du Front national a mêlé dans une même critique MM. Mitterrand, Chirac et Barre, déclarant notamment : « Ils se prononcent pour des solutions mondialistes, cosmopolites. Je suis, moi, partisan d'une solution française ».

M. Le Pen a également déclaré qu'il se bat « pour gagner » et qu'il conserve ses chances de faire la différence « contre les vieux chevaux de retour de la politique, dans la dernière ligne droite de la campagne », en obtenant « autour de 20 % » des suffrages exprimés.

A propos du financement des partis, M. Le Pen s'est déclaré pour le plafonnement des dépenses des campagnes électorales, « à condition que soient plafonnées les campagnes officielles du président et du premier ministre ».

La somme de 100 millions de francs suggérée par le chef de l'Etat paraît « énorme » à M. Le Pen qui a indiqué : « Depuis le début de ma campagne, j'ai dépensé 7 millions de francs ». En ce qui concerne la transparence des patrimoines des hommes politiques, il a précisé qu'il se « soumettrait à la loi s'il y en a une ».

M. Le Pen s'est également réjoui de la défection à la dernière minute de l'invité surprise de l'émission qui devait être le député RPR de l'Isère M. Michel Hannou, auteur d'un

rapport au gouvernement sur le racisme. « Eh bien, j'ai gagné ! s'est-il exclamé : il est vrai qu'ils préfèrent d'habitude me tirer dans le dos ».

A cette occasion, le chef de file de l'extrême droite a mis en garde « les électeurs de Barre et Chirac » contre une application éventuelle du rapport Hannou. « Il est évident que si les candidats veulent obtenir les voix des électeurs du Front national, ils devront à la fois tenir un langage qui ne les prenne pas à rebrousse-poil et annoncer qu'ils accompliront un certain nombre de réformes que les électeurs du Front national considèrent comme fondamentales ». Parmi ces réformes, M. Le Pen a cité celle du code de la nationalité.

Enfin, interrogé de nouveau sur les réactions qu'évoquent ses déclarations sur les chambres à gaz, M. Le Pen a réaffirmé qu'il a pour les victimes « la plus grande compassion » et pour les criminels « la plus grande condamnation ».

S'agissant des thèses des historiens dits « révisionnistes », M. Le Pen a précisé : « Je ne suis pas chargé de juger les historiens qu'en l'occurrence je n'ai même pas lus moi-même... Ce qui est important, c'est de condamner le crime, qu'il ait été commis par une chambre à gaz, par la fusillade, par la faim, par le froid, par la maladie, etc. ».

Enfin, interrogé sur la déclaration des évêques critiquant les discours qu'il émettait le « soupçon systématique à l'égard des étrangers », M. Le Pen a invité les évêques à se préoccuper davantage de la baisse de la fréquentation des offices religieux que du cours du dollar.

Coups de tabac

« SUR la mer sujette à naufrages... », comme dit une chanson entendue au cours de l'émission « Questions à domicile », qui lui était consacrée, le jeudi 17 décembre, Jean-Marie Le Pen continue de voguer allègrement, dopé par une navigation pleine de tempêtes.

Ses certitudes affichées à propos du but poursuivi et de la route à suivre pour y parvenir sans encombre n'ont, on a pu le vérifier une fois de plus, pas moilli.

Rien de nouveau pourtant ni de surprenant dans l'embarcation de ce navigateur politique au long cours sorti d'une interminable brume pour se promettre à lui-même autant qu'à autrui l'Eldorado des refuges d'une France un peu

révée, un peu fantasmée. Une France qui le prendrait pour capitaine ou, à la rigueur, décamerait à sa personne et à son équipage brevets de bonne navigation et droits de se tenir à des postes importants pour d'autres manœuvres.

Tons pastels et couleurs crues alternées, le responsable du Front national ne s'est pas fait prier pour dessiner, une fois de plus, sa géographie des réalités et les boussolées — il se compte à l'évidence pour la toute première — qui permettraient de s'y tenir orienté.

Jeanne d'Arc, le spirituel sommé de « dominer le matériel sans l'excuser », une France éternelle à sa juste place dans un « avenir européen » : voilà pour les tons pastels. L'autoportrait du premier candidat

déclaré à l'élection présidentielle de 1988 fait appel à des teintes moins douces : il est « la seule alternative (...) à la sorte idéologique » qui rassemble, selon lui, le magma confus des « socialistes, dirigistes, fiscalistes » et autres gourous de tous les « ames ».

Il est encore l'homme du combat contre le « déclin », la « décadence » qui « vont franchir dans les années qui viennent des points de non-retour ». Il est en un mot, par auto-proclamation, en toute modestie, le seul candidat à « donner un sens à l'élection présidentielle ».

Restent les couleurs les plus dures de celui qui n'hésite pas à présenter son mouvement au prix d'une peu compréhensible amnésie historique, comme « la seule novation de la vie politique française ». Dures et sans nuances dès lors qu'il s'agit de « dégrader le nombre des immigrés assistés », de se préserver de l'« expansion extraordinaire » de l'immigration et de rabattre la sécurité sur le sécuritaire.

Dures encore quand revient sur le tapis la question de l'antisémitisme, malgré les tours de passe-passe de l'apathisme qui fait du « décalé » d'il y a quelques semaines, un « dément » évoqué du reste non sans redoublement de gêne et d'irritation.

Conscient d'un charisme réel, si divers qu'en soient les fondements, habile à en jouer, prompt et quelquefois maladroite à en masquer les limites, Jean-Marie Le Pen se pose en navigateur courageux qui surmonterait les uns après les autres tous les coups de tabac.

S'il est le candidat de Dieu, hypothèse qu'il n'a pas dédaigné d'examiner, ce dernier « manifeste » si l'Eternel demeure silencieux et les urnes insuffisamment éloquentes, le vaisseau de Jean-Marie Le Pen rejoindra le cimetière des ambitions politiques englouties, laissant après tout à son pilote l'ultime possibilité de prendre la place du roi d'Ys.

MICHEL KAJMAN.

Pierrette a fait les valises

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Bien sûr, elle avait soigneusement choisi son jour. Et son moment, quelques heures avant le passage de « Monsieur Le Pen », comme elle l'appelle maintenant, à « Questions à domicile », Pierrette Le Pen, le jeudi 17 décembre, avait coché le presse écrite, à 17 heures pour la télévision. « C'est plus pratique ainsi », explique, en expert, son avocat, M. Gilbert Collard. La presse, bien sûr, était accourue.

Qu'avait-elle à révéler ? Rien de très neuf. Elle se réserve pour son livre, annoncé pour mars, chez un éditeur dont elle préfère taire le nom, « car il n'y a pas beaucoup d'éditeurs courageux ». Pour l'essentiel, elle confirme avoir déclaré à un journal gratuit généraliste le 16 décembre que son ex-mari était bien titulaire d'un compte bancaire en Suisse.

Et elle apporte quelques détails supplémentaires. Ainsi, quand il a fallu, à Genève, transporter 30 millions de francs d'une banque à l'autre, son mari et elle ont tassé les billets dans les valises « avec les pieds » : « Si on bourne bien, ça rentre ». Combien de valises ? « Deux grandes ». C'est tout ? « C'est tout ».

Les preuves de ses assertions ? Elle hésite, se tourne vers l'avocat qui, « sans vouloir intervenir dans la confidence de presse », précise : « La déclaration de M. Le Pen constitue une information à usage du parquet. Les preuves seront fournies devant la justice ». Du reste, à quoi servirait de révéler les numéros de compte ? « M. Le Pen est assez intelligent pour les changer tous les jours ».

Compte-t-elle se présenter à l'élection présidentielle ? lui demande un petit luté : « Ah, non, je n'y avais pas pensé ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

4 JOURS FOUS
SUR L'AX

UN NOËL
REVOLUTIONNAIRE!

Chez Citroën
du 18 au 21 décembre 87

UN CREDIT TOTAL
qui tombe du ciel!

Crédit sans apport initial,
sur tous les modèles de la gamme AX !
Sous réserve d'acceptation
du dossier par Crédipar.

DES REPRISES
par milliers!

Reprise instantanée
de votre véhicule actuel au-dessus des conditions
générales de l'Argus!

un OF
PENDANT 13 MOIS*
DE PERE NOEL

roulez en 87, payez en 89**

DES REMISES
plein la hotte!

- 15 % sur l'Accessoire
Remise exceptionnelle de 15 % sur le tarif
de tous les équipements Citroën
Accessoire. Profitez-en!

DES NOUVEAUTES
dans vos souliers!

AX 5 portes.

AX GT : 85 ch.

Maniable, performante, économique, 6 versions, 3 motorisations.
Moteur 1360 cm³ boîte 5 rapports, 180 km/h sur circuit,
cons. CEE: 4,9l - 6,6l - 7,6l. Venez les essayer.

* Sur toute la gamme AX (véhicules particuliers), location avec option d'achat sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar, se décomposant : à la livraison, 1^{er} loyer 15 % du tarif TTC hors assurance, dépôt de garantie 15 % sur tarif TTC, couvert en partie ou totalement par la reprise de votre véhicule, suivi de 13 loyers à 0 F (zéro franc), puis de 46 loyers à 2,45 % du tarif TTC hors assurance. Option d'achat en fin de location : 15 % du tarif TTC couvert par le dépôt de garantie, coût total en cas d'acquisition 142,70 % hors assurance. ** Après versement de votre apport initial.

CITROËN et TOTAL

AX

Le C
veux
tout
tout
suite
des cadeaux
des glaces
des cigares
du parfum
des magazines
de l'

Politique

La mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice

Les avocats de l'ancien ministre de la coopération demandent l'annulation de la procédure

Un nouvel imbroglio juridique dans l'affaire Nucci devrait faire la joie des juristes tant il est promoteur de batailles de procédure et de controverses sans fin. La Haute Cour étant officiellement saisie, le prochain acte devait être l'inculpation de l'ancien ministre socialiste. Mais celui-ci est actuellement député, donc couvert par l'immunité parlementaire. C'est cela qui fait actuellement difficulté.

Du côté de la majorité, on a toujours considéré que le vote de la motion de résolution renvoyant M. Nucci devant la Haute Cour valait aussi levée de son immunité en application du vieux adage « Qui peut le plus peut le moins ». Les avocats de M. Nucci sont d'un avis tout à fait contraire. Pour eux, une procédure ne peut être engagée contre un parlementaire qu'après la levée de son immunité. Or la doctrine veut que le premier acte de procédure soit le vote définitif de la motion d'envoi en Haute Cour assimilable à un réquisitoire introductif du parquet. Pour eux, la levée de l'immunité aurait dû être votée par l'Assemblée nationale avant que le Sénat n'approuve le renvoi de M. Nucci en Haute Cour. « C'est un cas de nullité de toute la procédure », disent-ils. Ils comptaient d'ailleurs déposer une requête en ce sens, le vendredi 18 décembre, entre les mains du magistrat de la Cour de cassation, président de la commission d'instruction de la Haute Cour. Ils s'en étaient déjà entretenus avec lui et avec M. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, et donc près la Haute Cour. Celui-ci, dès qu'il avait reçu communication officielle de la mise en accusation, avait écrit aux présidents de l'Assemblée et du Sénat pour leur demander des renseignements complémentaires sur la levée de l'immunité.

Est-ce cela qui a mis le feu aux poudres ? Toujours est-il que M. André Fanton, qui était le rapporteur de la commission spéciale au Palais-Bourbon, vient de s'apercevoir que ses propos auraient été mal transcrits au *Journal officiel*, qui est le compte rendu officiel des débats. Le *Journal officiel* lui prêtait les déclarations suivantes : « Il est

Au Sénat

M. Ollé-Laprune nouveau secrétaire général de la présidence

M. Jacques Ollé-Laprune, directeur général des services législatifs, a été nommé, par décision du bureau du Sénat, le mercredi 16 décembre, secrétaire général de la présidence. Il succède à M. Jean Guyomarch, qui, occupant cette fonction depuis juillet 1986, a été admis au bénéfice du congé spécial et désigné par M. Alain Poher, président du Sénat, comme membre du Conseil supérieur des tribunaux administratifs.

Né le 2 novembre 1929, M. Jacques Ollé-Laprune, docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, est entré au Sénat comme administrateur en 1957. Il est affecté à la commission des affaires économiques jusqu'en 1971, date à laquelle il se voit confier la responsabilité de la division de l'information, nouvelle structure créée dans le but de mieux faire connaître les activités du Sénat et d'apporter une aide technique aux journalistes. M. Ollé-Laprune, qui fut parallèlement nommé chef de service adjoint en 1972, puis directeur du secrétariat général de la présidence du Sénat en août 1976, était directeur général des services législatifs depuis le 1^{er} juillet 1986. M. Ollé-Laprune a d'autre part enseigné à l'ESSEC et à l'Institut international d'administration publique.

Nantes au futur

Deux erreurs ont été commises dans notre dossier spécial consacré à « Nantes ville au futur » (*Le Monde* du 17 décembre).

En page 1 : M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P.T. et du tourisme, n'est pas maire de Redon, en Ille-et-Vilaine, mais ex-député de cette circonscription. Le maire de Redon est, depuis 1983, M. Pierre Bourges (PS), qui est également conseiller régional de Bretagne.

En page XII : La maison de la culture de Nantes et de Loire-Atlantique (MCNLA) reçoit une subvention annuelle de 20 millions, dont 16 provenant du conseil général et non du conseil régional.

bien évident que le vote de la proposition de résolution ne vaut que pour ce qui concerne les faits qui sont reprochés éventuellement à M. Christian Nucci une fois levée son immunité parlementaire. » Il a signalé à M. Jacques Chaban-Delmas qu'il avait dit : « Le vote de la proposition de résolution vaut — pour ce qui concerne les faits qui sont reprochés éventuellement à M. Christian Nucci — levée de son immunité parlementaire. » Bien entendu, les avocats de l'ancien ministre s'appuyaient dans leur requête sur les propos de M. Fanton tels qu'ils étaient reproduits.

Faux en écriture

De sa propre autorité, le président de l'Assemblée a décidé de faire publier un erratum au *Journal officiel*. Mis au courant, M. Pierre Joxe a fait remarquer lors de la séance du soir, le jeudi, qu'une modification du procès-verbal obéissait à une procédure particulière et lourde et que si elle n'était pas respectée, comme cela était le cas, il y aurait « faux en écriture publique ». Le président de séance, M. André Billardon (PS), a donc décidé de surseoir à la publication de l'erratum tant que M. Chaban-Delmas ne se serait pas déterminé. Il a transmis à celui-ci la demande de M. Joxe d'une réunion d'urgence du bureau de l'Assemblée.

Vendredi matin, le président de l'Assemblée diffusait l'enregistrement des propos de M. Fanton et expliquait, dans un communiqué, qu'une erreur « indiscutable » avait été commise et qu'il « convenait de réparer ». Dès jeudi soir M. Fanton est venu en séance donner sa version des faits. Il a affirmé avoir bien dit ce que le rectificatif mettait dans sa bouche et non ce qui avait été initialement publié, donnant ainsi tort aux avocats de M. Nucci. Pour preuve, il avance l'enregistrement sonore qui est effectué lors de tous les débats au Palais-Bourbon. Surtout, il explique que le sténogramme rédigé par la sténo était correct, mais que c'est le réviseur (autre sténo chargé de corriger d'éventuelles erreurs) qui avait rajouté d'abord les mots « une fois », puis, sur l'impulsion d'impression, avait entouré la verbe « vaut » de l'expression « ne... que ».

Le sens des mots est clair. Car selon ce qu'a dit ou non M. Fanton, il sera possible de considérer que l'Assemblée était — ou non — consciente qu'elle votait la levée de l'immunité parlementaire en même temps que la mise en accusation. Les avocats de M. Nucci considèrent que les deux procédures auraient dû être distinctes. De nouveaux arguments de bataille procédurière viennent de leur être fournis.

THIERRY BRÉNIER.

La précampagne présidentielle de M. Jacques Chirac

M. Denis Baudouin fonde l'optimisme de l'hôtel Matignon sur la « fluidité » de l'opinion

A l'occasion de son dernier « point de presse » de l'année, M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a esquissé, le jeudi 17 décembre, un bilan de l'action du premier ministre et une analyse de la situation politique actuelle. L'un et l'autre permettraient des conclusions, au total, si positives, que M. Baudouin n'hésite pas, paraphrasant Fernand Reynaud, mais avec une certaine retenue, de dire : « Nous sommes un peu écoeurés », ajoutant : « Ce qui se passe n'est pas si mal. Notre optimisme peut être calculé et lucide, malgré certaines périodes difficiles que nous avons traversées. »

L'analyse faite par Matignon souligne que, depuis mars 1986, la situation est « fluide », ce qui autorise sous les espoirs et va même jusqu'à renforcer la confiance de M. Chirac et de son entourage dans son destin présidentiel. Le décor politique s'est en effet modifié à plusieurs reprises, depuis vingt mois.

En se référant aux sondages, M. Baudouin assure que l'opinion est assez mouvante, sauf en ce qui concerne les cotes de popularité de M. Mitterrand, lorsqu'il est considéré comme l'incarnation de la légitimité ou apprécié dans son rôle d'arbitre. Mais ce que retient surtout l'hôtel Matignon est la propo-

tion importante de ceux qui n'ont toujours pas fait leur choix ou qui se disent susceptibles d'en changer.

Une autre attestation de la « fluidité » de l'électorat est fournie par le résultat des élections cantonales partielles, selon le porte-parole du premier ministre. Ainsi, à la fin de 1986 et au début de l'année suivante, malgré les grèves des transports et les manifestations d'étudiants, la majorité, qui était issue des élections du printemps précédent, a fait preuve d'une grande stabilité.

Un bilan flatter

En revanche, dès les consultations partielles du printemps 1987, la tendance s'est inversée. A travers une douzaine d'élections cantonales, il est en effet apparu que l'électorat de la majorité se mobilisait de façon tout à fait inattendue et que les mauvais reports de voix du deuxième tour facilitaient l'élection des candidats de l'opposition. Dès lors, les pronostics de défaite de la majorité à l'élection présidentielle prenaient davantage de consistance et de crédibilité.

Or, depuis quelques semaines, dit M. Baudouin, nouveau renversement de tendance : la majorité reprend l'avantage dans les plus récentes élections partielles, ce qui rend plus aléatoire encore toute pré-

Dans ce contexte, M. Baudouin constate cependant que, selon la formule utilisée par M. Chirac devant le comité central du RPR du 12 décembre, « les sphères de consentement se multiplient » : les institutions, les principes de la défense, la politique étrangère et même la conduite de l'action économique.

Quelle sera donc la dominante spécifique de la prochaine élection présidentielle ? Là aussi, les fluctuations sont perceptibles : au début de 1987, chacun pensait que « les problèmes de société » domineraient la campagne. Ce fut ensuite la crédibilité des candidats. Aujourd'hui, on parle davantage de bilan et de grands projets. Et M. Baudouin en conclut : « Les trois seront sans doute mis dans le shaker » mais on ne peut toujours pas prévoir quelle sera la dominante dans ce cocktail.

Au nom de M. Chirac, en tout cas, M. Baudouin a tracé un bilan impressionnant et flatter de son action à la tête du gouvernement, un bilan qualifié de « très positif ». Qu'il s'agisse de la cohabitation, « le pays a été gouverné » ; de la sécurité, « un succès sans précédent » ; de la sécurité sociale, « préservée, aménagée et assainie » ; de l'inflation, « réduite » ; du chômage et de la création d'emplois, « aux tendances inversées » ; les ombres au tableau ont été toutes effacées, sauf celle concernant le déficit du commerce extérieur.

A. P.

« Élargissons les espaces d'accord » déclare le premier ministre à Angoulême

Angoulême de notre correspondant

M. Jacques Chirac a effectué, le jeudi 17 décembre, une brève visite en Charente, où il était accompagné par M. Georges Chavaignes, ministre délégué au commerce, à l'artisanat et au service, qui ne fait plus mystère de son intention de se présenter à la mairie d'Angoulême en 1989.

Le premier ministre a d'abord visité, à Champniers, une usine du groupe Leroy-Somer, dont le président fut, pendant trente ans, un certain Georges Chavaignes. C'est sous la direction de ce dernier que les effectifs du groupe sont passés de 500 à 7 500 personnes, comme l'a rappelé M. Paul Barry, l'actuel président.

Posant la première pierre du centre de formation intégré, M. Chirac a félicité l'entreprise d'avoir sans tarder mis à profit les possibilités ouvertes par la loi de juillet 1987 sur l'apprentissage : depuis septembre, selon ses propres dires, le baccaulauréat professionnel de mécanique productive.

Confirmation de l'engagement de l'Etat

Après un bref passage à l'hôtel de ville d'Angoulême, où il a été accueilli par le maire socialiste, M. Jean-Michel Bonchereau, conformément aux « traditions républicaines », le premier ministre s'est rendu au conseil général, où l'attendait le maire de droite de la Charente. Il a confirmé l'engagement de l'Etat pour l'ouverture d'un second département d'UTUT, à Angoulême, en technique de commercialisation. Il a terminé en invitant à renforcer les liens qui unissent la nation et à « élargir les espaces d'accord » : les institutions, la défense nationale et, maintenant, l'entreprise, la solidarité, les droits de l'homme.

JEAN-PIERRE DUFRENE.

« L'UDF et le RPR en minorité sur la sécurité sociale. — La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a refusé, le jeudi 17 décembre, d'examiner le projet de loi de la Sécurité sociale. Minoritaires en commission, les députés UDF et RPR n'ont pu s'opposer à l'adoption d'une question préalable socialiste qui a eu pour effet de mettre un terme à la délibération. Pour autant, ce texte, dont la discussion devrait commencer vendredi, ne devrait pas connaître le même sort en séance plénière.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

ACHETER *Le Monde*, regarder les titres de sa « une », puis écouler de rire, oui, c'est possible. Non, ce n'est pas une publicité d'un genre inattendu pour ce quotidien du soir, qui n'en demande pas tant, mais une réaction toute personnelle en lisant, mercredi, à la première page dudit journal que M. Mitterrand rasait une session extraordinaire du Parlement sur la régie Renault.

Chacun peut penser ce qu'il veut de M. Mitterrand. Et dire aussi que récemment des lecteurs ne l'ont pas envoyé dire, en des termes qui n'étaient pas marqués au coin de la sympathie. Mais nul ne contestera qu'il est doué d'un vrai sens de l'humour, lequel ne va jamais sans un fond de cruauté.

Au point de susciter le rire à propos d'un sujet qui, en soi, est sérieux et grave, la dénationalisation de Renault, aujourd'hui passablement compromise, ce n'est pas un sujet pour le Boulevard. Les prérogatives du président de la République ne relèvent pas du génie de Labiche.

Mais bon Dieu que le coup est joli ! A trois ou quatre entrées, comme d'habitude lorsque M. Mitterrand est au meilleur de sa forme. A la fois pour rappeler qui il est et pour tourmenter le gouvernement qui l'entoure. Nullement, comme on l'entend déjà dire, pour faire un nouvel escroc à la cohabitation, mais parce que la Constitution commande qu'il en soit ainsi.

Car la cohabitation, puisqu'il faut encore le dire, ce n'est pas un président qui dit amen à tout ce que lui demande le premier ministre que lui a assigné le suffrage universel. C'est un homme qui conserve sur celui-ci une primauté et une autorité qui doivent pouvoir s'exercer sans que l'on crie ici et là que le chef de l'Etat veut ruiner la cohabitation. La cohabitation ne saurait aboutir à ce que le premier ministre se substitue, dans les faits, au président de la République. Dans les limites que définit la Constitution, son droit de récusar et d'exiger demeure intact.

OLI coup que celui de M. Mitterrand, d'abord parce que le droit qu'exerce ainsi le chef de l'Etat n'est guère susceptible de discussion. On ne devrait pas revoir ce qui s'est produit à propos des questions militaires, où l'Élysée invoquait l'article 15 de la Constitution (le président de la République est le chef des armées), et Matignon l'article 21 (le premier ministre est responsable de la défense nationale).

Même si le vocabulaire semblait indiquer que l'article 15 est plus péremptoire que le 21, le mot de « chef » plus précis que celui de « responsable » et la notion d'« armée » plus restreinte mais moins floue que celle de « défense », on pouvait cependant estimer qu'il y avait matière à se crêper le chignon. On ne s'en priva pas.

Mais l'article 30, sur lequel s'appuie aujourd'hui M. Mitterrand, ne se prête pas vraiment à la glose : « Les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du président de la République (1) ». Un point, c'est tout. Elles ont beau être, comme dit l'article 29, « à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée », l'interprétation présente est nette et en cela conforme aux précédents. Demandez, demandez, il n'en restera rien. Demandez, c'est votre droit, et le mien de refuser. Je le fais, vous n'y pouvez rien.

Joli coup encore que ce refus car, mine de rien, il ôte, du pied de Jacques Chirac, une épave de la taille d'un pieu.

Si la session extraordinaire, formellement demandée, avait été autorisée, que pouvait faire le premier ministre. Soit être fidèle à son engagement de ne plus recourir à l'article 49-3 de la Constitution, qui est un viol légal de l'Assemblée ; ou, si l'on préfère une image moins vulgaire, qui permet l'adoption d'une loi sans débat, par une Assemblée qui a au contraire mission de débattre.

Mais alors, le Parti communiste aurait noyé la discussion dans le flot de ses amendements, et la procédure n'aurait, pour ainsi dire, jamais abouti. Quel que l'on pense, d'autre part, de l'opportunité de dénationaliser Renault, étant entendu que, ici, ce n'est pas en penser rien.

Rire

Si, en revanche, M. Chirac estimait — vraiment — que ce changement de statut était strictement nécessaire à l'avenir de Renault, il n'aurait comme seule ressource, pour contrebalancer le PC, que de recourir à l'article 49-3.

Mais c'était se déjuger, ce qui, surtout de la part d'un premier ministre, sonne tout à fait demi-génie, impensable...

C'est n'est pas encore cela le plus amusant, même s'il s'en trouve certains pour s'étonner que la Constitution soit à ce point jubilatoire. Le plus drôle, c'est ce qui contient implicitement le refus de M. Mitterrand.

Ayant agi comme on l'a vu, à qui fait-il plaisir, même s'il y a lieu de douter que le bénéficiaire saura dire merci, explicitement ou sur-le-champ ? Évidemment au PC et à la CGT, cette dernière étant, sans conteste, manœuvrée dans l'une de ses places fortes si menacées d'ailleurs par une société ordinaire. Par les temps qui courent...

Si, après un pareil cadeau à ses adversaires de gauche, jadis ses alliés, M. Mitterrand n'est pas parti en campagne, c'est à tout le moins qu'il met, présiblement et à tout hasard, les chances de son côté s'il se décidait, le plus tard possible, à se porter candidat pour un deuxième mandat.

D'autant qu'il était difficile d'imaginer symbole plus éloquent, et, à vrai dire, d'un maniement plus aisé, que celui de Renault : nationalisée par de Gaulle, parce que son propriétaire avait, sous l'occupation allemande, été plus sensible à ses intérêts financiers qu'à ses devoirs de Français, où nequit la reconnaissance officielle de la quatrième semaine de congés payés, qui fut synonyme de prospérité, d'invention et de progrès technique, et qui vit le mariage, plus ou moins réussi, de l'ouvrier et du philosophe, de l'étudiant et du travailleur.

Quand elle est jouée de manière si alerte, la politique cesse d'être désolante et se distingue heureusement de ce qu'elle a ten-

dance à être : la piste gestion économique d'un pays qui mérite mieux.

MOINS divertissant, encore qu'on puisse aussi en rire, mais moins durable que le Sénat a voté en faveur de M. Paul d'Ornano, l'un de ses membres, inculpé le 10 juillet dernier pour infraction à la législation électorale. S'il ne s'agissait que de cela, le sénateur RPR avait assurément mérité le même traitement que celui dont bénéficia M. Albert Pan, son collègue socialiste, poursuivi, lui, pour diffamation et que le Sénat a mis à l'abri des sévérités indulgentes de la justice.

La Constitution le permet, dans son article 26, alinéa 3, et ce n'est en rien excessif. Il est après tout normal qu'un parlementaire ne risque pas d'être assiégré par des procédures dont l'arbitraire, le cas échéant pour des raisons partielles, serait plus évident que la cause.

De plus, toute question d'environnement mise à part, coller des affiches politiques, bien que ce soit provisoirement interdit en raison de la proximité du scrutin, ce n'est pas pénible. A plus forte raison s'il est probable qu'un sénateur ne se commet pas à coller lui-même les affiches en question, à la nuit tombée, le seuil de colle d'une main et les rouleaux litigieux de l'autre, quettant dans l'iniquité le surgissement de féroces adversaires. F. donc.

Ce qui semblerait indiquer aux plus innocents qu'il a été poursuivi à un autre titre.

C'est ce « titre » que la suspension des poursuites votée par le Sénat interdit de connaître.

Or si un dossier de diffamation ne concerne fatalement que celui qui a parlé sans mesure, tel n'est pas le cas du dossier dont vient d'être exécuté M. Paul d'Ornano. Ce dossier, c'est la version non dégrossie de celui dont on connaît, sous sa forme politique, les cinq chefs de paré qui discutent à Matignon du financement des partis politiques.

Côté face et en plein jour, une esquisse de projet de loi qui embrasse la vertu ; côté pile et dans la pénombre, des pratiques qui voient la combine, sans doute pas moins que dans les similaires péripéties lyonnaises, sur lesquelles le Sénat n'a pas à se pencher.

Doit-on penser que le côté lumière prénant l'avantage, grâce aux initiatives spontanées de M. Chirac, le côté pénombre va disparaître ? Point n'est besoin puisque, pour en empêcher l'accès à de trop curieux, il suffit d'invoquer, après le secret-défense, le secret-Sénat.

M. Michel Mopin, de Sceaux (Hauts-de-Seine), a raison. Ainsi qu'il l'a écrit, ce n'est pas en mai 1981 que le général de Gaulle a parlé de « l'autorité indivisible de l'Etat (...) confiée tout entière au président », mais dans une conférence de presse du 31 janvier 1964. Mais s'il savait d'où vient l'erreur figurant dans *l'Annuaire* du 5 décembre, il plaindrait sincèrement celui qui l'a commise... et s'en repent.

(1) « Sur un ordre du jour déposé », précise l'article 29. De sorte que, dans ces circonstances particulières, le Parlement délibère en fonction de ce que permet le chef de l'Etat, et s'est seulement ainsi qu'il faut lire cet article 29.

Politique

Après la déclaration de l'épiscopat français sur l'élection présidentielle

Les évêques hantent les couloirs du Palais-Bourbon

« Qu'ils se mêlent de leurs affaires ! » conseillait-il y a quelques années l'ami de Joybert aux évêques, suspects à ses yeux de confondre un peu trop le spirituel et le temporel. Le jeudi 17 décembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, un autre officier (du cadre de réserve), député RPR, M. Emmanuel Aubert, n'est pas loin d'afficher cette même suspicion du sabre vis-à-vis du goupillon. « Je n'aime pas beaucoup le mélange de genres », explique-t-il, après avoir lu la déclaration de la hiérarchie catholique appelant les hommes politiques à une meilleure prise en compte des grands défis de l'heure (le Monde du 18 décembre).

S'affirmant toutefois respectueux des prérogatives de l'épiscopat, le général d'aviation Aubert approuve sans réserve « les bons sentiments » du Conseil permanent de l'épiscopat français. « Mais ce qui est très positif, c'est que ce soit, insiste le député des Alpes-Maritimes, la seule intervention de l'épiscopat, avant l'élection présidentielle... »

« Je suis tout à fait d'accord avec les principes énoncés », commente à son tour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, au sortir de l'hémicycle. Mais les choses « sont plus difficiles pour ceux qui sont en charge de la politique, tandis que les autres peuvent se contenter de donner des leçons ». M. Jean-Paul Fuchs, député centriste du Haut-Rhin, ne nourrit, quant à lui, aucune réserve et applaudit « des trois mains ». Son approbation est totale pour une déclaration dont il ferait volontiers son propre « programme électoral ». Son ami, M. Pierre Méhaignerie, est également « tout à fait d'accord sur le fond ». Pourtant, le ministre centriste de l'équipement marque deux réserves : la notion d'assistance évoquée par les évêques lui semble dangereuse et démotivatrice et il manque, selon lui, un paragraphe sur la mobilisation des énergies, l'appel à l'effort pour la création de richesses préalable à toute solidarité efficace.

Les valeurs de l'évangile

Sur l'opportunité d'une telle intervention à quelques mois de l'élection présidentielle, M. Jean-Benoît Brocq (RPR) et Paul-Louis Tenaillon (UDF) ne voient, quant à eux, rien à redire. « Je ne suis pas du tout choqué, même s'il en est des déclarations épiscopales comme des statistiques : on peut leur faire dire ce que l'on veut », affirme le premier. « Les évêques mettent très justement le doigt sur le décalage entre l'ampleur des enjeux de 1988 et le débat actuel, qui est désespérément vide », ajoute le second, en insistant sur la notion de solidarité. « La

démocratie est précieuse et fragile : ce rappel des évêques est essentiel. On devrait faire plus attention à ce que l'on fait », insiste M. Bourgeois.

M. Jean-Pierre Sueur, député rocardien, affirme, de son côté, qu'il faut éviter de « récupérer » cette déclaration. L'ancien secrétaire national de la JEC a une idée précise des rapports entre la foi et la politique : « On ne peut pas faire découler des Évangiles une politique particulière, mais, pour autant, toutes les politiques ne sont pas équivalentes au regard des valeurs évangéliques ». Inquiet du développement de la société dualisée évoquée par la hiérarchie catholique, M. Sueur se dit frappé du « décalage » et de la « différence » entre les exigences de solidarité et les textes qui sont présentés à l'Assemblée nationale.

Un autre élu rocardien, M. Michel Sapin, estime que l'Eglise n'est pas en dehors du temps et qu'il n'est donc pas anormal que son enseignement trouve un prolongement dans la vie quotidienne. Quant aux têtes de chapitre de la

déclaration, elles correspondent selon lui aux véritables préoccupations des Français. « J'aperçois d'ailleurs une contradiction entre certaines positions de la majorité et la déclaration des évêques », explique-t-il, tandis que M. Sueur, se souvenant sans doute de son refus de toute récupération, observe que la gauche ne peut se contenter de constater et de dénoncer ces contradictions et qu'il lui faut balayer devant sa porte et avancer des propositions concrètes.

Quant au président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, il voit dans ce texte une confirmation supplémentaire du bien-fondé d'une proposition de loi déposée le jour même par son groupe en faveur d'un revenu minimum d'insertion. « Pauvreté, précarité, dualité de la société », autant de sujets sur lesquels les socialistes se sont mobilisés, rappelle M. Joxe, moins sensible apparemment que M. Sueur aux risques d'être accusé de récupération.

PIERRE SERVANT.

Au-dessus des partis

« RÉDUIRE l'évangile à un programme politique, ce serait vouloir faire rentrer l'océan dans un dé à coudre », a dit le Père Jean-Michel de Falco, porte-parole des évêques, en commentant, jeudi 17 décembre, la déclaration faite par l'épiscopat français dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988 (le Monde du 18 décembre). De fait, en raison de sa généralité et de son extrême prudence, ce message ne prête pas facilement à la récupération partisane. On ne voit pas quel candidat pourra mener campagne, pour lui ou contre les autres, en se prévalant sérieusement du soutien de l'épiscopat français.

Mais une chose est de vouloir appeler à une élévation du débat politique — ce que font fort bien les évêques, — autre chose est de donner l'impression d'un certain désengagement. Or, à ce point de vue, des signes ne trompent pas. Le 28 septembre 1982, les évêques de France avaient adopté un texte à caractère résolument réformiste, intitulé « Pour de nouveaux modes de vie ». Ils y préconisaient en particulier des formules de partage du travail pour endiguer le chômage. Un coup à gauche, avaient alors dit les catholiques conservateurs, soupçonnant fort leurs pasteurs de verser dans le « social-détourisme » (M. Jacques Delors était alors ministre des finances).

Un évêque consensuel

Un peu plus d'un an après, le 8 novembre 1983, les évêques français avaient adopté un autre texte, « Gagner la paix », qui était cette fois apparu comme un coup à droite, un soutien explicite à la politique de dissuasion nucléaire, à un moment où l'épiscopat américain prêchait pour le gel des armes nucléaires. Proches des pacifistes et sensibles au thème jugé évangélique de la non-violence, les catholiques de gauche avaient, à leur tour, protesté contre une prise de position qu'ils disaient inspirée par les milieux militaires les plus actifs.

Curieusement, on ne trouve plus aucune trace, dans la dernière déclaration des évêques, de ces thèmes du partage du travail ou de la paix

nucléaire. Comme si, à leur tour, les évêques avaient été séduits par la fibre consensuelle, ou si, au contraire, échaudés par l'expérience, ils avaient voulu cette fois passer entre les gouttes. Même le propos visant les attitudes racisées en France paraît à beaucoup comme un ton en dessous de la condamnation de l'antisémitisme du Front national, dans l'interview au Monde du cardinal Decourtray du 18 septembre, ou dans le discours d'ouverture de Mgr Jean Vinet, lors de la dernière assemblée plénière des évêques à Lourdes.

Dans le passé récent, on a relevé au moins trois modes d'intervention de l'épiscopat face à des échéances électorales : après l'époque des consignes de vote directes aux catholiques pour les « bons » candidats ou parties à référence explicitement chrétienne, défenseurs de la nation, de la famille et des écoles, avait suivi, au début des années 70, la reconnaissance officielle du pluralisme des options politiques à l'intérieur du catholicisme.

Aujourd'hui, l'épiscopat se situe résolument au-dessus de tous les partis et candidats, propose non pas un programme, mais un catalogue de références et de valeurs morales, dans lequel puiseront les candidats et les électeurs. Ceux de droite retiendront les propositions hostiles à l'avortement. Ceux de gauche se réjouiront de la condamnation implicite du libéralisme sauvage et du refus d'une société « à deux vitesses ».

Cette attitude, qui décevait les uns et rassurait les autres, correspond sans doute à la fin du système d'emprise de la hiérarchie catholique sur les consciences. Elle inaugure surtout cette nouvelle forme de lâcheté ouverte que de plus en plus de leaders religieux appellent de leurs vœux : sans outrepasser le cadre des lois et de leur mission, ils veulent jouer un rôle de magistrature morale et de référence en matière sociale. Tous les sondages notent, en effet, que si la pratique religieuse, dans la plupart des confessions, diminue, les Français attendent des autorités morales les points de repère qu'ils disent ne plus trouver dans la société civile.

HENRI TINGO.

KEISER
jeanine

Enfin
en librairie



Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
15, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TELEVISION

JACQUES CHIRAC

**DIMANCHE
20 DECEMBRE
à 19 H**

EUROPE 1
CLUB DE LA PRESSE

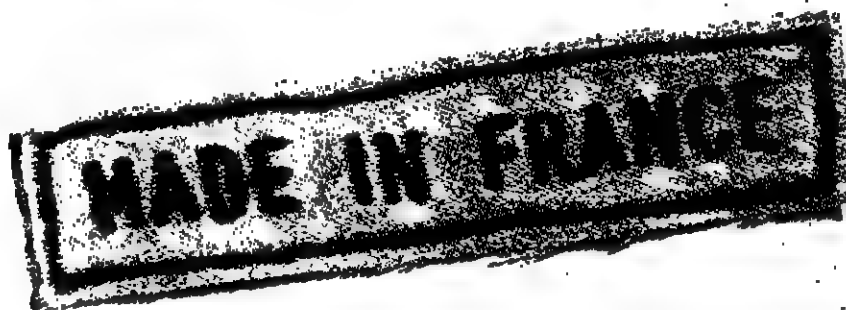
animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

صكزا مونا الاصل

12 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987 •

Pour 92 nous lui redonnons des couleurs.



Des couleurs, la production française en a bien besoin. Entre 81 et 86 nos entreprises, handicapées par les impôts, le contrôle des changes, et des contraintes administratives et sociales excessives, perdaient des parts de marché, des dizaines de milliards et des centaines de milliers d'emplois. Et nos concurrents en profitaient pour s'emparer de tous les marchés que nous perdions ainsi.

Depuis 1986, l'action du gouvernement de Jacques CHIRAC, baisse de la T.V.A. sur différents produits, réduction des impôts sur les entreprises de 50 à 42%, suppression de l'autorisation administrative de

licenciement, encouragement à l'investissement en recherche et développement par diverses subventions et incitations fiscales, liberté des prix et des changes, privatisations, a pour but de nous remettre à niveau.

Dans un même esprit de recherche et de coopération européenne, la France a fait adopter le programme spatial européen (Ariane V, Hermes, Colombus).

Et ça marche. L'O.C.D.E. prévoit même que nous serons le premier des pays industrialisés pour l'investissement productif dans les 2 années à venir.

C'est ainsi que nous sommes en train de nous préparer à 92.

Avec 320 millions de consommateurs, le Grand Marché Européen de 92 sera le plus grand marché du monde. Cela veut dire plus de débouchés pour nos produits. Et donc plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat.

Mais tout ces efforts ne serviront à rien s'ils sont arrêtés en cours de route par une rupture dans l'effort de redressement.

Voilà pourquoi il est important de donner à Jacques CHIRAC les moyens de continuer. Pour qu'en 92, les couleurs de la France claquent sur l'Europe.

92. Qui peut le mieux nous préparer?

RPR 92 92

Après l'inculpation d'un de ses membres La Compagnie des commissaires aux comptes annonce une « rupture » avec la justice

La Compagnie nationale des commissaires aux comptes, qui ont pour tâche de veiller à la régularité et à la sincérité des comptes des sociétés et pour obligation de dénoncer au parquet les faits délictueux qu'ils pourraient constater, a fait savoir, jeudi 17 décembre, qu'elle avait décidé à l'unanimité de « rompre ses relations avec la justice ». Son président, M. René Ricol, a conduit à la chancellerie une délégation pour signifier cette décision et en exposer les raisons.

Cette foudre, qui conduit les commissaires aux comptes à se réunir en assemblée générale d'environ cent cinquante mille sociétés, — à se mettre ouvertement en rupture avec la loi, n'a-t-elle pas provoqué une réelle émotion au ministère de la justice. Elle risque pourtant d'avoir des conséquences dans la mesure où, selon M. Ricol, 95 % des délits financiers jugés par les juridictions pénales ont pour origine les anomalies que peuvent relever les commissaires aux comptes, dans l'accomplissement de leurs missions.

En fait, la décision de la compagnie a une raison bien précise. Les commissaires aux comptes réagissent à l'inculpation accompagnée d'une mise sous mandat de dépôt de l'un des leurs, M. Guy Bihl, par un juge d'instruction du tribunal d'Evry (Seine-et-Marne), M. Gilbert Flam. Ce magistrat, qui instruit une affaire financière concernant le Comptoir des inventions pour l'automobile (CIPA) dont le siège est à Evry et dont les usines se trouvent dans les Vosges, avait déjà inculpé onze personnes dont M. Jérôme Dupuis, ancien directeur de cabinet de M. Christian Pignatelli, député PS des Vosges. Ce dernier

avait d'ailleurs réagi pour dénoncer l'exploitation politique d'une affaire à laquelle il s'est toujours déclaré étranger.

En tout cas, le juge d'instruction doit considérer que le commissaire aux comptes de la CIPA, M. Bihl, avait failli à ses obligations au point de pouvoir être inculpé de complicité d'escroquerie, non-révélation de faits délictueux et informations mensongères. Auparavant, le commissaire aux comptes avait été placé en garde à vue, et il est aujourd'hui incarcéré. Pour la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, le comportement du juge d'instruction est « inadmissible » tant sur la forme que sur le fond.

Sur le fond, dit en substance son président, l'inculpation ne repose que sur des déclarations de témoins incertaines. Sur la forme, en interpellant M. Bihl en lui passant les menottes pour le conduire à une perquisition à son domicile, le magistrat a abusé de ses pouvoirs, ce qui paraît « dangereux » et amène les représentants de la Compagnie nationale à se demander si l'on « n'a pas voulu user d'un moyen de pression de caractère politique ». La Compagnie ajoute que, dans cette affaire de la CIPA, la seule personne inculpée mise en prison se trouve être le commissaire aux comptes. Enfin, elle estime que tous les éléments qui motivent l'inculpation de M. Bihl étaient connus depuis dix-huit mois.

Il reste que la démarche de ces commissaires aux comptes apparaît comme une nouvelle mise en cause d'un juge d'instruction chargé d'une affaire qui n'échappe pas, elle non plus à une possible exploitation politique.

Pour des commentaires critiquant des décisions de justice

L'Association professionnelle des magistrats poursuit MM. Edmond Maire, Maurice Duverger et Bertrand Le Gendre

L'Association professionnelle des magistrats (APM), classée à droite, a indiqué, le vendredi 17 décembre, qu'elle avait chargé son conseil, M. François Sarda, de citer MM. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT; Maurice Duverger, professeur de droit public, et Bertrand Le Gendre, journaliste au Monde, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

L'APM fonde son action sur les articles 226 et 227 du code pénal, qui répriment respectivement le discrédit jeté sur une décision de justice et la publication de commentaires tendant à exercer des pressions sur les juridictions d'instruction ou de jugement.

L'APM estime notamment que la justice est, depuis quelques semaines, « victime d'une campagne de dénigrement et de désinformation sans précédent » et précise qu'elle a décidé « de réagir (...) pour mettre un terme à cette situation ».

M. Edmond Maire est cité pour avoir déclaré à Lille, le 21 novembre 1987, à propos d'un jugement du tribunal de grande instance de Bobigny concernant le mouvement de grève des pilotes d'Air Inter: « Nous sommes dans une dérive totalitaire, contraire aux droits fondamentaux de la Constitution ». A M. Duverger, elle reproche des déclarations sur A2, le 11 décembre 1987, et un article du Monde du 17 décembre, après l'arrêt, de la Cour de cassation déclassant le juge greffier, et dans lequel on pouvait lire que la haute juridiction « accentue ainsi le glissement de la magistrature vers la magi-

trature couchée, qui correspond, hélas ! à une tradition nationale ».

Enfin, notre collaborateur Bertrand Le Gendre est poursuivi pour un article publié dans notre numéro daté 8-9 novembre 1987, dans lequel il écrivait: « (...) Il suffit de paraphraser le procureur général de la Cour de cassation, M. Pierre Arpailleur, qui a dit à demi-mot que la suspension du juge Grellier à la requête de M. Droit serait, si la chambre criminelle le prononçait, une décision partisane, et qu'elle minerait l'autorité de la justice ».

En 1985, l'APM avait engagé des poursuites semblables contre M. Raymond Forêt, à l'époque président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, qui avait qualifié d'« absurde » et d'« indélicat » un jugement de la dixième chambre condamnant M. Jean-Marie Tjibaou, leader du FLNKS, pour « avoir entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ».

Le 16 janvier 1986, le tribunal avait déclaré cette action irrecevable car, à ses yeux, une poursuite de ce genre était le privilège du parquet. Mais, le 29 octobre 1986, la cour d'appel de Paris avait condamné M. Forêt à 1 000 F d'amende avec sursis, en attribuant le franc symbolique de dommages et intérêts à l'APM, considérée comme « syndicat professionnel, qui a pour objet (...) d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de la profession de magistrat ».

MAURICE PEYROT.

Au tribunal de Caen

« Quand les policiers se déguisent en juges »

« Quand les policiers se déguisent en juges, la balance laisse parfois la place au fléau. » C'est un réquisitoire rigoureux qu'a prononcé, jeudi 17 décembre, le substitut du procureur, M. Alain Lallemand, devant la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Caen où ont comparu MM. Claude Pouchain, Pierre Bohers et Jean-Marie Dhesse, inspecteurs de police à Rouen (Seine-Maritime), inculpés d'attentat à la pudeur commis avec violence par personne abusant de ses fonctions et de coups volontaires. MM. Pouchain et Bohers ont nié les faits qui leur sont reprochés, de même que le troisième policier qui était jugé pour coups et violence volontaire à l'aide ou sous le menace d'une arme.

CAEN
de notre correspondante

28 février 1985 : les services de police de Rouen interviennent à la cité des Sapins pour un vol de voiture. Cette cité n'a rien d'un quartier résidentiel. C'est plutôt le zone, le chômage, la délinquance, des immeubles gris et des habitants de toutes origines. Des jeunes y ont fondé une association multiculturelle qu'ils ont appelée La Banane à mûrir, à l'image du grand bâtiment à demi délabré du cœur de la cité.

Lorsque Stéphane, Mahjidi, Fahrid, Ismail et Lionel sont interpellés cette nuit-là, boucés par les chiens policiers, ils se cachent dans des cages d'escalier. Certains ont déjà eu maille à parer avec la police. Seul Stéphane a plus de dix-huit ans. Emménés à l'hôtel de police de la rue Brisout de Barneville, ils ont placé en garde à vue.

Dès le lendemain, les quatre mineurs sont présentés au juge des enfants, et le plus âgé au parquet. Ils affirment alors qu'ils ont été frappés, humiliés, insultés. « Les flics jouaient avec nous », ont-ils répété à l'audience. Les adolescents ont dû notamment se dévêtir, puis se rhabiller, le dernier habillé recevant des gifles. « J'ai compris qu'ils allaient me tabasser, j'ai donc enlevé mes lunettes pour les mettre sur un bureau. Un inspecteur les a prises pour les briser », a raconté Mahjidi, qui a aussi parlé du « coup du stylo ». « On serre le main, et on fait tourner un stylo entre les doigts, ça pince la peau, c'est insupportable. »

Le juge des enfants demande une expertise médicale. Elle révèle que les jeunes gens présentent des tuméfactions, des brûlures sur les mains, des plaies diverses et récentes consé-

cutives à des coups. Le 2 mai 1985, Fahrid, Ismail et Mahjidi portent plainte et se constituent parties civiles. A Rouen, leur affaire est devenue « l'affaire de La Banane à mûrir ».

Une pure invention ?

Une affaire que le directeur départemental des polices urbaines, soucieux de « couvrir » ses hommes, estime « banale » et à laquelle il ne donne pas de suite. Mais après la plainte des trois mineurs, la Cour de cassation désigne un juge de Caen, en septembre 1985. Douze policiers sont mis en cause. Neuf vont bénéficier d'un non-lieu. L'instruction dure deux ans.

Pour MM. Pouchain, Bohers et Dhesse, « cette histoire n'est que pure invention ». Malgré les certificats médicaux, malgré les témoignages d'autres personnes gardées à vue pendant cette fameuse nuit à l'hôtel de police, les trois inspecteurs de police continuent à nier. A la barre, ils sont peu loquaces. « Ces jeunes veulent nous nuire. Ils disent n'importe quoi. C'est de l'invention. »

Pour M. Martin, représentant la Ligue des droits de l'homme, il n'y a pas eu d'invention. Dénonçant les « forces de l'ordre » qui se transforment en ordre de la force, l'avocat a souligné le problème du contrôle des activités policières au sein des commissariats. Cette question, M. Lescanne, partie civile pour Fahrid, Ismail et Mahjidi, l'a également évoquée. « Il y a une certitude. A leur arrivée à l'hôtel de police, ils n'avaient aucune trace de coups. Or ils sont sortis blessés du commissariat. »

Refusant quant à lui de requérir sur le thème de « la police mal aimée de la justice », le procureur Lallemand a déclaré d'emblée: « Il ne s'agit pas du procès de la police, mais du procès de trois policiers dévoyés. Je vois ces cinq gosses nus, absolument nus, complètement désarmés, que l'on frappe, que l'on insulte dans un volépiq de café du commerce, face à des brailleurs, des vantards, des brailleurs, des rigolards ». Il a réclamé quinze à dix-huit mois pour Claude Pouchain, douze à quatorze mois pour Pierre Bohers et quatre ans d'interdiction d'exercer la fonction de policier pour Jean-Marie Dhesse.

Tandis que M. Lepetit, pour la défense, plaide le relaxe, non sans suggérer que les jeunes auraient très bien pu se blesser eux-mêmes pour nuire aux policiers, une cinquantaine de manifestants ont apporté, sous une pluie battante, devant le tribunal, leur soutien à « ces jeunes qui ont tant parlé des violences policières ».

Jugement le 26 janvier.
PASCALE MONMIEU.

L'affaire Chaumet

Un avocat cannois inculpé

Dans l'affaire Chaumet, M. François Chanut, juge d'instruction à Paris, a inculpé, jeudi 17 décembre, un avocat cannois, M. Richard Besson, de complicité d'activité illégale de banque. M. Christian Charrière Bournazel, le défenseur de M. Besson, a décidé de déposer une requête en suspension légitime contre le magistrat instructeur afin que lui soit retiré le dossier comme la Cour de cassation en a déchargé M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, dans l'affaire Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés.

M. Charrière Bournazel, tout en s'indignant du tort que cette inculpation porte à son client, « avocat honorablement connu », reconnaît que M. Besson avait confié à Charrière des bijoux appartenant « à sa mère » et qu'il a pu donner l'adresse de la joaillerie de la place Vendôme

à Paris à « une ou deux personnes » cherchant à réaliser un placement intéressant. M. Charrière Bournazel

conteste, cependant, que M. Besson ait servi de « raboteur » auprès des frères Chaumet à des malfrats détreux de placer, avec profit, de

Les deux joailliers : le passif est « exagéré »

Au cours d'un entretien réalisé pour l'Express (daté 18-24 décembre) par Gilles Gastner, les frères Chaumet, récemment mis en liberté, estiment que la justice, dans laquelle ils expriment « toute confiance », a été l'objet de « fortes pressions de la part de certains médias ». « C'est vrai que, parfois, ajoutent-ils, il nous a semblé que la presse dirigeait l'enquête. »

« Nous déplorons vivement », déclarent-ils à propos de M. Alain Chalandon, garde des sceaux, l'« illusion, à des fins politiques, de la

situation d'un de nos clients dont la famille était depuis plusieurs générations en relation avec la maison Chaumet. Il est certain que s'il n'avait pas été ministre, nous n'aurions pas été baladés comme une balle de ping-pong, dans un sens puis dans un autre. Nous n'aurions pas été, au bout du compte, des otages. »

Les frères Chaumet estiment, d'autre part, « profondément exagéré » le chiffre de 2 milliards de francs auquel est estimé le passif de la joaillerie.

l'argent illégalement acquis. Cette accusation, visant M. Besson, circule, depuis quelque temps, dans les milieux de l'enquête.

Il semble acquis que M. Chanut ne s'arrêtera pas là. Pourrait également être inculpé prochainement de complicité d'activité illégale de banque d'autres personnes ayant incité des clients ou relations à placer leurs biens chez Chaumet.

Des clients de la joaillerie ont ainsi mis en cause, dans leurs déclarations aux enquêteurs, des personnalités venues d'horizons divers et ayant servi, elles aussi, d'intermédiaires : au moins, un homme d'affaires, un commerçant, un banquier et un notaire. Les frères Pierre et Jacques Chaumet ont été inculpés d'exercice illégal de la profession de banquier au début de ce mois (le Monde du 15 décembre).

Recherché par la justice italienne

Un chercheur de l'hôpital Saint-Louis est menacé d'extradition

Le docteur Gianfranco Pancino, âgé de quarante ans, de nationalité italienne, médecin et chercheur depuis 1982 à l'hôpital d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis à Paris, a été inculpé, jeudi 17 décembre, et présenté dans la soirée à M. Robert Casanova, chef de la deuxième section du parquet de Paris, qui lui a signifié quarante-trois mandats d'arrêt délivrés à son encontre par les autorités judiciaires italiennes avant de le placer sous écrou extraditionnel.

Ces mandats, rendus depuis 1980 par des juridictions de Rome, de Milan et de Turin, visent des infractions telles que « participation à bande armée, enlèvement et séquestration de personnes, dissimulation de cadavres, détention et port d'armes à feu, incendie volontaire, recel de documents, tentative d'aide à l'évasion », etc.

L'un des mandats fait référence à une condamnation prononcée le 12 juin 1984 par la cour d'appel de Rome à vingt-cinq ans de prison, mais, nous signale notre correspondant à Rome, cette peine a été ramenée à un an et demi d'emprisonnement, le 8 juin 1987, par un jugement de la cour d'appel. En revanche, M. Pancino a été condamné à dix-huit ans de prison, en mars 1986, à Milan, au cours du procès des animateurs de la revue Rosso (Rouge), proche du groupe extrême Autonomie ouvrière.

Les avocats du chercheur, le bâtonnier Guy Danet et M. Roger Doumle, s'opposent, pour leur part, à l'interpellation du docteur Pancino, opérée en exécution de mandats très anciens, alors que, selon eux, il se trouve en

France depuis cinq ans régulièrement inscrit au conseil italien.

Selon la procédure utilisée en matière d'extradition, M. Pancino sera présenté à la « plus prochaine audience » de la cour d'appel de Paris qui lui fera à nouveau connaître les mandats d'arrêt en attendant la transmission du dossier par les autorités judiciaires italiennes. Ses avocats ont fait part de leur intention de déposer une demande de mise en liberté devant cette juridiction.

Dans un communiqué, le personnel de l'hôpital d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis souligne que le docteur Gianfranco Pancino « est devenu un des plus grands spécialistes de l'immunologie des cancers du sein ». Les pancino de l'Institut « désirent se porter garants collectivement du docteur Pancino et de son intégrité morale et souhaitent qu'il soit rendu dans les plus brefs délais à son milieu professionnel et aux patients qui peuvent bénéficier de ses recherches ».

Notre correspondant à Rome, Jean-Pierre Clément, précise que M. Pancino a été avec M. Toni Negro et Oreste Scalone un des principaux responsables du groupe extrême de gauche, Autonomie ouvrière, née à l'université de Padoue au début des années 70. La police avait, le 7 avril 1979, arrêté plusieurs centaines de personnes présumées liées au mouvement. M. Pancino, qui avait échappé à cette rafle, était entré dans la clandestinité avant de s'installer, en 1982, en France.

Le 5 mars dernier, M. Pancino avait signé avec M. Negro et différents autres réfugiés italiens à Paris une lettre au chef de l'Etat, M. Cossiga, demandant pour les condamnés le bénéfice de la loi sur les « dissociés » de la lutte armée.

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL.
PARIS-POINTE-A-PITRE
ALLER-RETOUR
A PARTIR DE 2 700 F

166 BD DU MONT-PARNASSE 75014 PARIS 42 73 10 64

Nouvelles Frontières

سكنا من الامم

14 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987 • 300

POUR L'EUROPE PERCER LES PYRENEES C'EST AUSSI IMPORTANT QUE DE TRAVERSER LA MANCHE.

Certains projets font couler plus d'encre que d'autres. Allez donc savoir pourquoi.

Bien sûr, personne ne cherche à nier l'importance d'un tunnel sous la Manche. Mais sur la route de l'Europe, d'autres barrières se dressent qu'il faut vaincre. Les Pyrénées par exemple.

Cette Frontière Sauvage constitue un véritable mur entre France et Espagne. Un mur qui freine cruellement les échanges entre deux pays désormais frères en économie.

Voilà pourquoi le département de l'Ariège a décidé d'agir en lançant le projet du tunnel du Puymorens. La Communauté Européenne a adapté l'idée. Les Ariégeois aussi puisqu'ils la plébiscitent à 80 %.

Les instances nationales, elles, hésitent encore.

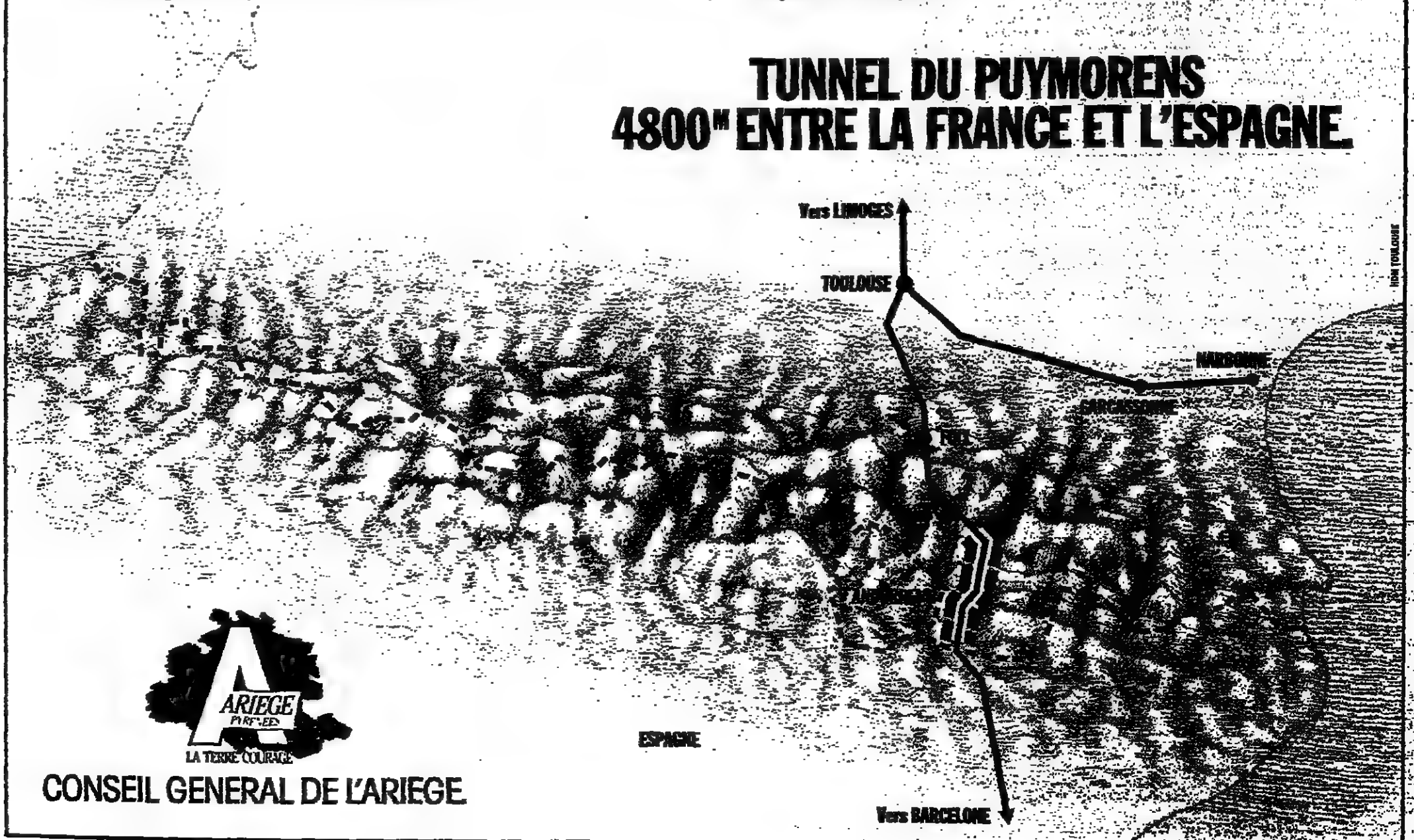
En Ariège, on n'a pas l'habitude de laisser dormir les bonnes

idées. Alors, soutenu par la population et par ses partenaires institutionnels et économiques, le Conseil Général de l'Ariège a pris une grande et sage décision : créer une société d'économie mixte pour financer les travaux. Le tunnel du Puymorens doit être percé. Malgré tout !

Il a fallu beaucoup de temps pour que le tunnel sous la Manche devienne réalité. Quatre ans à peine suffiraient pour que, à l'ouverture des Jeux Olympiques de Barcelone en 1992, tout le monde puisse en quelques minutes passer de France en Espagne. Par le tunnel du Puymorens.

* Sondage réalisé par KH² Conseil sur un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population ariégeoise du 16 au 19 septembre 87.

TUNNEL DU PUYMORENS 4800" ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.



CONSEIL GENERAL DE L'ARIEGE

Société

MEDECINE

L'affaire du Comité d'éducation pour la santé

Le président du conseil d'administration du CFES démissionne

Plusieurs faits nouveaux sont intervenus dans l'affaire du Comité français d'éducation pour la santé (CFES).

A l'issue d'une séance de plus de onze heures, le docteur Claude Rosenfeld a démissionné. Le 17 décembre, de son poste de président du conseil d'administration du CFES. Les membres du conseil avaient auparavant vivement déploré que le rapport de l'inspection générale des affaires sociales, en cause la gestion du président démissionnaire, le docteur Bernard Serrou, ainsi que le contre-rapport rédigé par ce dernier, ne leur aient pas été remis. Selon un administrateur, il avait été reproché au docteur Claude Rosenfeld, qui reste membre du conseil, d'avoir été incapable d'obtenir du ministre de la Santé une communication de ces documents. On devrait connaître le nom de son successeur dans trois semaines.

D'autre part, le conseil d'administration a appris que le ministère de

la Santé avait décidé d'allouer au CFES une rallonge budgétaire de 6 millions de francs (prélevée sur le budget de la direction générale de la Santé), afin de combler le déficit d'environ 7 millions de francs qui avait empêché la poursuite des campagnes en cours. Grâce à cette rallonge et à la reconduction des crédits de 1987 pour les premiers mois de 1988, le CFES pourra achever la campagne SIDA en cours et sans doute commencer la campagne antitabac prévue pour le 1^{er} novembre. Cette rallonge contredit les affirmations du docteur Serrou selon lesquelles, à son départ, les caisses du CFES étaient encore largement pourvues.

« On a purgé le passé et on espère partir sur des bases nouvelles », conclut, à l'issue de la réunion, un administrateur, n'insistant pas pourtant qu'il y ait des conclusions définitives de l'enquête de l'IGAS. Le conseil d'administration puisse se porter partie civile. Le nouveau

délégué général, M. Alain Piquet, a présenté des mesures destinées à améliorer la transparence financière dans la gestion du CFES. Tous ces projets, fait exceptionnel dans cette enceinte, ont été approuvés à l'unanimité. A l'avenir, il se pourrait que les actions incitatives entreprises par le CFES à la demande du ministère de la Santé figurent sur des budgets séparés de celui du CFES. « On y verra ainsi plus clair », commente un administrateur.

Tentative de cambriolage

Mécontente, paraît-il, de la démission du docteur Rosenfeld, Mme Barzach risque d'avoir d'autres soucis avec cette affaire : un épisode pour le moins curieux de « cambriolage avorté » n'a en effet pas été porté à la connaissance du conseil d'administration alors que cela aurait dû être fait. Le dimanche 22 novembre, le chauffeur du docteur Serrou se rend au CFES pour prendre les clés de sa voiture. Il devait aller à l'aéroport chercher l'ancien délégué général, qui avait rendez-vous avec M. Guy Berger, directeur du cabinet de Mme Barzach. Quelle n'est pas sa surprise de découvrir dans les locaux du CFES un homme dont le visage était masqué par une cagoule. Sous la menace d'une arme, le chauffeur est assis à table avec du spermidol. Son mystérieux agresseur s'enfuit.

Le temps de se débarrasser de ses liens, le chauffeur prévient la police, qui ne découvre aucune trace d'effraction ni, apparemment, aucun vol. L'agresseur, visiblement, connaissait bien les lieux. Une plainte a, semble-t-il, été déposée, mais sans que les membres du conseil d'administration du CFES en soient informés.

Enfin, on a appris que, dès le 18 novembre dernier, le docteur Serrou avait mis sa démission « à la disposition du RPR ».

FRANCK NOUCHI.

AERONAUTIQUE

Alliance
MBB-Aérospatiale
dans les technologies modernes

La société française Aérospatiale et la société allemande Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) ont conclu, jeudi 17 décembre, un important accord de coopération dans le domaine des technologies modernes, qu'il s'agisse de l'espace, du transport civil ou des matériaux nouveaux.

Déjà, les deux entreprises collaborent étroitement à la fabrication de l'Airbus, à celle d'un hélicoptère de combat, à la construction de missiles tactiques, de satellites et du lanceur Ariane, au sein de consortiums spécifiques (par produits) ou de groupements d'intérêt économique (GIE). A ces différents programmes, civils ou militaires, sont associés plusieurs partenaires européens.

Dans le cas présent, Aérospatiale et MBB forment un véritable axe industriel et technologique, de part et d'autre du Rhin, qui doit faire de leur alliance le premier groupe mondial en matière de coopération spatio-aéronautique.

Les domaines retenus pour cette collaboration à long terme sont : les systèmes de transport spatial (l'avion hypersonique AGV ou le successeur du projet Héron dénommé STS-2000) ; les infrastructures orbitales, habitées ou automatisées (au-delà de la station Columbus) ; les satellites scientifiques et d'application (dans les domaines de l'observation de la Terre ou des étoiles) et les matériaux de technologie avancée (qui devraient remplacer, un jour, les composites actuels, les Kevlar ou les carbone-carbone).

Tant à l'Aérospatiale que chez MBB, on n'hésite pas à expliquer que ce renforcement de la coopération, au-delà de l'an 2000, est, en fait, le résultat d'une volonté politique, technologique et industrielle de deux entreprises européennes, majeures et chefs de file dans leur propre pays, pour se coordonner dans les études avancées des futurs systèmes de transport spatio-aéronautiques.

American Airlines.
Vols quotidiens jusqu'à New York. Et plus loin.

Embarquement tous les jours de Paris-Orly. Réseau de correspondances* vers plus de 200 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes. Dont San Juan, Saint-Domingue, Puerto Plata et Saint-Martin.

FAMILLE

M^{me} Barzach annonce des mesures pour améliorer les conditions de l'adoption

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la Santé et de la Famille, devant présenter, vendredi 18 décembre, au Conseil supérieur de l'adoption, un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions et les mécanismes de l'adoption.

L'une d'entre elles consiste à ramener le Conseil supérieur de l'adoption, organe consultatif créé en 1975, qui n'a pas été réuni ces dix-huit derniers mois. C'est donc un conseil nouveau version, comprenant moins de membres et avec une meilleure représentation des autorités locales, qui étudie les propositions de décrets du ministre.

1) Profitant de la décentralisation, M^{me} Barzach clarifie les conditions d'habilitation. Cette dernière devra être demandée au président du conseil général du département dans lequel se trouve l'association et dans chacun des départements où elle intervient. Les associations et œuvres s'occupant d'adoption internationale devront demander une habilitation à la mission interministérielle qui va être créée à la fin du mois, et dont le siège sera au ministère des affaires étrangères, 23, rue Lapérouse.

2) Cette mission interministérielle ne sera que progressivement opérationnelle début 1988. Elle sera composée d'un représentant du ministère de la Justice, des affaires sociales et des affaires étrangères. Sa mission sera d'informer les familles et les associations sur l'adoption à l'étranger, de suivre les dossiers d'adoption en vue de l'attribution des visas, et de l'habilitation des organisations.

RELIGIONS

La mort du cardinal Alfrink

Le père du « modèle » catholique néerlandais

Le cardinal Bernard Jan Alfrink est mort, le jeudi 17 décembre à Utrecht (Pays-Bas), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Le nom du cardinal Alfrink symbolise la période mouvementée de l'histoire récente de l'Eglise catholique néerlandaise, l'une des plus marquées par le renouveau conciliaire, mais qui a aussi connu le plus de conflits aigus avec le Vatican.

Archevêque d'Utrecht de 1955 à 1976, primate de l'Eglise des Pays-Bas, il avait d'abord été, à l'instar de son Eglise, un conservateur bon teint.

Au concile (1962-1965), il joua comme l'un des dix présidents un rôle important, et, dès son retour de Rome, en 1966, lança le fameux concile pastoral des Pays-Bas, unique au monde. De là naîtra dans le catholicisme le « modèle » néerlandais, fondé sur la remise en question du système hiérarchique d'autorité, l'ouverture aux laïcs de tous les ministères, le mariage des prêtres, etc.

Le cardinal Alfrink fit l'objet de maints rappels à l'ordre de la part de Rome. Il avait quitté son poste d'Utrecht en 1975, et avait été remplacé par le cardinal Willebrands. Mais la « reprise en main » de l'Eglise néerlandaise a vraiment commencé avec Jean-Paul II, convoquant à Rome en 1980 un synode extraordinaire tous les évêques de ce pays. Elle est appuyée par une stratégie de nomination d'évêques particulièrement conservateurs.

H. T.

REPÈRES

Collèges

Grève
le 19 janvier

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC) a appelé, les PEGC et les instituteurs des sections d'éducation spéciale (SES) à observer une journée de grève, le 19 janvier, en faveur d'un allègement de leurs horaires. Par opposition à un décret de mars 1988 qui prévoyait de généraliser les 18 heures pour les PEGC, le plan Monory prévoit de maintenir durant cinq ans les 21 heures qui sont actuellement le lot de 30 % des PEGC, trois de ces heures étant payées à l'avenir en heures supplémentaires. Plus généralement, les responsables du SNI prévoient une rentrée 1988 difficile et souhaitent que l'amélioration de la situation des lycées ne se fasse pas au détriment des collèges. Dès la rentrée, ce syndicat lancera des actions en faveur de l'école maternelle et de l'aide psychopédagogique.

M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI, a, d'autre part, vivement critiqué les mesures gouvernementales récentes en matière d'éducation et particulièrement le plan Monory, considéré comme « un coup de bluff » qui risque d'augmenter le poids de la hiérarchie et d'aggraver les chocs entre l'école et le second degré.

Espace

Tir retardé
pour Discovery

La reprise des vols de la navette spatiale américaine, fixée au 2 juin 1988 pourrait subir un nouveau retard de deux semaines. Les services de la NASA craignent en effet de ne pas être prêts à la date prévue au lancement de la navette Discovery, dont le tir avait été précédemment retardé au mois de février 1988. Du fait de la lourde charge de travail des équipes, les calendriers ont glissé et le directeur du centre spatial Kennedy (Floride), M. Forrest McCartney, a rappelé récemment qu'il ne disposait pas du personnel nécessaire pour assurer la maintenance des trois navettes spatiales à la fois — Columbia, Discovery et Atlantis — dont dispose la NASA.

Moins de crédits pour la NASA

Le budget alloué à la NASA pour 1988 au projet de station spatiale habitée a été limité à 425 millions de dollars, soit 342 de moins que ce qui avait été réclamé. L'Agence spatiale américaine s'est cependant déclarée « encouragée » par le budget, car elle craignait une réduction plus importante encore. Le véritable test pour ce projet gigantesque de plus de 20 milliards de francs, auquel les Européens participent financièrement, si une place de choix leur est faite — aura lieu l'an prochain, la NASA prévoyant de réclamer 1,8 milliard de dollars pour l'année fiscale 1989.

Recherche

M. Maxime Schwartz
directeur de l'Institut Pasteur

M. Maxime Schwartz a été nommé, jeudi 17 décembre, directeur de l'Institut Pasteur, par le conseil d'administration de l'établissement. Il remplace M. Raymond Dedond, dont le mandat arrive à expiration. Jusqu'à sous-directeur de l'Institut, M. Schwartz était en concurrence avec le professeur Luc Montagnier. Sans doute le conseil d'administration a-t-il préféré nommer un scientifique rompu aux pratiques de l'administration et laisser ainsi à M. Montagnier toute liberté pour poursuivre ses recherches sur le SIDA.

[Né le 1^{er} juin 1940 à Blois (Loiret-Cher), M. Maxime Schwartz est ancien élève de l'Ecole polytechnique. Il a été parmi les premiers « X » — avec M. Philippe Lazare, actuellement directeur général de l'INSERM — à s'orienter vers les sciences de la vie et à préparer une licence mixte physique-biologie. Entré à l'Institut Pasteur en 1963, il a été l'élève du prix Nobel Jacques Monod. En 1972, il a été nommé chef de l'unité de génétique moléculaire, fonction qu'il occupe toujours. Il a dans le même temps mené carrière au Centre national de la recherche scientifique. Parallèlement à ses travaux scientifiques, M. Schwartz a longtemps été membre du conseil scientifique de l'Institut Pasteur, chef du département de biologie moléculaire, chargé de mission auprès de la direction, avant d'être nommé, en octobre 1985, sous-directeur.]

EDUCATION

Le PS rejette le « plan Monory »

Le Parti socialiste rejette en bloc le « plan Monory » pour l'avenir de l'éducation (le Monde du 16 décembre). M. Laurent Fabius, secrétaire national du PS chargé de la formation et de l'éducation, avait choisi le cadre symbolique de l'appartement décanal du centre universitaire du Panthéon (université Paris-I), jeudi 17 décembre, pour riposter à l'offensive du ministre de l'éducation nationale.

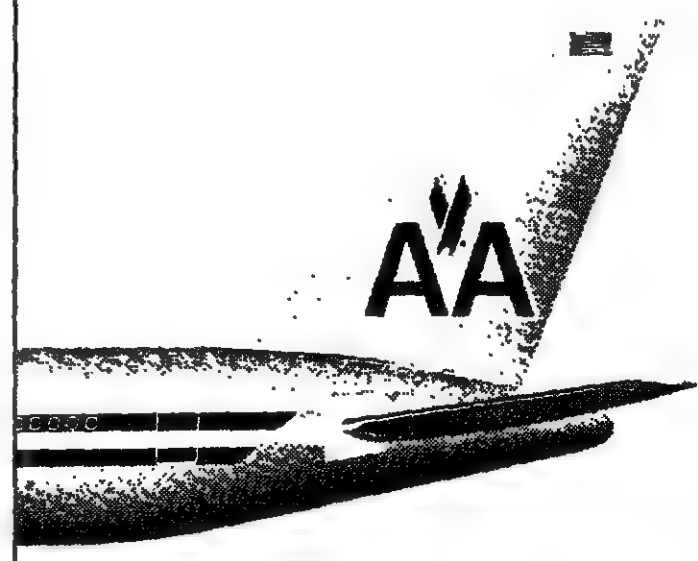
« Préparé sans réelle concertation, présenté à quelques semaines de l'élection présidentielle pour chercher à faire oublier un bilan, ce rapport de fin de mission donne le sentiment d'être surtout un document de rattrapage », a déclaré l'ancien premier ministre.

M. Fabius a bien concédé que le « plan Monory » contenait « certaines observations intéressantes », mais elles sont éclipsées à ses yeux par « cinq faiblesses fondamentales » : il fait « l'impasse sur l'enseignement supérieur », il s'engage pas le gouvernement, il additionne « fausses prévisions » — 74 % au niveau du bac en l'an 2000, au lieu de 80 % — et « vraies carences » — est-il prévu pour cinq ou sept ans ? Il s'aborde pas de front « la lutte contre l'échec scolaire et la gestion des contenus d'enseignement », enfin il « contredit l'action menée par le gouvernement depuis deux ans ».

En écho, M. Fabius a rappelé les propositions du PS (le Monde du 11 novembre), qui prévoient un collectif budgétaire pour 1988, un « plan d'urgence » pour 1988-89, puis une loi de programmation pour la dernière décennie du siècle, préparée par une concertation, et dont la durée — dix ans — dépasse volontairement le cadre d'un septennat.

Pour sa part, M. Michel Rocard, tout en saluant le « courage » qu'il y a à annoncer un effort de 25 milliards pour l'éducation nationale, a estimé, mercredi 16 décembre, que le « plan Monory » témoignait d'une « approche fermée » de l'éducation, isolée des formations universitaires et continues, et « ne se ramenait malheureusement qu'à un plan de plus, à inscrire dans la sous-catégorie la plus détestable et la moins efficace : celle des plans électoraux ».

American Airlines.
* En liaison avec notre partenaire American Eagle. Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.



سكنا من الاجل

Le Monde SPORTS

FOOTBALL : avant la trêve du championnat

Les promus se sont bien tenus

Dès la vingt-quatrième journée disputée ce week-end, le championnat de France s'interrompt jusqu'au 20 février 1988. L'AS Monaco abordera cette longue trêve hivernale en position de leader, poursuivie par Bordeaux et le Maitre-Racing. En bas du tableau, Brest et Le Havre sont les plus

menacés par la relégation, mais plusieurs équipes sont concentrées par la place de barragiste.

Pour la descente en deuxième division comme pour les places européennes, rien n'est joué. La première partie du championnat a été

marquée par l'inconstance des performances des clubs présumés favoris — les joueurs du Loto sportif ont eu malades occasions de s'en plaindre, — par un nivellement certain des valeurs et par le bon comportement des trois clubs promus : Montpellier (6^e), Cannes (8^e) et Nîort (12^e).

de la confirmation, est la plus difficile. Enfin, selon Jean Fernandez, le nivellement enregistré cette saison entre les équipes pourrait avoir une cause technique. « Soumis à de lourds enjeux, les entraîneurs ont de plus en plus le souci de l'organisation défensive, dit-il. A cause de

« **N**ous sommes mauvais. » Après la défaite du PSG contre Nîort au Parc des Princes la semaine dernière, Francis Borelli, le président du club parisien, ne pouvait que constater l'évidence : Paris-Saint-Germain vivra les deux mois de trêve dans les affres. L'équipe fringante qui dominait la compétition il y a moins de deux ans erre en fin de classement. Deuxième en début de championnat, elle a peu à peu sombré, en même temps que son jeu se liquéfiait.

Autre favori, l'Olympique de Marseille n'a-t-il pas gâché ses chances de qualification pour une coupe européenne l'an prochain en concédant contre Lille sa seconde défaite à domicile ? « Franchement nul », se lamentait Gérard Banide, l'entraîneur marseillais, contestant par le comportement de sa pléiade de vedettes multimillionnaires, Brest, hormis le Maitre-Racing, enfin payé de ses efforts exorbitants, les gros déprimés et les équipes plus modestes pevalent. Plusieurs fois bousculés sur leur terrain, les Girondins de Bordeaux peuvent en témoigner : il n'y a plus de respect pour les nantis.

Cette année, le championnat est saisi par l'instabilité. Les outsiders habituels — Auxerre, Nantes, Metz, — renforcés par Saint-Etienne, n'y sont pas étrangers. Mais le bon comportement des trois clubs promus ajoute à la confusion. Montpellier et Cannes se retrouvent à égalité de points avec l'OM, et les Chamois niortais, tout en marquant le pas après un début de saison tonitruant, s'apprêtent à hiberner douillettement au milieu du tableau. Une telle réussite d'ensemble des équipes issues de deuxième division est rare.

Elle est d'autant plus surprenante que ces clubs ne paient pas les gros salaires pour le haut niveau. Nîort venait de passer d'une traite, presque sans prendre le temps de respirer, de la quatrième à la première division. Cannes, après avoir ferraillé au cours d'interminables barrages, dut surmonter une grave crise présidentielle, avant de s'élancer dans la course avec le plus faible budget de première division. Seul Montpellier, instruit par une première expérience malheureuse en 1981-1982, était préparé. Mais sans pour autant faire figure d'épouvantail.

Pour Patrick Parizon, trente-sept ans, l'entraîneur de Nîort, « le nivellement des valeurs tient au nouveau calendrier ». Un match

Contrat historique



Diego Maradona peut courir, sauter, tirer sans arrière-pensée. Le contrat qu'il vient de signer avec Naples jusqu'en juin 1993 serait, selon son imprésario, Guillermo Coppola, « le plus fabuleux de toute l'histoire du football ». L'accord entre le prodige argentin et le club napolitain aurait été conclu sur la base de 67 millions de francs.

lement. Jean Fernandez, trente-trois ans, l'entraîneur de l'AS Cannes, avance une autre explication : « Le niveau de jeu s'est resserré entre les équipes qui jouent les premiers rôles en deuxième division et celles du milieu de tableau en première division. Avant, il y avait une grande différence, alors qu'aujourd'hui des joueurs de qualité n'hésitent pas à aller dans des clubs ambitieux de division II. La qualité de jeu s'en ressent. Ainsi, je suis sûr qu'une équipe comme Montceau, si elle montait, aurait son mot à dire. »

Entraîneur à Montpellier-La Paillade, Pierre Mosca, quarante-deux ans, a observé que « les promus bénéficient chaque fois d'une dynamique de la victoire accumulée pendant la saison précédente : ils poursuivent sur leur lancée ». Toutefois, pour l'avoir vécu naguère avec Rennes, il prévient : « La deuxième année, celle

cette option, il n'y a plus de matches faciles. »

Nîort, Cannes et Montpellier avaient abordé le championnat avec le même objectif : se maintenir. Aux deux tiers du parcours, ils font les comptes avec plus ou moins de sérénité. Pour les Chamois, l'embellie de l'été n'a pas duré. Ils atteignent la trêve avec soulagement. Avec 22 points, ils respectent certes leur tableau de marche, mais l'effectif plutôt restreint a besoin de se reposer une santé. Pour Patrick Parizon, il n'y a pas de comparaison possible avec Montpellier par exemple, « qui s'est donné d'autres moyens que nous, avec un recrutement beaucoup plus huppé ». Le Brésilien Julio Cesar, embauché à prix d'or, mais aussi Rust, Laurey, Cubaynes, Laros.

Pour Pierre Mosca, « la qualité du recrutement est la raison principale de la réussite montpelliéraine. Pas seulement à cause de la

Travail de fond

L'AS Cannes étant secoué par un mémorable combat de chefs au moment où les autres clubs poussaient leur recrutement, Jean Fernandez opta pour la sécurité : « Ne pas changer le groupe » et « s'appuyer sur des joueurs d'expérience ». Sous le soleil de la Côte d'Azur, Alain Moizan et Albert Emont ont notamment retrouvé leurs jambes de vingt ans. Tous les talents de jeune entraîneur cannois ont été incorporés avec bonheur : les recrues arrivées au championnat : Polanski, puis Pilorgue, puis Lacoste, enfin Bruno Bellone. Au total, cette équipe de circonstance composée de vieux briscards produit un football plein de fraîcheur. Contre Montpellier, dont le jeu est également spectaculaire, cela a donné samedi 12 décembre l'un des meilleurs matches de la saison et un score de moins en moins courant sur les terrains de l'austérité footballistique : 4 à 2.

Cannes mettra la trêve à profit pour, selon son entraîneur, « progresser dans tous les domaines du jeu, car de la qualité du jeu dépendent les résultats ». En fait, il s'agit de faire le travail de fond qui n'avait pu être mené à bien en début de championnat à cause de la brève trêve de l'intersaison. Pour les trois entraîneurs, c'est un deuxième championnat qui commence le 20 février. « L'effet de surprise ne jouera plus », reconnaît Jean Fernandez. « Pas question de repartir la fleur au fusil, prévient Patrick Parizon. Désormais tout le monde se méfie de Nîort. »

Pierre Mosca est ouvertement optimiste : « Au risque de paraître prétentieux, dit-il, la hampe de la relégation ne nous effleure plus. Personne ne peut nous prendre notre capital points. Si nous sommes tranquilles en championnat, nous pourrions nous consacrer à la Coupe de France, une épreuve qui plaît beaucoup dans la région. » Si Patrick Parizon et Jean Fernandez ne dévient pas de leur modeste objectif — le maintien, — il n'est pas nécessaire de pousser l'entraîneur de Montpellier dans ses rebranchements pour qu'il avoue une petite ambition européenne, soit par le biais de la Coupe, « soit directement si nous battons Bordeaux ce samedi », dit-il. Simple détail qui n'effraie plus les promus : le match a lieu à Bordeaux.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : finale de la Coupe Davis

La surprise indienne

Pour la cinquième année consécutive, l'équipe de Suède va disputer la finale de la Coupe Davis. Logique puisque les joueurs sélectionnés par Hans Olsson — Wilander, Edberg, Nyström et Jarryd — sont collectivement, en simple comme en double, les plus solides du circuit. En fait, il serait très étonnant que la « bande à Mats » ne s'attribue par la quatrième fois le prestigieux saladier d'argent.

La véritable surprise est la présence à Göteborg des joueurs indiens pour disputer cette finale. Il a fallu un concours de circonstances assez exceptionnel pour

que Vijay Amritraj, désormais plus producteur de cinéma que joueur de tennis, et Ramesh Krishnan, toujours dans l'ombre portée de son père Ramanathan, en arrivent là : la défaite de l'Argentin Martín Jaite en dépit de quatre balles de match, l'extorsion donnée aux joueurs israéliens de se rendre à New-Delhi, la blessure de l' Australien Pat Cash. Mais les Suédois n'ont pas l'intention de laisser la moindre chance à leurs adversaires : spécialistes du gazon, les Indiens devront se produire sur un court en terre battue construit spécialement à leur (mauvaise) intention.

SKI NORDIQUE : Coupe du monde

Locomotives hors les rails

Le Suédois Torgny Mogren est un adepte du pas de patineur. C'est ainsi qu'il a remporté les 12 et 15 décembre les deux premières étapes de la Coupe du monde de ski nordique. Mais le style ne fait toujours pas l'unité.

sur rythme régulier du pas alternatif, ha-ha du classique.

« Dans ces conditions, je ne vois pas comment j'aurais pu rivaliser avec Mogren, Svane et les autres », affirmait l'Italien. Il est l'un des rares à tenir un langage aussi tranché. Absent de La Clusaz, son compatriote Maurizio De Zolt, champion du monde sur 30 kilomètres en technique libre, adopte aussi cette attitude, mais dans l'autre registre.

LA CLUSAZ

de notre envoyé spécial

D'après la saison dernière, la Coupe du monde de ski de fond est disputée pour moitié par épreuves en style libre, tandis que la technique classique est jugée pour l'autre moitié. La Clusaz, les cent soixante-dix fondueurs engagés pouvaient laisser libre cours à leurs déhanchements sur les pistes simplement damées.

Ce ski de fond sans traces aura principalement servi au Suédois Torgny Mogren, vainqueur du 15 kilomètres devant son compatriote Gunde Svane, et à la Norvégienne Marianne Dahlbom, la plus rapide sur le parcours de 5 kilomètres sous la pression de la Finlandaise Jaana Savolainen.

À l'issue de ces succès parfaitement légitimes, certains ont déploré de services de leurs adversaires, la cinquième-neuvième place de l'Italien Marco Albarello retient l'attention. Agé de vingt-sept ans, le Valdostain de Courmayeur a concédé 3 minutes et 44 secondes à Torgny Mogren. Albarello est pourtant le champion du monde en titre de la distance depuis le mois de février à Oberstdorf (RFA), mais en technique classique.

Malgré sa défaite dans le stade des Confins, l'élégant Transalpin sourit : « Je suis venu en touriste, histoire de me dégoûter les jambes et de voir mon entraînement. L'année dernière à la même époque, j'étais chez moi dans la vallée de Cogne, j'avais pris le ski-canoë-dévaloir et cela ne m'avait pas empêché de gagner la médaille d'or deux fois et deux fois d'affilée. »

Depuis qu'il a trouvé de la neige, soit en Scandinavie, soit sur les glaciers italiens, Marco Albarello n'avait effectué que quatre épreuves et tests en utilisant le pas de patineur, genre de base de la technique libre. En revanche, en arrivant en Haute-Savoie, il venait d'aligner 2 100 kilomètres en vingt-six jours.

Estimant avoir suffisamment affronté de données, Mario Azzita, fort de l'avis de son groupe d'entraîneurs, estime que la spécialisation est inévitable et que tôt ou tard toutes les nations se rendront à cette raison. Au moins en ce qui concerne les meilleurs athlètes, ceux qui visent les médailles.

Traditionnelles et modernistes

Les entraîneurs scandinaves tiennent un langage confus lorsqu'on leur demande de prendre position. Originairement pays de tradition, ils ont résisté fortement à l'officialisation de la technique libre intervenue il y a maintenant deux ans. Ils l'ont acceptée contraints et forcés, tout en sachant la prendre efficacement à leur compte. Aujourd'hui, ils s'efforcent de saisir le ski de fond par les deux bouts, estimant que la sanction d'un classement général comme celui de la Coupe du monde représente tout autre valeur que celle d'une course d'un jour, même gratifiée du label olympique.

L'attitude de Marco Albarello et celle, en contrepoint, de Torgny Mogren, autre champion qui se veut, lui, des deux écoles, marquent que les Jeux de Calgary, ceux d'Albertville en 1992 devraient, au train où évolue le ski de fond depuis 1985, consacrer l'existence de deux familles bien distinctes de spécialistes convaincus.

LIBERT TARRAGO.

Plus vite, moins cher!



Avant les hausses de fin décembre et de janvier! pour un meilleur prix, Rendez-nous visite!

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole France 93200 ST DENIS ☎ 48.21.60.21 4, rue de Chateaudun 75003 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde SANS VISA

RÉQUIÉ : Coupe du monde
motives hors les rails

Ne pas inquiéter
le voyageur,
ne pas déplaire
aux gouvernements
en place :
les guides
ont souvent du mal
à cerner
les réalités
des pays
qu'ils décrivent.



Ci-dessous :
« La dictature sanglante
et grotesque des colonels »
en Grèce.
Mais seulement après 1974...

Ci-contre :
Le mot *apartheid* n'est plus
officiellement employé
en Afrique du Sud
depuis les réformes
en cours...



Guides touristiques et trous de mémoire politiques

par Michel
Castaing

TOURISME et politique
font rarement bon ménage.
Le divorce est évident lorsque
éclatent des conflits
armés : le Liban, l'Irak,
l'Iran, l'Afghanistan ont, depuis
longtemps déjà, disparu des catalogues
des tours-opérateurs et des
éditeurs de guides. L'insécurité
éloigne plus sûrement le vacancier
que les risques de cyclones ou de
tremblements de terre : la France
elle-même en a fait la coquette mais
sévère expérience après les attentats
de septembre 1986.

Des destinations comme Haiti,
les Philippines, le Yémen du Sud,
le Cambodge, le Nicaragua ou la
Corée du Nord sont, aujourd'hui,
aventurées. Les voyageurs sont
rares à où séjournent des régimes
repousseurs comme en Libye, au
Chili et en Afrique du Sud.
D'autres pays ont carrément
fermé leurs portes aux visiteurs
comme l'Angola, le Laos et, tout
récentement, le Tibet, ou les laissent
entrer en compte-gouttes
comme l'Albanie, le Venezuela, la
République populaire de Mongo-
lie.

Les éditeurs de guides touristi-
ques sont, naturellement,
confrontés de leur compte des
soubresauts de la planète. Au fil
des ans et des événements, des
titres meurent (Liban) ou renaissent
(Algérie, Corée du Sud). En
France, un éditeur, pourtant, fait
fi des conjonctures. Les turbu-
lences du monde n'ont d'influence
ni sur son rayonnement ni sur ses
rayonnages. Guerre ou pas, dicta-
ture ou non, Louis Nagel pour-
suit, inlassablement depuis bien-
tôt soixante ans, le but de toute sa-
vie : réaliser une collection de
guides — pardon : d'« encyclopé-
dies de voyages » — telles qu'il les
nomme — qui « couvrent » le
globe entier.

A près de quatre-vingts ans, il
dit, en touchant le bois de son
bureau : « J'espère bien y parve-
nir ». Sur son planisphère, où
figurent en rouge les ouvrages
publiés et en hachures rouges et
blanc les titres en préparation, il
ne reste plus que deux grosses
taches blanches (l'Australie et
l'Argentine) et quelques autres,
plus petites, disséminées çà et là.
« Sa fierté 1987 est d'avoir, le pre-
mier, terminé un guide de l'Alba-
nie (à paraître). Et sa vision du

tourisme est large, puisque sa col-
lection (traduite en anglais et en
allemand) s'enorgueillit d'une
encyclopédie de voyage sur la
Lune.

Les contingences internatio-
nales sont des cas de forces
majeures pour l'éditeur spécialiste.
Mais, parallèlement, la littérature
touristique se mêle-t-elle de politi-
que ? Question saugrenue pour la
plupart des gâteaux et imprime-
urs : la vocation première d'un
guide est de conseiller des itiné-
raires, de décrire des monuments
et des sites, de dépeindre la faune
et la flore, de sélectionner la cour-
vert et le gris. Rien à qui soit de
nature politique.

Quel génocide arménien ?

Il n'y a guère, concèdent-ils,
que la présentation générale du
pays (histoire, économie, culture,
etc.) qui pourrait donner matière
à controverse. Encore cette partie
est-elle très inégalement dévelop-
pée selon les collections : volumi-
neuse chez Hachette (Guides
bleus) et Nagel, consistante chez
Arthaud et Fodor, volontairement
succincte chez Michelin (Guides
verts), qui se déclare « sans ambi-
tion faussement culturelle »,
bâclée chez d'autres. Et puis évo-
quer la Grèce antique, le temps
de pharaons et des croisades n'a
rien de compromettant.

Comme dans la plupart des
manuels scolaires — auxquels les
condensés historiques lus dans les
guides empruntent beaucoup, —
la période contemporaine, évi-
demment plus délicate à relater,
est souvent broyée à grands traits
officiels. Les éditeurs parlent,
eux, de « stricte neutralité ».
L'expression revient comme un
leitmotiv. La meilleure preuve,
Louis Nagel pense la déte-
nir : « Mon siège social est à
Genève », dit-il avec un sourire
désarmant.

En fait d'apologisme, beaucoup
de directeurs de collections prati-
quent d'abord la politique du non-
dit, confondent neutralité et
silence. Quand le rappel d'un évé-
nement risque de déplaire à tel ou
tel gouvernement — et, partant,
de compromettre la bonne diffu-
sion du guide, — on l'occulte.
Exemple flagrant : la Turquie et
le génocide arménien de 1915,
que les autorités d'Ankara ont
toujours nié.

On ne fera pas de procès
d'intention aux ouvrages qui,

manifestement, se désintéressent
de l'histoire turque en général, le
guide Visa (Hachette) s'arrêtant
même au dix-septième siècle...
Mais, parmi ceux qui la détail-
lent, seul le Guide bleu retrace
correctement les faits. Sans écrire
le mot « génocide », il indique :
« L'offensive russe en Anatolie
orientale (1914-1915), appuyée
par les Arméniens, valut à ceux-ci,
lors de la contre-offensive turque
d'été 1915, une terrible
répression et des déportations en
masse vers le sud-est de la Tur-
quie, au cours desquelles périrent
de nombreuses victimes ».

Nagel, qui publie un long cha-
pitre intitulé « Histoire des
Turcs », n'y fait aucune allusion,
tout comme Marcus Jencz Afri-
quo (dont le secteur guides a été
repris en 1985 par les éditions du
Jaguar) annonce : « Pour l'his-
toire moderne et contemporaine
de la Turquie, nous rappelons les
dates importantes. » Dans le
tableau qui suit, 1915 n'apparaît
pas. Arthaud mentionne la guerre
grecque-turque, mais ne souffle pas
mot des Arméniens.

Le Maroc et la question du
Sahara occidental sont traités dif-
féremment. Un guide peut diffi-
cilement, dans ses textes et sur ses
cartes, éluder un problème de
frontière, sauf à titiller l'astuce
commodore du flou géographique.
Jaguar s'en tient aux tracés éta-
blis par Rabat. Le Guide bleu, qui
expose longuement la situation,
indique, lui, que le Front Polisario
est « organisé en république indé-
pendante [...] membre de l'OUA
et reconnue par soixante-deux
pays » et que, « ces deux der-
nières années, le Maroc a subi de
sérieux revers diplomatiques tant
au sein de l'OUA que de l'ONU ».

Pour le guide M.A., « des puis-
sances étrangères tentent de saper
les intérêts de Rabat dans la
région et le roi est obligé de sup-
porter une guerre larvée, que ni
lui ni le pays ne désirent ». M.A.
ne cache pas sa sympathie pour
Hassan II, « fin diplomate », doué
d'une « intelligence réaliste » et
d'une « culture moderne », qui
font de lui « un homme ouvert au
dialogue ». Si le Guide bleu criti-
que, assez vivement, la condition
faite aux femmes dans le royaume
chérifien, seul Fodor fait allusion,
en termes précautionneux, aux
prisonniers d'opinion : « L'évolu-
tion politique et intellectuelle de
la nation n'est pas toujours allée
sans quelques mesures, dont le
rapport avec la véritable démo-

cratie est lointain. » Cependant,
s'empresse d'ajouter l'auteur, les
élections de 1976-1977 ont, à cet
égard, marqué un net progrès.

Fodor, en revanche, donne
cette version de la tuerie de la
place des Trois-Cultures, le
2 octobre 1968 à Mexico : « Les
étudiants manifestaient. La
troupe se tenait à portée pour
maintenir l'ordre, quand des
coups de feu éclatèrent. L'officier
chargé des opérations tomba le
premier. Dans les heures qui
suivirent, il y eut des dizaines de
tués et de blessés. Un incident
pareil, les Mexicains, dans leur
ensemble, préféreraient
l'oublier. »

Les trois cents morts de Mexico

Provocation étudiante, inci-
dent, oubli... Voilà comme on
écrit l'histoire. Trois cents morts !
Avec d'autres, Gallimard (Car-
navales du voyageur, traduits de
l'américain) rapporte, bien sûr,
que, ce 2 octobre-là, la place des
Trois-Cultures « fut le théâtre
d'un massacre d'étudiants par la
police et l'armée [...], des cen-
taines de morts, ensevelis dans
des tombes anonymes ».

Le Guide bleu, lui, va plus loin
en donnant deux explications à
cette sanglante journée. La pre-
mière paraît plausible. Elle sug-
gère que ces affrontements ont eu
lieu « en écho au mai parisien »
et, « comme eux, furent peut-être
provoqués par la recherche
confuse de nouveaux équilibres
sociaux ». La seconde, en revan-
che, laisse perplexe : « Mais il est
toujours possible de croire d'une
façon transcendante, comme
Octavio Paz (écrivain), que ce fut
le tribut payé au maintien de
l'ordre cosmique, une manière de
vivre l'histoire comme un rite. »
Quoi qu'il en soit, on est loin,
à travers ces différents exemples,
de l'image purrante fonctionnelle
que l'on pourrait se faire des
guides touristiques.

Alors, apolitiques, ces « compa-
gnons de route » ? Neutre, le
guide Nagel de la Roumanie (édi-
tion 1986), qui rend hommage à
Nicola Ceausescu en mettant en
avant le « rythme rapide de déve-
loppement » de l'industrie, les
« investissements de l'Etat consi-
dérablement accrus » dans l'agri-
culture et les « mesures pour
l'intensification de la paysanne-
rie » ? Seulement « oubli », le

guide Visa (Hachette), qui indi-
que que le Hoangho Jao Kader
est « à la tête des affaires depuis
1956 », sans parler des événe-
ments de Budapest ? Seulement
incomplet, le guide Nagel (édi-
tion 1987) qui arrête son histo-
rique de la Pologne au voyage de
Jean-Paul II dans son pays natal
(1979), et pour lequel le général
Jaruzelski et Solidarnosc n'exis-
tent pas encore ? Seulement
enthousiaste, le guide Marcus de
New-York, qui invite à « aller
saluer les maîtres du monde » ?
Simplement informatif, le guide
Arthaud (édition 1984) qui
signale comme un progrès que le
mot « apartheid » « n'est plus
officiellement employé en Afri-
que du Sud depuis les réformes
en cours », et surtout que l'apar-
theid « s'applique à des domaines
strictement délimités, qui sont la
résidence, l'obligation de classifi-
cation, l'éducation, le travail, la
fréquentation des lieux publics,
la sexualité et le mariage ».
Strictement délimités...

« Les éditeurs sont pratique-
ment toujours du côté du man-
che », remarque abruptement un
libraire spécialisé. Il faut être une
institution comme le Guide bleu
dans ses autres collections touris-
tiques — pour faire preuve d'une
réelle liberté d'esprit, et, comme

l'indique Marie-Pierre Levallois,
directeur littéraire, il est arrivé,
en Afrique du Nord par exemple,
qu'un titre soit mal et que des
exemplaires soient confisqués à
des voyageurs au passage en
douane. Ou alors il faut être, à
l'autre bout de la chaîne, un petit
auteur-éditeur en tous points indé-
pendant, comme Jacques Klein
(éditions Jika), pour ne pas
s'autocensurer et traiter, avec un
humour souvent décapant, des
questions épineuses : ainsi peu de
guides décrivent la condition
noire aux Etats-Unis, comme le
sien sur « La Floride et le Vieux
Sud ».

On ne saurait affirmer qu'entre
les deux il n'existe pas d'auteurs,
d'éditeurs politiquement hon-
nêtes, et, compte tenu des cer-
taines de titres qui sont proposés
sur le marché, cette approche ne
prétend pas être exhaustive. Et
puis certains n'abordent pas, ou
très peu, la vie politique contem-
poraine, considérant que l'utilisa-
teur, pour ce faire, bien d'autres
sources d'information. A moins de
chercher la petite bête politique
sous les vieilles pierres ou les nap-
perons, leur lecture ne peut être
« interprétée ».

(Lire la suite page 18.)

FRANTOUR TOURISME • SPÉCIAL GROUPES • vous propose pour 1988

- des forfaits d'un à plusieurs jours à destination de la France et de l'étranger.
- des séjours dans les résidences-hôtels FRANTOUR.

POUR DES GROUPES DE 30 PERSONNES MINIMUM

- des programmes très attractifs à des prix très intéressants, tels que :
 - par avion, une semaine de séjour à l'hôtel-club « VERVEDA » « Grèce » au départ de PARIS, basse saison, 2495 F par personne.
 - par train, une semaine à NAJAC, au départ de PARIS, en période bleue, basse saison : 2070 F par personne.
 - croisière sur le RHIN
 - croisière en Méditerranée, au départ de SÈTE (7 jours au Maroc) : de 3765 à 4690 F par personne.

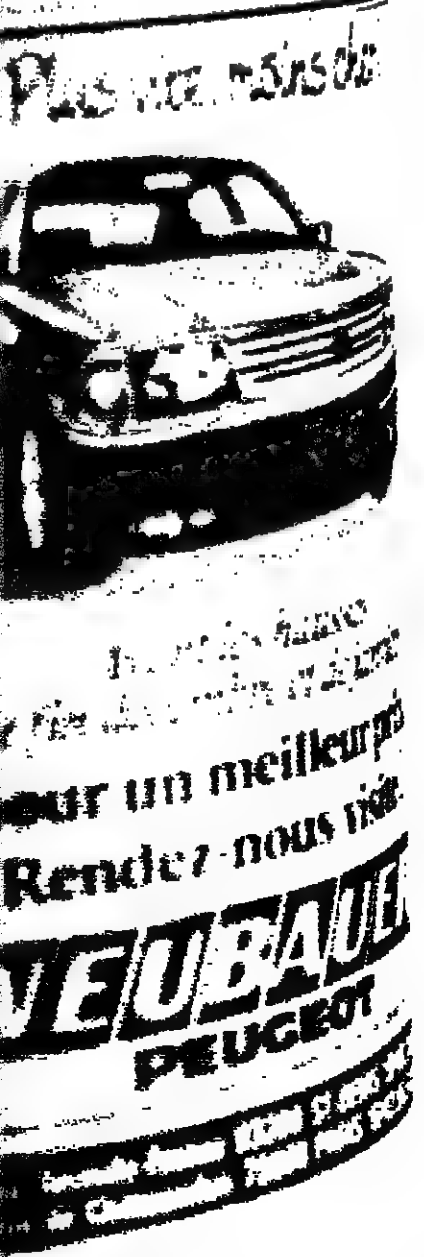
POUR DES GROUPES DE 50 PERSONNES MINIMUM

- par train, 7 jours au Tyrol, au départ de PARIS (1^{re} et 13 juin, 17 et 29 septembre 1988), 3350 F par personne.

POSSIBILITÉ DE DÉPART DE TOUTES LES GARES SNCF

ENSEIGNEZ-VOUS

- dans les agences FRANTOUR TOURISME,
- par correspondance : BP n° 62 98 - 75362 - PARIS CEDEX 08
- par téléphone : (1) 45-63-03-14



سكزا من الاحل

18 Le Monde sans visa • Samedi 19 décembre 1987

ENQUETE

GUIDES ET POLITIQUE

(Suite de la page 17.)

Michelin est dans ce cas. Ses Guides verts (2,8 millions d'exemplaires vendus en 1987) sont d'abord centrés sur les régions françaises et, parmi les douze titres étrangers, seul le Maroc aurait pu être un sujet « sensible », si la question sahraïenne n'avait été traitée en deux lignes sèches. Liés à l'image du pneumatique, les Guides verts préfèrent garder les roues sur terre, et, si Michelin a une orientation générale, c'est, comme l'assure Alain Arnaud, son chargé de relations extérieures, « d'être lu par les non-spécialistes, sans que les spécialistes trouvent à redire ».

Dans un style radicalement différent — c'est-à-dire littérairement — et sa collection « L'Europe des villes rêvées » ne prêtent pas non plus le flanc à la critique politique : des « guides intimes », selon la formule d'Henri Dougier, directeur des éditions. Un écrivain par ville, des sensibilités diverses, mais qui parlent — bien — du mur de Berlin ou du printemps de Prague.

Quelle est, avec le fait d'être vendu, la finalité d'un guide, sinon d'inciter à aller visiter le pays dont il parle ? Et comment décider le candidat au voyage, sinon en lui présentant la meilleure image ? De même que certains magazines goniment systématiquement, sur les photos de

leurs pages touristiques, les nuages qui pourraient assombrir « un ciel de rêve », de même certains guides masquent les aspects déplaisants de la réalité, surtout dans le domaine politique. S'il est aujourd'hui facile de dénoncer, avec M.A. et les autres, « la dictature sanglante et grotesque des colonels » en Grèce, combien l'ont fait dans les années 1967-1974 ? D'une façon générale, les pouvoirs en place sont, pour le moins, ménagés. Les conditions qui président à la réalisation et à la vente d'un guide l'expliquent.

Informateurs officiels

Tous les éditeurs n'emploient pas des auteurs maison, comme Michelin et ses « reporters » qui courent incognito, ou des équipes d'universitaires et de chercheurs, comme Hachette pour ses Guides bleus. Tous n'engagent pas des journalistes pigistes qui, soit dit en passant, sont, sauf exception, deux fois moins payés que dans la presse.

D'abord, les traductions figurent en grand nombre dans les catalogues français, de Gallimard à Arthaud, et, par exemple, Lonely Planet, collection anglaise renommée, fait chaque année un tabac à la Foire du livre de Francfort. Le lecteur français subit ainsi, sans toujours le savoir,



Quelle version donner du Maroc et de la question du Sahara occidental ?

une sensibilité qui n'est pas la sienne. Mais ce n'est pas le plus important.

Plus révélateur est le fait que beaucoup d'ouvrages collectifs, rédigés sous la direction d'un « coordinateur » attaché à la maison d'édition, résultent du travail d'informateurs officiels —

« jusqu'au chef de l'Etat », dit même Louis Nagel : un fonctionnaire d'ambassade, un membre d'un bureau de tourisme ne vont pas — surtout s'ils apparaissent au « générique » du livre — dénigrer le pays dans lequel ils travaillent. Encore moins les ressortissants de ce pays : les guides de l'URSS, par exemple, sont presque tous faits par des Soviétiques francophones.

Quant à la promotion des guides, l'aval et le canal des offices de tourisme étrangers installés à Paris, liés à leurs gouvernements respectifs, sont souvent déterminants : ces offices achè-

tent, quand le guide leur agréé, un certain nombre d'exemplaires et orientent la lecture de leur clientèle. Des offices (et des ambassades) sont plus chateaux que d'autres sur le chapitre politique. Des éditeurs résistent aux pressions, d'autres pas.

Tous les bouleversements politiques ne sont pas défavorables au tourisme : l'ouverture de la Chine a été une bénédiction pour les voyageurs et les éditeurs de guides. Globalement, l'expansion du tourisme est telle, depuis quelques lustres, que les collections ont plutôt tendance à foisonner : on en compte environ trente en France, dont certaines regroupent plusieurs dizaines de titres, auxquelles il faut ajouter une floraison de guides thématiques sur l'Hexagone (châteaux, musées, randonnées, villes d'affaires, neige et montagne, gîtes ruraux, etc.), de guides culinaires, de

livres de voyages et quelque quarante ouvrages disséquant Paris.

Sait-on, par exemple, qu'il n'existait pas, en 1975, de guide français du Népal ? Aujourd'hui, on en recense sept, avec un tirage moyen de sept à huit mille unités : plus de cinquante mille exemplaires montrent donc le chemin de Katmandou, alors que seulement dix à douze mille Français se rendent chaque année au Népal. Certes, une même personne peut acheter plusieurs guides et ceux-ci sont aussi vendus en Belgique ou en Suisse, mais c'est dire que la concurrence est rude.

Cette concurrence s'exerce plus sur des terrains techniques et commerciaux — format, lisibilité, renseignements pratiques, cartes, prix de vente, etc. — que dans le domaine politique ou même culturel. Le lecteur lui-même prête-t-il véritablement attention aux commentaires ou aux silences politi-

ques ? La clientèle intellectuelle des librairies de voyages, comme l'Astrolabe, l'Itinéraire ou l'Ulysse, n'est pas un très bon baromètre, car elle recherche d'ordinaire des ouvrages plus « pointus » que les guides. Et l'abondant courrier que reçoivent les éditeurs comporte essentiellement des remarques matérielles.

Un guide n'est pas, il est vrai, ni comme un livre classique, en commençant par la première page. On y pioche au gré de sa curiosité, selon ses besoins. Et le voyageur moyen se frotte, aujourd'hui, à l'intérêt plus aux rencontres, aux modes de vie modernes, qu'aux vestiges des civilisations : ce qui explique, outre leur prix, le succès de publications comme le Guide du routard (Hachette), avec son ton particulier, deux fois plus acheté (400 000 exemplaires) que le Guide bleu. Mais est-on aussi sûr que ce voyageur soit, comme les éditeurs « apolitiques » le pensent, plus sensible à Mendon au prix d'une tortille qu'à ce qui s'est passé place des Trois-Cultures ?

La profession estime assurément, avec Roselyne de Ayala, directrice des éditions Arthaud, qu'il ne servirait de rien qu'un guide soit interdit. Mais le lecteur ne demande pas la mort du petit éditeur. Un réajustement de courage politique lui suffit.

MICHEL CASTANG

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. de 1 pers. à 2 pers. 1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F 4 sem. L.A. (sauf juin, juil., août, sept.). Tél. 93-61-68-36.

06500 MENTON

HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-66-64.
Prix mod. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Dépliant sur dem.

Forfait soleil à l'HOTEL-VILLA NEW-YORK***
TV conf. Tél. direct. TV cab. Jardin. Parc. clos. A part. de 1150 F pour 7 j en 1/2 pers.
Tél. 93-35-78-69

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Majesté Best Western***
Hôtel de charme très mod. calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-56 — Tél. 476418.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plais. centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne

VALLÉE DU QUEYRAS

Ski de fond, ski alpin, réduction janvier, détente soleil, vue panoramique.
HOTEL LE CHAMOIS***
LOUIS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (16) 92-45-83-71

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Station village des Hautes-Alpes
1750-2580 m
Dans un parc régional naturel. 300 jours de soleil par an. Ski alpin, ski de randonnée, ski de fond. Hôtels-restaurants, location skis et gites.
Rens. OFFICE DU TOURISME
Tél. (16) 92-45-83-72

05480 SAINT-VÉRYAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rlp. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-02
Chamb. - studio - cuisine-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

38250 VILLARD-DE-LANS (Vercors)

HOTEL**
Belle vue - LE PRE FLEURY - dans un cadre reposant, ski ou villégiature.
Tél. 76-95-18-96.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

MAS DE GARRIGON***
LE PETIT HOTEL DE CHARMES DU LUBÉRON
Espace gourmande. Passez-y un séjour ou un week-end cet automne.
Tél. 96-05-63-22.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CH-3825 GRACHEN/VALLÉE ZERMATT

HOTEL BEAU-SITE***
Chambres, douche/w.c. Libre du 6 au 13 février. Pleine pension 62 FS, 1 enfant moins 6 ans gratuit.
Pistes et équipement formidables.
TGV Paris-Lausanne-Brig.
Tél. 1941-28-5626-56, M^{re} WILLNER.

TOURISME

Ferme de la Besse XV^e siècle

SÉJOUR SKI DE FOND

Sur le haut plateau ardéchois
7 jours pension + encadrement + matériel 1200 à 2000 F
DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-38-80-64 — MÉJEAN Gérard,
07510 USCLADES RIUTORD.

SKI DE FOND

(HAUT-JURA)

Yves et Liliane, la quarantaine, vous accueillent (12 personnes max.) dans une ancienne ferme du XVIII^e siècle confortablement rénovée. Chambres avec salle de bains, table d'hôte, cuisine et pain maison, ambiance sympa. Tarif tout compris : pension complète + vin + thé à 17 heures + moniteur et matériel de ski, de : 2080 F à 2480 F personnes/semaine, selon période.
Tél. (16) 81-38-12-51.

Vers un épanouissement individuel et social



**YOGA-ÉNERGIE
RELAXATION
RÉGÉNÉRATION**
43-31-65-88

SKIEZ MOINS CHER!



36 15 ACE
INFOPRIX-NEIGE

HÔTELS, LOCATIONS
REMONTÉES MÉCANIQUES
ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION, DE LA CONCURRENCE ET DE LA PARTICIPATION

PARIS-MARRAKECH 1420F A/R*
TOULOUSE-DAKAR 2000F A/R*

*Prix à partir de

**Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.**

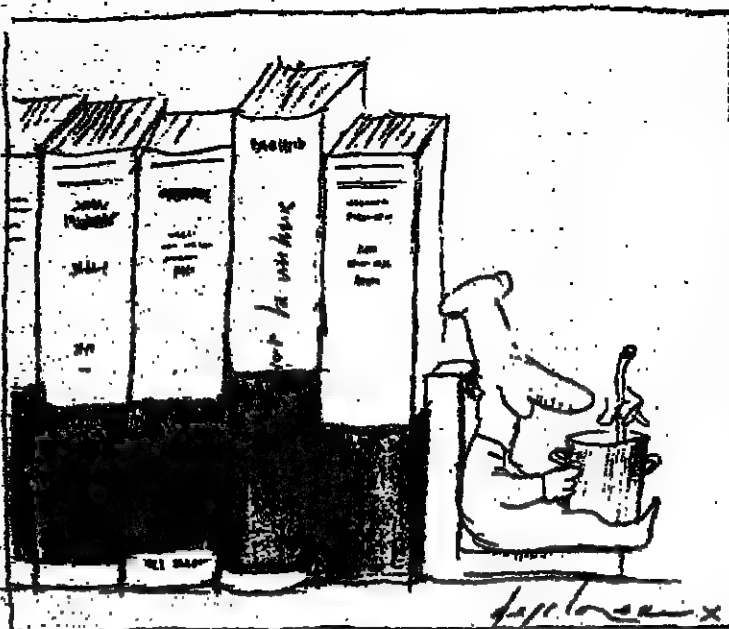


SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 7 : 47 05 01 95 /
AIX : 42 26 04 11 / GRENOBLE : 76 54 64 09 / LILLE : 20 57 58 62
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

LA TABLE Drouant 1880-1987

En 1880, un certain Charles Drouant, venu d'Alsace, se rendait acquiescer d'un modeste café-tabac à l'angle des rues Saint-Augustin et Gaillon. Vouant esthétiquement sa table à la cuisine de la mer, il s'imposait vite tant par la qualité des produits que par la sagesse de ses prix. Drouant fut bientôt le rendez-vous des journalistes et des écrivains. Et c'est peut-être d'un dîner chez lui, où le vieux Goncourt rencontre Clemenceau, Eugène Carrière, Jean Ajalbert et Gustave Geoffroy, que naquit l'Académie Goncourt. C'était le 30 octobre 1894. Vingt ans plus tard, le 31 octobre 1914, le prix Goncourt était décerné ici, mais dans un restaurant agrandi, une maison embellie, avec des caves étendues jusque sous les immeubles voisins et bien propres à accueillir le fameux bûche de blanc des académiciens.



Après des hauts et des bas, l'achat par de nouveaux propriétaires et une fermeture de presque un an (du prix Goncourt 1986 au Goncourt 1987, décerné le 16 novembre dernier), voici un Drouant tout neuf, un Drouant restructuré, importants travaux : une seule entrée (place Gaillon), avec à gauche le grill, à droite le restaurant, en face l'escalier menant aux salons du premier (le second étage a été supprimé pour

permettre de rebasculer le premier de 80 centimètres). Décoration Art déco dans les tonalités grises lumineuses. Habillés de gris, eux aussi, les deux portiers géants, l'hôte-vestiaire Monique, les serveuses du grill et leur jolie maître d'hôtel (faudrait-il dire maître-tesse ?) Mouzès, le barman, les serveurs et maîtres d'hôtel. Reconstitué, le fameux salon avec

son lustre à pampilles de cristal, la table ronde à nappes damassées et les fourchettes gravées au nom des successifs titulaires des dix fauteuils.

Pour ce Drouant à la fois « new-style » et éternel, il fallait un nouveau chef. C'est James Barou, que l'on est allé chercher à Châteaufort où il avait conquis roques et étoiles. On doit tirer son mouchoir, il-bas, car ce gaillard aime

son métier, cherche la qualité et, enfin, n'a malheureusement la grosse tête. Une trouvaille !

C'est pourquoi, dans les salons et au restaurant, vous découvrirez les merites de l'enroulé de merlan au persil plat huile de truffes, les langoustines rôties accompagnées de gâteaux de canard confits, le croustillant de cuisses de grenouille à l'ail doux et anis, le turbot sauce verjus, la fricassée de homard aux pâtes fraîches, le dos de lapereau rôti aux épices, la fricassée de rognon et ris de veau au vinaigre, etc. Le plateau des fromages va être revu (ou plutôt le fournisseur changé !), ce qui est bien. Les desserts sont de qualité. Belle carte de vins millésimés et quelques vins honnêtes à moins de 100 F. Comptez ici 450/500 F.

Mais il y a le grill ! (avec deux « 1 », pour faire anglais !). Avec en premier les coquillages (surtout pas Dandot qui notait, du temps du « papa » Drouant : « Les huîtres y sont, je ne sais pourquoi, meilleures et plus fraîches que partout ailleurs » ?), la salade de gésiers et le saumon fumé « maison », les œufs bédictine et la soupe de moules aux poireaux avant la « voiture » (pièce de bœuf rôlée ou au gros sel béarnaise - il n'y manque que le Yorkshire pudding !), trois fromages du jour, de beaux desserts, des vins qui peuvent être servis « au verre ». Comptez 300 F.

Enfin, sachez que Drouant (place Gaillon, 2, tél. 47-42-56-61) est fermé samedi et dimanche, et que l'on y accepte Carte blanche, American Express et Diners.

LA REYNÈRE.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

MÉRIBEL... Les J.O.

Venez juste.
« Placements plaisir »
à partir 10000 F/m².
Régularité élevée.
Jean ROBERT, tél. 61-22-61-22.

Investissez dans l'île de Ré
à 150 m de la mer - à Rivadour
30 charmantes résidences insulaires
bioclimatiques dans un coin de verdure
« LE VILLAGE DE L'OMBRE DES PINES »
T. 2, T. 3, avec patio et jardin
prix à partir de 350 000 F + 3 % frais
livraison juin 88.
Cabin Gaudin - 4, quai Duperré - La Rochelle
Tél. : 46-41-22-91 et 46-41-42-97

GASTRONOMIE

Rise droite

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française
est aussi novatrice.
35, rue du MONTMARCHÉ
(près de la place Vendôme)
Réservation : 42.58.27.18
Tous les dimanches

TEL PICADOR

« Pour moi le meilleur restaurant espagnol de Paris, le plus sûr en tout cas, s'appelle EL PICADOR » (F. Grandjean)
MÊME DIRECTION DEPUIS 30 ANS
RÉVEILLON SAINT-SYLVESTRE
550 F (Apéritif-vins-service)
Ambiance - Côtillons - Danse
80, bd des Batignolles (17)
Tél. : 45-57-28-67

CARNAVAL CHEZ PLUMEAU

LA REVUE LA PLUS ENSOLEILLÉE DE PARIS
Danses - Exotisme - Réve
Une soirée de variété - Une cuisine de qualité
DINER DANSANT ET SPECTACLE
Place du Tertre (Montmartre) - Réservation : 46-06-75-67

OFFREZ-LUI UN BOUQUET, MEME A 3 HEURES DU MATIN

LE BAYERN
La grande brasserie
française de Paris.
Pâtis de zort, charcuteries.
Salades de 10
à 150 couvertes.
Place du Calvaire
Réservation : 42.33.48.44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie
de la nuit.
Vins de renommée
et de renommée.
10 bis, place de Clugny
Paris 9^e
Réservation : 48.79.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie
française.
3, place du 18-Juin-1940
Paris 9^e
Arrivez tôt
Réservation : 43.45.44.42

MIETTES

● Réveillons à Paris : Chez Alain Morel (123, av. de Wagram, tél. 42-27-61-50), un somnolent dîner prolongé le 31 décembre (700 F). A la Table d'Avance (12, place d'Anvers, tél. : 26.26.66.66), un menu de Saint-Sylvestre, de l'apéritif aux mignardises accompagnant le café : 500 F. Aux Cabillots (84 bis, rue de Valenciennes, tél. : 45.75.82.82), menu-dégustation avec six plats, Eric Robrecht, une bouteille de champagne par convive : 250 F. Enfin, à la Fontaine (28, Champs-Élysées, tél. : 42.25.14.72), un réveillon du 31 décembre très italien (mais la champagne, sera française), de la table à la musique et au chant Ruffino (495 F).

● « La Cuisine lyonnaise » : le célèbre livre de Méthieu Valère, introuvable, vient d'être réédité par Champion-Slaktine. André Mure, adjoint à la culture à la mairie de Lyon, qui l'a préfacé, le dédicace

SEMAINE GOURMANDE

Louis Landès

Je crois l'avoir signalé. Hervé Ruman a délaissé son Croquant du quinzième arrondissement pour reprendre Louis Landès, dans le quatorzième, abandonné par Georgette Descot.

A la carte, les foies gras froids ou chauds, le portefeuille de saumon au piment d'Espelette, le magret gros sel, les souris de gigot d'agneau et leur jus d'ail nouveau (les viandes, ici, viennent de chez Jean et Claude, les excellents bouchers du 304, rue Lecourbe), un cressonnet rafraîchissant, et des desserts qui nous font souvenir qu'Hervé Ruman fut longtemps un des adjoints de Christian Constant, d'où vient également son pâtisier Patrie. Cave intéressante de vins de pays : méditerranéen 1986 à 90 F, par exemple. Comptez 250 F avec un menu à conviction.

● LOUIS LANDES, 157, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 46-43-08-04. Fermé le dimanche. AE, DC, CB.

Auberge du Champ-de-Mars

Une vraie petite salle d'auberge provinciale et coquette, un jeune chef, une carte assez copieuse dont j'ai apprécié l'émulsion de haddock aux pousses vertes (46 F) et le confit de pommes à l'ail en chemise (86 F), mes voisins se régalaient de l'œuf cocotte au roquefort (35 F), d'un remarquable pavé d'agneau à la compote d'oignons (88 F), de la tulpie de glace caramel (35 F), 125 du moult vireilles 1985 (200 F) et du rully rouge (115 F) de chez Sotest. Comptez 250 F à 300 F.

● AUBERGE DU CHAMP-DE-MARS, 18, rue de l'Exposition, 75007 Paris. Tél. : 45-51-78-08. Fermé samedi midi et dimanche. L.R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MONTLOUIS A.O.C.
Pour connaisseurs
Vin blanc sec. 1/2 sec.
Méthode et méthode champenoises.
Vente sur commande.
A. CHAPEAU, vigneron.
15, rue des Alpes, Hameau
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

CHATEAU ROSE SAINTE-CROIX
L'ESTRAC-MÉDOC
Directeur de la propriété.
Tél. 56-72-04-00.
Cantonnements spécialisés
pour commandes groupées.
PH. PORCHERON
33460 MARGAUX

CLOS LABARDE
SAINT-ÉMILION GRAND CRU
Tarif et documentation sur demande à :
Jacques BAILLY, propriétaire-vigneron.
« BERGAT », 33330 SAINT-ÉMILION
Tél. 57-74-40-26 et 57-74-43-39.

MERCUREY A.O.C. Vins directs
Tous sur commande. Tél. 85-57-19-06. Domaines
de Commerce, L. Mouton, 71500 MERCUREY.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANS-CHES
VENTUR, 51200 EPERNAY. T. 25-58-48-37
Vin vieilli en fût. Tarif sur demande.
Drape 1982 de « Récepteur » Médaille d'argent.
cuvées sélectionnées, MONTEN, 1986.

LE LIVRE LE PLUS ÉTOILÉ DE L'ANNÉE.

VERGÉ
LES FÊTES
MOULIN

Prix Cuminsky en France, Joker d'or en Belgique, Spécial Merit en Angleterre, Tastemaker Award aux États-Unis.

Roger Vergé, LES FÊTES DE MON MOULIN, 320 pages, 23 x 30, 137 illustrations en couleurs. Photographies de Pierre Hussenot. Relié sous jaquette, 350 F.

Flammarion

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates	Françaises Traditionnelles	Lyonnaises	Bresiliennes	Indiennes-Pakistanaïses	Italienne
ARTOIS ENDRE ROUZEYROL , 13, r. d'Artois, P. 42-25-61-10.7/m². dim.	RELAIS BELIMAN , 37, r. Flandre-P., 47-34-42. Jours 22 à 30. Cuisine algérienne. Fermé samedi, dimanche.	LA FOUR , 2, rue Clément (6 ^e), F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	O BRASIL RESTAURANT DISCOTHEQUE , 43-54-98-56. 10, rue Guisard, 75006 PARIS (St-Germain-des-Prs).	BARA DARI , 18, rue Lestellier, 15 ^e . 45-79-63-52. F. dim.	L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 45-89-06-15. F. dim. dim. 45-89-06-15. F. dim. lun. 45-48-07-22. R.S. à part. 17 h. Couscous, Pastilles, Tagines de Zohra Merzouzi depuis 1963. C. blanc.
BOURGUIGNONNES	FRUITS DE MER ET POISSONS	SARLADAISES	DANCAISES ET SCANDINAVES		MAROCAINES
CHEZ FIZEROT , 18, rue H. Maréchal, 45-85-47-14. 2. rue, dim. Cuisine lyonnaise.	LA BONNE TABLE , F. sam. dim. 42, r. Flandre-P. Spéc. POISSONS.	LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 45-22-23-42. Cuisine 90 F. Conf. 90 F.	FLORA DANICA , 1 ^{er} étage. 10, rue du Champ-de-Mars, 43-54-98-56.	MAHARAJAH , 43-54-26-07. 7 Jours sur 7.	LA BONNE TABLE DE FES (ex-AISSA) 5, rue Sainte-Benoite, 6 ^e . 20 h à 0 h 15. F. dim. lun. 45-48-07-22. R.S. à part. 17 h. Couscous, Pastilles, Tagines de Zohra Merzouzi depuis 1963. C. blanc.
BRETONNES	NOÛL : dîner prolongé.	SUB-OUEST	ETHIOPIENNES		
TY COZ , 25, r. St-Georges, 45-78-42-95. F. dim. Jours 22 à 30. Cuisine bretonne.	ST-SYLVESTRE : 700 F + vin (jeu hab.).	LE PICHET , 174, r. Ordener, 46-27-45-21. F. Jours 22 à 30. Cuisine bretonne. P.M.R. 130 F.	ENTOTO , 45-47-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Doro, Biryani, etc. av. l'Inde.	SERVICE NON-STOP , 23 h à 30. Vend. sam. j. l. h. Cadre luxueux.	VIETNAMIENNES
PAELLA	LA CLE DU PÉRICORD , 38, rue Croix-des-Petits-Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Env. 250 F à 300 F.	LE REPAIRE DE CARROUCHE , 47-00-25-46. 1, boulevard des Filles-du-Calvaire (17 ^e). F. sam. midi, dim.	LE HONGROIS DE PARIS , 18 PAPRIKA, 43, r. Pétion, 5-43-51-65-66. Cuisine húngare de Budapest. 12 h. min.	KOH-I-TOUR , Tél. 47-66-56-74. Fermé dimanche.	NEM , 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légitime. Grand choix de grillades.

JEUX

échecs

N° 1259

UN JEUNE ESPOIR

(Tournoi Open de Philadelphie, 1987)
Blancs : ROOT (USA)
Noirs : BJARNASON (Islande)
Débutants non-Islandais.

1. d4 C76 17. Th3! (n) e6 (n)
2. Cf3 g6 18. Th3! (m) e6d5
3. e4 Fg7 19. Dd5 Tt6
4. Cc3 0-0 20. Fxg5 Dd6 (n)
5. d4 d6 21. Fxg5 e4 (n)
6. Fd2 Cb-d7 (a) 22. Txe4! (p) dxe4
7. 0-0 e5 23. Fxh4+ Rh8 (n)
8. Td1 (n) h6 (c) 24. Fxh6 Txb6
9. Th1! (d) Cb5 25. Dxb6+ Dxb6
10. dxe4! (n) dxe4 26. Txb6+ (n) Rg8
11. h4 f5 (n) 27. Td6 e5
12. e5 Cg5 (n) 28. Ff5 Cb8
13. Cxg5 h5 29. Td8 Fxh5
14. Fg4+ Rg7 30. Txe8 axb4
15. dxe5 (n) gxf5 31. Te4 abandon (n)
16. Cd5! (n) Fd6 (n)

NOTES

a) 6...e5 est usuel.
b) Il est un peu tôt pour diminuer la tension centrale par l'échange des pions. Après 8. dxe4, dxe5; 9. Dd2, g6; 10. h3, Tg8; 11. Td1, Dd7; 12. Cc4, b6; 13. Fd2, Ff5; 14. Cc1, Fd7; 15. f3, Ta-c8; 16. Cd3, b5 la position est équilibrée (Bazagis-Hort, Sarajevo, 1972). Les Blancs ont le choix entre plusieurs combinaisons, 8. Td1; 8. Fd3; 8. Dd2 et même 8. e5.
c) On poursuit généralement par 8...g6; 9. Ff1, a5 ou exd4. Le coup du texte fait partie du répertoire de ceux qui

cherchent à éviter les sentiers trop connus de l'Est indien; l'idée est curieuse; il ne s'agit pas seulement de prévenir un clouage en g5 mais de contre-attaquer sur l'aile - R via Cb7 - Cg5, d'écarter une pionnière sur le pion e4 en libérant le Fg7. Bien qu'un tel plan ait déjà été joué par Kasparov lui-même, par Vaganian et Nunn, sa substitution aux lignes classiques éprouvées n'est pas prévisible.
d) 9. Ff1 semble une réponse stéréotypée qui entre dans le jeu de l'adversaire; par exemple, 9...Cb7; 10. Fd3, Cg5; 11. Cxg5, h5; 12. Dd2, g6; 13. Te-d1, g6; 14. Fd2, exd4; 15. Fxd4, Cb5; 16. Fd3, Fd6; 17. b3, Cd7; 18. Cd5, Cg5 avec un bon jeu pour les Noirs (Givi Seidman-Vaganian, Manille, 1981). Anderson trouva une bonne réplique contre Kasparov (Moscou, 1982): 9. Dd2. Après 9...Cb7; 10. dxe4, dxe5; 11. Fd3, Tg8; 12. Te-d1, Cb8; 13. g5, Cb6; 14. g6, h5; 15. Cc4, g5 la position est compliquée. Cependant, sur 9. Dd2, les Noirs ont encore à leur disposition la réplique 9...Cg5! Le jeune maître islandais choisit une voie simple et efficace.
e) Et non 10. Fd3, f5! avec les complications souhaitées par les Noirs. L'échange

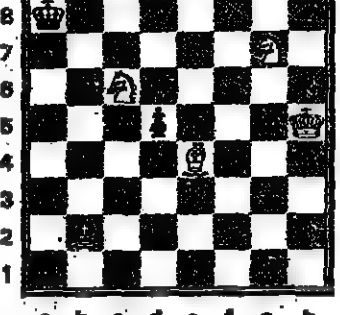
des pions centraux s'inscrit dans une stratégie claire: 10. dxe5; 11. b4 et 12. g5.
f) Une faute positionnelle qui va coûter cher aux Noirs. 11...Tg8; 12. g5, Cb8; 13. Fd3 (ou 13. Fg4, Cb6; 14. Fd3, g6; 15. Dd3, b6; Logunov-Vaganian, 1982), Cb6; 14. Dc1, Rh7; 15. Td1, g6; 16. Ca4, Dd7 est meilleur pour les Noirs mais encore favorable aux Blancs: 17. Dc2, Cb6; 18. Cb2, Cg4; 19. Cc4, Cxg5; 20. Fxh6, b6; 21. Cb6, Tg8; 22. Tf1! (Ponizs-Nicevsky, Patras, 1982). Ici, 14...g5 est peut-être préférable à 14...Rh7.
g) 12...f4 suivi de g5 était nécessaire, même si l'attaque des Noirs ne semble pas dangereuse.
h) En quelques coups, la situation de R noir est devenue extrêmement précaire.
i) Avec l'idée amusante de déviation: si 16...g6; 17. Cg7! Dxf7; 18. Dd5+, Fb6; 19. Fxg5, Tt6; 20. Fxh6.
j) Enlever le Fd3 blanc par 16...f4 ouvrirait la porte au F-R: 17. Dd5+, Fb6; 18. Fd3+.
k) Le passage de la T-D sur l'aile - R est décalé.
l) La seule chance des Noirs consistait dans la défense 17...Cb6. Si 18. Fxg5, Fxg5; 19. Th3+, Rg7; 20. Td5, g6.

Cependant, après 18. Cxh6+, Dxf6; 19. Fb2! les Noirs ne sont pas sauvés.
m) Une belle énergie.
n) Si 20...dxc4; 21. Fxh6, Rg8; 22. Tg3.
o) Perd rapidement mais le final, après 21...Tg6; 22. Fxh6, Txb6; 23. Fg8+1, Rxc8; 24. Dxb6, est gagnante pour les Blancs.
p) A noter le retard de développement des Noirs.
q) Ou 23...Rg8; 24. Fxh6, Txb6; 25. Dg3+, Dg7; 26. Fd5+, Rh7; 27. Txb6+.
r) Quatre pions pour le C sont amplement suffisants.
s) Toute résistance est vaine.
Solution de l'étude n° 1258.
M. Zilman, 1987
(Blancs: Ra8, Pa7, a4, d2, d3, e7, g6. Noirs: Rg7, Pd4, e6, g7, h6, h2.)
1. Se-C+1; Rg5!; 2. Cb4+, Ra7;
3. Rb6, h1=D; 4. a5=D, Dxc4;
5. Rxc6, Rxc6; 6. a5! Rg7!; 7. a6, e5!;
8. a7, e4; 9. dxe4, h5; 10. e5, h4; 11. e6, h3; 12. e7, h2; 13. e8=C+1, Rg8; 12. e7, h2; 13. e8=C+1, Rg8; 14. Cde+1, Ra7;
15. Rb6, h1=D; 16. a6=D, Dxc4;
17. Rxc6, Rxc6; 18. Rv7 mate.

ÉTUDE

N° 1259

T. GORGIEV (1959)



BLANCS (a) : Ra5, f4, g6 et f7.
NOIRS (b) : Ra8, f2, Pd5.
Les Blancs jouent et font mate.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1257

LE PODIUM DE ROSS

On parle peu d'Hugh Ross, qui est un des plus grands joueurs américains. Il a remporté le premier de ses trois titres de champion du monde en 1976 à Monte-Carlo, où s'était déroulée la Bermuda Bowl. Au cours des éliminatoires, dans le match Amérique du Nord-Australie, il avait gagné un chelem qui avait été chuté deux fois et réussi une seule fois (par l'Israélien Lev dans le match Israël-Hongkong).

Am. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
Ross Seres Paulsen Howard
1 ♠ passe 1 ♠ passe
2 ♠ passe 2 ♠ passe
3 ♠ passe 3 ♠ passe
4 ♠ passe 4 SA passe
5 ♠ passe 6 ♠ passe...
(1 Trèfle : au moins 17 points.)

Quest a entamé le 6 de Carreau. Le déclarant a pris avec le Valet du mort et a joué le 3 de Trèfle sur lequel Est a défaussé un Pique. Comment Ross, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TREFLE contre toute défense ?

RÉPONSE

Ross a mieux joué le déclarant australien Cummings, qui, à l'autre table, a tiré As et Dame de Cœur et a été coupé. Ross a estimé qu'il serait toujours temps d'affranchir les Cœurs, et il a battu quatre fois avant en prenant le Valet quatrième d'Ouest en impasse. Ensuite il a réalisé As et Dame de Cœur. Il avait l'intention, si les Cœurs avaient été répartis 4-2, de monter au mort à Carreau, puis de tirer le Roi de Cœur et de couper un Cœur pour affranchir le cinquième et l'utiliser grâce à la reprise de l'As de Pique. Cependant, lorsque Ouest ne fournit plus au second tour à Cœur, Ross ne perd pas espoir et il joue l'As de Carreau sur lequel il se rendit compte qu'Est était squeezed : ♠A 4 VR 9 6 ♠A ♠R 10 9 VR 10 7 ♠V 7 3 CR 10. Est ayant finalement défaussé un Pique, Ross tira l'As de Pique et

rejoua le 4 de Pique sur lequel tombent le Roi d'Est et la Dame d'Ouest (qui était seconde à l'origine). Sud reprit la main avec son dernier atout pour faire les deux Piques affranchis! Si Est avait défaussé un Cœur, Sud aurait affranchi le 9 en coupant...

Le puzzle de Lang

Les problèmes à quatre jeux, qui étaient très en vogue autrefois, sont de plus en plus rares dans les chroniques de bridge. La raison principale est qu'ils s'éloignent trop du bridge réel et que la solution complète prend en général trop de place. Voici cependant le problème le plus amusant de l'année 1984. Il a été composé par Julian Lang.

♠ 7 6 5 4 3
♥ 7 6 5
♦ 5 3 2
♣ ...
N O E S
♠ 7 6 5 4 3
♥ 7 6 5
♦ 5 3 2
♣ ...
D A R
♠ 7 6 5 4 3
♥ 7 6 5
♦ 5 3 2
♣ ...

Ouest entame Pique et Sud fait le PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense.

Les cadeaux de Noël

L'œil du maître
C'est le titre du dernier livre de Jean et Lébel. Ces deux grands champions français présentent aux éditions Le Rocher et en 220 pages (prix 98 F) une centaine de problèmes d'annonces et du jeu de la carte tirés de la chronique de bridge de la revue *Tout prévoir*. La présentation agrémentée de 16 photos est claire, mais on peut regretter l'absence d'une table des matières.
66 curiosités
On a présenté dans la chronique du 14 novembre cet ouvrage des deux champions suisses Bease et Begula. Edit. Le Journal de Genève (prix 70 F).
Testez votre bridge
Dans la collection « Testez votre bridge », J.-M. Roumiesco a traduit plusieurs livres du fameux expert anglais Kelsey, aux éditions Belford Bridge. Il les a réunis en trois volumes. Tome I : Jeux de sécurité-

Contrôle à l'atout. Tome II : Impasses-Jeux d'élimination. Tome III : Timing-Communication. Chaque ouvrage (prix 98 F) d'un grand format permet de se perfectionner dans les divers domaines du jeu de la carte.

Les clefs du bridge

Dans la collection intitulée « Les Clefs du bridge », (Edit. Grasset), Berthe et Lébel viennent de publier un nouvel ouvrage *Enchères - Jeu avec le Mort*, qui montre avec clarté comment il faut raisonnez.
Connaissance et Technique
Dans la superbe collection « Connaissance et technique », éditée par Denoël, José Le Deun a publié le *Bridge* (240 F). C'est une encyclopédie très complète et que l'Américain Kantor a qualifiée de « livre extraordinaire ».
PHILIPPE BRUGNON.
* Tous ces ouvrages sont en vente à La Boutique du bridgeur (28, rue de Richelieu, Paris-1^{er}).

dames

N° 316

GAMBIT SUR GAMBIT

Match Poya-Bas - URSS
septembre 1986

Blancs : A. Bajajkin (URSS). Noirs : P. Vornin (Pays-Bas). Ouverture : Bortolleg.

1. 33-28 17-22 (a) 22. 47-43 20-34
2. 28-17 11-22 23. 45-40 9-14
3. 39-33 6-11 24. 39-34 (i) 14-29
4. 35-30 20-25 25. 44-39 24-38
5. 34-29 (b) 28-23 26. 36-31 30-35
6. 32-27 23-28 27. 36-31 30-35
7. 37-36 15-20 28. 49-40 20-24
8. 41-37 16-21 29. 40-35 12-18
9. 37-31 8-13 30. 42-37 12-18
10. 46-41 20-25 31. 40-35 3-9 (j)
11. 41-37 15-20 32. 48-43 9-14
12. 37-31 10-15 33. 34-30 28-34
13. 40-34 20-24 34. 39-34 23-29 (i)
14. 43-39 (c) 15-20 35. 40-44 18-23
15. 33-28 4-10 36. 44-39 29-34 (i)
16. 38-33 18-21 (e) 37. 30-25 15-18 (m)
17. 42-38 (f) 10-16 38. 39-30 12-17 (n)
18. 44-40 (f) 24-19 39. 26-21 (o) 17-22
20. 48-43 20-24 40. 28-23 (p)
21. 35-44 (h) 14-20

NOTES

a) Inédite dans la rubrique « dames », cette réplique ne figure même pas dans le prestigieux traité « Art de jouer aux dames » de Rodolphe Cantalupo, et même dans les tendances actuelles, on ne se base pas sur cette voie. Sans doute le grand maître international néerlandais spéculait-il sur l'effet de surprise face à Bajajkin, GMI soviétique qui connaît quelques milliers de présentes pages sur la théorie. Pierre Lucot, fondateur, en 1945, de l'actuel organe de la FFJD, donne, dans son recueil de coups

pratiques, une suite gagnante pour les Noirs après 1-33-28 et 1... (17-22). Voici cette suite : 2. 28-17 (11-22); 3. 31-26 (7-11); 4. 34-29 (20-24); 5. 29-20 (15-24); 6. 39-33 (2-7); 7. 32-28 (12-17); 8. 40-34 (18-23); 9. 38-32 (13-18); 10. 43-38 (9-13); 11. 49-43 (10-15); 12. 34-30 livre, dans une application très simple, le coup du rochet (terme imagé); 12... (24-29); 13. 33-24 (22-33); 14. 38-29 (23-25); 15. 44-40 [Oul...]; 16. 38-29 (23-25); 17. 44-40 [Oul...]; 18. 38-29 (23-25); 19. 44-40 [Oul...]; 20. 38-29 (23-25); 21. 44-40 [Oul...]; 22. 38-29 (23-25); 23. 44-40 [Oul...]; 24. 38-29 (23-25); 25. 44-40 [Oul...]; 26. 38-29 (23-25); 27. 44-40 [Oul...]; 28. 38-29 (23-25); 29. 44-40 [Oul...]; 30. 38-29 (23-25); 31. 44-40 [Oul...]; 32. 38-29 (23-25); 33. 44-40 [Oul...]; 34. 38-29 (23-25); 35. 44-40 [Oul...]; 36. 38-29 (23-25); 37. 44-40 [Oul...]; 38. 38-29 (23-25); 39. 44-40 [Oul...]; 40. 38-29 (23-25); 41. 44-40 [Oul...]; 42. 38-29 (23-25); 43. 44-40 [Oul...]; 44. 38-29 (23-25); 45. 44-40 [Oul...]; 46. 38-29 (23-25); 47. 44-40 [Oul...]; 48. 38-29 (23-25); 49. 44-40 [Oul...]; 50. 38-29 (23-25); 51. 44-40 [Oul...]; 52. 38-29 (23-25); 53. 44-40 [Oul...]; 54. 38-29 (23-25); 55. 44-40 [Oul...]; 56. 38-29 (23-25); 57. 44-40 [Oul...]; 58. 38-29 (23-25); 59. 44-40 [Oul...]; 60. 38-29 (23-25); 61. 44-40 [Oul...]; 62. 38-29 (23-25); 63. 44-40 [Oul...]; 64. 38-29 (23-25); 65. 44-40 [Oul...]; 66. 38-29 (23-25); 67. 44-40 [Oul...]; 68. 38-29 (23-25); 69. 44-40 [Oul...]; 70. 38-29 (23-25); 71. 44-40 [Oul...]; 72. 38-29 (23-25); 73. 44-40 [Oul...]; 74. 38-29 (23-25); 75. 44-40 [Oul...]; 76. 38-29 (23-25); 77. 44-40 [Oul...]; 78. 38-29 (23-25); 79. 44-40 [Oul...]; 80. 38-29 (23-25); 81. 44-40 [Oul...]; 82. 38-29 (23-25); 83. 44-40 [Oul...]; 84. 38-29 (23-25); 85. 44-40 [Oul...]; 86. 38-29 (23-25); 87. 44-40 [Oul...]; 88. 38-29 (23-25); 89. 44-40 [Oul...]; 90. 38-29 (23-25); 91. 44-40 [Oul...]; 92. 38-29 (23-25); 93. 44-40 [Oul...]; 94. 38-29 (23-25); 95. 44-40 [Oul...]; 96. 38-29 (23-25); 97. 44-40 [Oul...]; 98. 38-29 (23-25); 99. 44-40 [Oul...]; 100. 38-29 (23-25); 101. 44-40 [Oul...]; 102. 38-29 (23-25); 103. 44-40 [Oul...]; 104. 38-29 (23-25); 105. 44-40 [Oul...]; 106. 38-29 (23-25); 107. 44-40 [Oul...]; 108. 38-29 (23-25); 109. 44-40 [Oul...]; 110. 38-29 (23-25); 111. 44-40 [Oul...]; 112. 38-29 (23-25); 113. 44-40 [Oul...]; 114. 38-29 (23-25); 115. 44-40 [Oul...]; 116. 38-29 (23-25); 117. 44-40 [Oul...]; 118. 38-29 (23-25); 119. 44-40 [Oul...]; 120. 38-29 (23-25); 121. 44-40 [Oul...]; 122. 38-29 (23-25); 123. 44-40 [Oul...]; 124. 38-29 (23-25); 125. 44-40 [Oul...]; 126. 38-29 (23-25); 127. 44-40 [Oul...]; 128. 38-29 (23-25); 129. 44-40 [Oul...]; 130. 38-29 (23-25); 131. 44-40 [Oul...]; 132. 38-29 (23-25); 133. 44-40 [Oul...]; 134. 38-29 (23-25); 135. 44-40 [Oul...]; 136. 38-29 (23-25); 137. 44-40 [Oul...]; 138. 38-29 (23-25); 139. 44-40 [Oul...]; 140. 38-29 (23-25); 141. 44-40 [Oul...]; 142. 38-29 (23-25); 143. 44-40 [Oul...]; 144. 38-29 (23-25); 145. 44-40 [Oul...]; 146. 38-29 (23-25); 147. 44-40 [Oul...]; 148. 38-29 (23-25); 149. 44-40 [Oul...]; 150. 38-29 (23-25); 151. 44-40 [Oul...]; 152. 38-29 (23-25); 153. 44-40 [Oul...]; 154. 38-29 (23-25); 155. 44-40 [Oul...]; 156. 38-29 (23-25); 157. 44-40 [Oul...]; 158. 38-29 (23-25); 159. 44-40 [Oul...]; 160. 38-29 (23-25); 161. 44-40 [Oul...]; 162. 38-29 (23-25); 163. 44-40 [Oul...]; 164. 38-29 (23-25); 165. 44-40 [Oul...]; 166. 38-29 (23-25); 167. 44-40 [Oul...]; 168. 38-29 (23-25); 169. 44-40 [Oul...]; 170. 38-29 (23-25); 171. 44-40 [Oul...]; 172. 38-29 (23-25); 173. 44-40 [Oul...]; 174. 38-29 (23-25); 175. 44-40 [Oul...]; 176. 38-29 (23-25); 177. 44-40 [Oul...]; 178. 38-29 (23-25); 179. 44-40 [Oul...]; 180. 38-29 (23-25); 181. 44-40 [Oul...]; 182. 38-29 (23-25); 183. 44-40 [Oul...]; 184. 38-29 (23-25); 185. 44-40 [Oul...]; 186. 38-29 (23-25); 187. 44-40 [Oul...]; 188. 38-29 (23-25); 189. 44-40 [Oul...]; 190. 38-29 (23-25); 191. 44-40 [Oul...]; 192. 38-29 (23-25); 193. 44-40 [Oul...]; 194. 38-29 (23-25); 195. 44-40 [Oul...]; 196. 38-29 (23-25); 197. 44-40 [Oul...]; 198. 38-29 (23-25); 199. 44-40 [Oul...]; 200. 38-29 (23-25); 201. 44-40 [Oul...]; 202. 38-29 (23-25); 203. 44-40 [Oul...]; 204. 38-29 (23-25); 205. 44-40 [Oul...]; 206. 38-29 (23-25); 207. 44-40 [Oul...]; 208. 38-29 (23-25); 209. 44-40 [Oul...]; 210. 38-29 (23-25); 211. 44-40 [Oul...]; 212. 38-29 (23-25); 213. 44-40 [Oul...]; 214. 38-29 (23-25); 215. 44-40 [Oul...]; 216. 38-29 (23-25); 217. 44-40 [Oul...]; 218. 38-29 (23-25); 219. 44-40 [Oul...]; 220. 38-29 (23-25); 221. 44-40 [Oul...]; 222. 38-29 (23-25); 223. 44-40 [Oul...]; 224. 38-29 (23-25); 225. 44-40 [Oul...]; 226. 38-29 (23-25); 227. 44-40 [Oul...]; 228. 38-29 (23-25); 229. 44-40 [Oul...]; 230. 38-29 (23-25); 231. 44-40 [Oul...]; 232. 38-29 (23-25); 233. 44-40 [Oul...]; 234. 38-29 (23-25); 235. 44-40 [Oul...]; 236. 38-29 (23-25); 237. 44-40 [Oul...]; 238. 38-29 (23-25); 239. 44-40 [Oul...]; 240. 38-29 (23-25); 241. 44-40 [Oul...]; 242. 38-29 (23-25); 243. 44-40 [Oul...]; 244. 38-29 (23-25); 245. 44-40 [Oul...]; 246. 38-29 (23-25); 247. 44-40 [Oul...]; 248. 38-29 (23-25); 249. 44-40 [Oul...]; 250. 38-29 (23-25); 251. 44-40 [Oul...]; 252. 38-29 (23-25); 253. 44-40 [Oul...]; 254. 38-29 (23-25); 255. 44-40 [Oul...]; 256. 38-29 (23-25); 257. 44-40 [Oul...]; 258. 38-29 (23-25); 259. 44-40 [Oul...]; 260. 38-29 (23-25); 261. 44-40 [Oul...]; 262. 38-29 (23-25); 263. 44-40 [Oul...]; 264. 38-29 (23-25); 265. 44-40 [Oul...]; 266. 38-29 (23-25); 267. 44-40 [Oul...]; 268. 38-29 (23-25); 269. 44-40 [Oul...]; 270. 38-29 (23-25); 271. 44-40 [Oul...]; 272. 38-29 (23-25); 273. 44-40 [Oul...]; 274. 38-29 (23-25); 275. 44-40 [Oul...]; 276. 38-29 (23-25); 277. 44-40 [Oul...]; 278. 38-29 (23-25); 279. 44-40 [Oul...]; 280. 38-29 (23-25); 281. 44-40 [Oul...]; 282. 38-29 (23-25); 283. 44-40 [Oul...]; 284. 38-29 (23-25); 285. 44-40 [Oul...]; 286. 38-29 (23-25); 287. 44-40 [Oul...]; 288. 38-29 (23-25); 289. 44-40 [Oul...]; 290. 38-29 (23-25); 291. 44-40 [Oul...]; 292. 38-29 (23-25); 293. 44-40 [Oul...]; 294. 38-29 (23-25); 295. 44-40 [Oul...]; 296. 38-29 (23-25); 297. 44-40 [Oul...]; 298. 38-29 (23-25); 299. 44-40 [Oul...]; 300. 38-29 (23-25); 301. 44-40 [Oul...]; 302. 38-29 (23-25); 303. 44-40 [Oul...]; 304. 38-29 (23-25); 305. 44-40 [Oul...]; 306. 38-29 (23-25); 307. 44-40 [Oul...]; 308. 38-29 (23-25); 309. 44-40 [Oul...]; 310. 38-29 (23-25); 311. 44-40 [Oul...]; 312. 38-29 (23-25); 313. 44-40 [Oul...]; 314. 38-29 (23-25); 315. 44-40 [Oul...]; 316. 38-29 (23-25); 317. 44-40 [Oul...]; 318. 38-29 (23-25); 319. 44-40 [Oul...]; 320. 38-29 (23-25); 321. 44-40 [Oul...]; 322. 38-29 (23-25); 323. 44-40 [Oul...]; 324. 38-29 (23-25); 325. 44-40 [Oul...]; 326. 38-29 (23-25); 327. 44-40 [Oul...]; 328. 38-29 (23-25); 329. 44-40 [Oul...]; 330. 38-29 (23-25); 331. 44-40 [Oul...]; 332. 38-29 (23-25); 333. 44-40 [Oul...]; 334. 38-29 (23-25); 335. 44-40 [Oul...]; 336. 38-29 (23-25); 337. 44-40 [Oul...]; 338. 38-29 (23-25); 339. 44-40 [Oul...]; 340. 38-29 (23-25); 341. 44-40 [Oul...]; 342. 38-29 (23-25); 343. 44-40 [Oul...]; 344. 38-29 (23-25); 345. 44-40 [Oul...]; 346. 38-29 (23-25); 347. 44-40 [Oul...]; 348. 38-29 (23-25); 349. 44-40 [Oul...]; 350. 38-29 (23-25); 351. 44-40 [Oul...]; 352. 38-29 (23-25); 353. 44-40 [Oul...]; 354. 38-29 (23-25); 355. 44-40 [Oul...]; 356. 38-29 (23-25); 357. 44-40 [Oul...]; 358. 38-29 (23-25); 359. 44-40 [Oul...]; 360. 38-29 (23-25); 361. 44-40 [Oul...]; 362. 38-29 (23-25); 363. 44-40 [Oul...]; 364. 38-29 (23-25); 365. 44-40 [Oul...]; 366. 38-29 (23-25); 367. 44-40 [Oul...]; 368. 38-29 (23-25); 36

Lettres

La mort de Marguerite Yourcenar

La dame insulaire

Cette vieille dame hautaine et serene, qui fascinait ou irritait, regardait avec quelque plaisir, de son oeil meditatif, une dernière image d'elle-même, soignée, reconnue jusqu'au bout, personnage édifié, entouré, filmé et photographié comme tous les stars. Elle s'amusait de voir son étrange devenu phénomène médiatique.

Elle aurait pu être une « Marie-moiselle de Crayencour », très conforme et sans aspérité, fille d'un aristocrate français et d'une jeune femme belge, Fernande de Cartier de Marchienne, morte dix jours après sa naissance. Cette enfant sans nom, née à Bruxelles le 8 juin 1903, aurait dû avoir le destin d'une quelconque « Madame de... » vivant quelque part en pays flamand ou celui d'une religieuse silencieuse et modeste, comme Fernande, à l'agonie, l'aurait souhaité.

Mais dans l'œil bleu et la bouche volontaire que montre la photo d'une petite fille de huit ans aux cheveux bruns, longs jusqu'à la taille, il y a déjà le projet d'un autre avenir, le souhait de devenir « importante », « Enfant, j'ai désiré la gloire », dira Alexis, le personnage d'un livre (1).

Avec la complicité de son père, Michel, qui avait quarante-cinq ans à sa naissance, esprit libre, aventureux et lettré, la jeune Marguerite de Crayencour eut le privilège d'une adolescence de voyages et d'études. Familiale du latin et du grec, apprenant l'anglais, l'allemand, l'espagnol et l'italien, elle passa le baccalauréat sans avoir fréquenté l'école et commença d'écrire, avec la certitude d'accomplir un métier et un destin.

Porte-drapeau

Ce destin, glorieux, fut celui d'une femme à l'écriture égarée dans le siècle, personnage étrange — comme le nom qu'elle s'était donné (anagramme de son patronyme) pour la plaisir de l'Y, et qui sonne comme un mystère ou un mot de passe « Yourcenar », — écrivain à l'écart des mondanités littéraires, insulaire comme le lieu où elle passa quelques semaines de sa vie, l'île des Monts-Déserts (près de la côte du Maine, l'extrême nord-est des États-Unis).

L'ultime paradoxe fut que cette femme-fle, lors de l'actualité, dans sa vie — loin des lieux où se fabriquent les réputations — et dans son œuvre — la vingtème siècle y apparaît rarement — a, à postériori, été « créée événement » en entrant dans un lieu qui avait totalement hors du siècle : l'Académie française.

Elle était en croisière au large des Caraïbes, une fois de plus « ailleurs », lorsqu'elle fut la première femme élue à l'Académie française, le 6 mars 1980. Elle y fut reçue le 22 janvier 1981, en présence du président de la République, d'alors, M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours d'une cérémonie intégralement retransmise par la télévision. Ainsi Marguerite Yourcenar était-elle passée, d'un coup, du maximum d'écart avec le rituel littéraire au maximum de conformité.

Elle a contemplé toute cette agitation autour d'elle avec un amusement empreint d'une ironique jubilation. Elle a sacrifié de bonne grâce à ce culte inattendu de la personnalité. Les inconditionnels de ses livres, qui formaient une sorte de club ou de confrérie, se recomposèrent parce qu'ils vivaient en autre chose que *Mémoires d'Hadrien* ou *l'Œuvre au noir* (2), se sont vus rejoints par des foules qui ne l'ont peut-être jamais Yourcenar, mais qui, soudain, s'exaltaient sur son mode de vie dans sa maison au bois, « Petite Plaisance », où elle pétrissait et cuisait son pain, nourrissait ses chiens et l'écurieul Joseph, emmitouflée dans d'immenses écharpes et des capes noires pour se

protéger du long hiver nord-américain.

Sans l'avoir voulu, mais en ayant accepté que l'on présentât sa candidature à l'Académie, elle s'est aussi retrouvée « promise », porte-drapeau de la cause des femmes, comme si depuis des siècles celles-ci pétitionnaient d'impénitence aux portes de cette digue maison. Elle qui n'avait pas les bannières dut attendre son discours de réception (consacré à l'éloge de Roger Caillois) pour s'en dégager, avec habileté et courtoisie.

Vous m'avez accueillie, déclarait-elle dans son introduction, ce moi incertain et flottant dont j'ai contesté moi-même l'existence et que je ne sens vraiment délimité que par les quelques ouvrages qu'il m'est arrivé d'écrire, le voici, tel qu'il est, entouré, accompagné d'un troupeau invisible de femmes qui m'auraient dû, peut-être, recevoir beaucoup plus tôt cet honneur, au point que je suis tentée de m'effacer pour laisser passer leurs ombres.

Les femmes de l'Ancien Régime, qui faisaient les académiciens, n'avaient cure d'entrer à l'Académie, « peut-être même eussent-elles eu descript, en le faisant, de leur souveraineté féminine ». La question ne se pose donc qu'à partir du dix-neuvième siècle. Mais « M^{me} de Staël est née sans doute intelligible par son ascendance suisse et son mariage suédois : elle se considérait d'être un des meilleurs esprits du siècle. George Sand est fait scandale par la turbulente de sa vie, par la générosité même de ses émotions, qui font d'elle une femme si admirablement femme la personne plus encore que l'écrivain devantant son temps. Colette elle-même pensait qu'une femme ne rend pas visite à des hommes pour solliciter leurs voix et je ne puis qu'être de son avis ne l'ayant pas fait moi-même ».

Marguerite Yourcenar n'a donc eu que la chance d'arriver au moment opportun. Elle, que ses détracteurs accusaient d'être froide, pompeuse, académique, répondait par ce dernier clin d'œil — académicien — avec une satisfaction distante envers cette débauche d'effluves, piécés-châssés au édifice patiemment construit : elle-même et son œuvre.

C'est à ses livres majeurs furent tardifs (elle commença son premier grand succès avec *Mémoires d'Hadrien* à près de cinquante ans et reçut le prix Femina à soixante-cinq ans pour *l'Œuvre au noir*), tout était déjà fixé dans ce qu'elle nomme ses « projets de la vingtème année ». *Hadrien*, l'empereur romain, Zénon, le médecin du quinzième siècle, étaient conçus. Il restait à les oublier pour mieux les réinventer. Imaginer, perdre, écrire, refaire, tel fut le travail permanent de Marguerite Yourcenar, qui avait toujours une réédition corrigée en préparation. « J'ai écrit — en entier — une ou deux versions d'*Hadrien* que j'ai jetées au panier, expliquait-elle, puis un jour le personnage d'*Hadrien* m'est revenu, et je dois dire que je me suis remise au travail avec une fois de plus ».

Une visionnaire

Ce travail n'était pas, comme d'aucuns l'ont dit, celui d'une besogneuse de l'écriture. Alors qu'on l'imaginait cartésienne, raisonnable à en être raisonnée, elle était, une visionnaire, jouait le destin sur des coups de folie, se passionnait de l'expérience des rêves, fascinée par les frontières du réel, l'image de la rupture, de la faille dont son ancrage rationnel était le rempart.

Certains jours, elle se mettait à sa table de travail, noircissant des pages en grec « pour se rapprocher d'*Hadrien* ». Elle s'appliquait à des « méthodes de délire » — faire la vide en soi pour accueillir les créatures imaginaires vivantes à son esprit. Elle disait Zénon plus présent

que son père, auquel elle avait peu pensé après sa mort, jusqu'à ce que, par le biais d'*Archives du Nord*, chronique de sa famille paternelle, il redevenit « un personnage familier comme le sont certains héros de mes livres ».

Une légende de solitude

Dernière la sérénité gagnée sur le temps et le malheur, derrière l'apaisement, la vie et la mort acceptées dans le même cours des événements, on a finalement entrevu — grâce surtout à un livre d'entretiens avec Matthieu Galey, *Les Yeux ouverts* — une jeune femme aventureuse qui avait suivi sa pente, de hasard en départ, de connaissance en familiarité — lorsque la seconde guerre mondiale l'empêcha de quitter les États-Unis (où elle donnait des conférences) pour rejoindre la Grèce, où elle demeurait alors. Après avoir passé la première partie de sa vie en errance studieuse dans l'Europe entière, elle dut se fixer et prendre un travail d'enseignante jusqu'à ce que *Mémoires d'Hadrien*, la libérant de nouvelles des contraintes matérielles, lui permette de reprendre de longs voyages dans le monde entier.

Vas de France, pays de séducteurs, ses pères et sa vie dans une île au climat rude, auprès de son amie et traductrice américaine Grace Frick, ont contribué à créer autour de Marguerite Yourcenar

découvrir que l'œuvre et la vie de Marguerite Yourcenar étaient une pédagogie de la liberté, un approfondissement de la lucidité et de la fermeté. Mais, comme elle le savait et le faisait remarquer, les lecteurs sont inattentifs. En outre beaucoup ont été rebutés par cette obsession de perfection, d'unité et de totalité qui va jusqu'à s'approprier le masculin pour reconstituer en soi l'unité originelle, retrouver l'androgynie primitive.

Il est inutile de chercher à convaincre ceux qui trouvent sa vision du monde close et limitée — « Je ne clos rien, pas même ma porte », répondait-elle, — ceux qui s'en tiennent à Yourcenar-froidement sans chercher Yourcenar-passion, à Yourcenar-savante sans regarder Yourcenar-rêve ou Yourcenar-tendresse. Mais pour ceux qui se laisseraient aujourd'hui aller à la nostalgie d'un regard bleu, souverain et un peu lointain, mais bienveillant et riant de malice, il faut d'urgence reprendre la promenade dans cette écriture, architecture parfaite jusqu'à la folie, lire et relire les livres, les perdre et les retrouver, comme Marguerite Yourcenar les a, sa vie durant, imaginés, oubliés, écrits et réécrits.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Alexis ou le Traité du vain combat.
(2) Tous les livres de Marguerite Yourcenar sont publiés chez Gallimard.



FRANÇOIS JUNG

« Je mourrai comme ils meurent »

« Solitude... Je ne crois pas comme ils croient, je ne vis pas comme ils vivent, je n'aime pas comme ils aiment... Je mourrai comme ils meurent. » (Faux, Gallimard, 1974, p. 30.)

« Dans ces moments de terreur, je m'arrête de croire que je tiens Zénon par la main. C'est lors de notre première rencontre (...) que m'est venue, je crois, cette phrase que je me suis souvent répétée depuis : « Quel qu'il arrive, je suis sûre à ma mort d'avoir un destin et un père, Zénon et le Prieur des Cordeliers. »

— Et *Hadrien*, où sura-t-il ?
— Présent, comme toujours, ou du moins tout proche, mais on ne dérange pas pour un incident individuel l'homme qui s'est occupé vingt ans à essayer de « stabiliser le terre » (*Les Yeux ouverts*, entretien avec Matthieu Galey, Le Centurion, 1980, pp. 241-242.)

« Pour me par, je crois que je souhaiterais mourir en pleine

connaissance, avec un processus de maladie assez lent pour laisser en quelque sorte ma mort s'insérer en moi, pour avoir le temps de la laisser se développer tout entière (...). Pour ne pas rater la dernière expédition, le passage. *Hadrien* parle de mourir les yeux ouverts. Et c'est dans cet esprit que j'ai fait vivre à Zénon sa mort (...). Je trouve détestable de voler sa mort à quelqu'un. (...) J'aime au contraire et respecte les gens qui préparent leur mort (...).

« Mais que voudrais-je revoir ? Peut-être les jacinthes du Mont Noir ou les violettes du Connecot au printemps ; les oranges astucieusement suspendues aux branches par mon père, dans un jardin du Midi ; un cimetière en Suisse, croisant sous les roses ; un autre sous le règne et parmi les bouillottes blanches... » d'autres encore dont je ne connais même pas l'emplacement, ce qui après tout n'importe pas. Les dunes, tant en Floride que plus tard dans les bar-barités de Virginie, avec le bruit de la mer qui dure depuis le commencement du monde ;

l'humble petite boîte à musique suisse qui joue pianissimo une ariette de Haydn, et que j'ai fait marcher au chevet de Grace, une heure avant sa mort, au moment où les contacts et les paroles ne l'atteignaient plus (...).

« Du rien de tout cela, peut-être, mais seulement le grand vide bleu-blanc que contemple sur sa fin, dans le dernier roman de Mishima, terminée quelques heures avant sa mort, l'octogénaire Honda (...). Vide flamboyant comme le ciel d'été, qui dévore les choses, et au prix de quoi le reste n'est plus qu'un défilé d'ombres. » (*Les Yeux ouverts*, pp. 330 à 333.)

« Ainsi chacun lisait différemment ce livre de la création qu'on peut déchiffrer en deux sens, et dont les deux sens se valent, car personne ne sait encore si tout ne vit que pour mourir ou ne meurt que pour revivre ». (Anna, soror... Gallimard, 1981, p. 120.)

Bibliographie

Marguerite Yourcenar a commencé à publier en 1929 — après un premier livre à compte d'auteur en 1922. Voici, par catégorie, l'ensemble de son œuvre. Ses ouvrages, qu'elle a, pour la plupart, revus et corrigés, sont publiés dans leur édition définitive chez Gallimard.

ROMANS ET NOUVELLES

Alexis ou le traité du vain combat. La Nouvelle Eurypide (Grasset, épuisé). *Danser du rêve*. Nouvelles orientales. Le Coup de grâce. Mémoires d'Hadrien. L'Œuvre au noir. Anna, soror... Comme l'eau qui coule. Un homme obscur. Une belle machine.

ESSAIS ET MÉMOIRES

Pindare (Grasset, épuisé). Les Songes et les Sorts. Sous bénéfice d'inventaire. Le Labyrinthe du monde, I : Souvenirs pieux ; II : Archives du Nord. Discours de réception à l'Académie française. Mishima ou la vision du vide. Le Temps, ce grand sculpteur. Discours de réception à l'Académie royale belge de langue et de littérature françaises.

THÉÂTRE

Théâtre I : *Rendre à César*, la Petite Sirène, le Dialogue dans le marécage. Théâtre II : *Electre ou la chute des masques*, le Mystère d'Alceste, Qui n'a pas son Minotaure ?

POÈMES

Les Jardins des chimères. Les dieux ne sont pas morts. Feux. Les Charités d'Alcippe.

TRADUCTIONS

Virginia Woolf, les Vagues (Stock). Henry James, Ce que Maisie savait (Laffont). Présentation critique de Constantin Cavafy, suivie d'une traduction des Poèmes, par M. Yourcenar et C. Dumas. Fleuve profond, sombre rivière, « Negro Spirituals », commentaires et traductions. Présentation critique d'Hortense Flexner, suivie d'un choix de Poèmes. La Couronne et la lyre, présentation critique et traductions d'un choix de poètes grecs. Blues et gospels, album avec des photos de Jerry Wilson.

La Voix des choses, des textes recueillis par Marguerite Yourcenar, avec des photos de Jerry Wilson, vient de paraître (le Monde du 4 décembre).

Au cours de l'année 1988, sera publié un nouveau recueil d'essais, *L'Homme qui aimait les pierres*. Marguerite Yourcenar laisse inachevé le troisième volume de sa trilogie familiale, après *Souvenirs pieux* et *Archives du Nord*. Quel ? L'Eternité...

SENEGAL

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

CHARTERECO Paris-Dakar-Paris... Vol spécial 2400F Prix exceptionnel : Départs 2 et 9 janvier 88.

Hôtels, clubs, circuits-découverte DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE Nous consulter.

REPUBLIQUE TOURS

Agence de la République 22 rue Croix 93002 Le Blanc-Mesnil 01 43 37 72 38 et dans votre agence de voyages.

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS au Monde et à ses publications 36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

(Marguerite Yourcenar est née à Bruxelles le 8 juin 1903 d'un père français, Michel de Crayencour, et d'une mère belge qui mourut dix jours après sa naissance. Elle passa son enfance et son adolescence auprès de son père, gentilhomme lettré, humaniste, qu'elle accompagna dans ses voyages à travers l'Europe entière.)

Après ses premiers romans, Alexis ou le traité du vain combat (1929) et la Nouvelle Eurypide (1931), elle fit ses débuts d'essayiste avec un *Pindare* en 1932. Dans les années 30, elle résida le plus du temps en Italie et en Grèce où elle publia un roman, *Danser du rêve* (1934), des nouvelles, *La mort conduit l'atelage*, et des poèmes, *Feux* (sous deux en 1935). En 1938, elle donna *Nouvelles orientales* et un essai, *Les Songes et les Sorts*. Enfin, en 1939 parut *Le Coup de grâce*, considéré par beaucoup comme le chef-d'œuvre de sa première période.

Elle séjourna aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, puis décida

de s'y établir et de prendre la nationalité américaine.

En 1951 commença sa seconde période littéraire, celle qui lui vaudra notoriété et célébrité, avec la publication de *Mémoires d'Hadrien*. Dans les années 50 et 60 paraissent les secondes versions d'Alexis (1952), de *Danser du rêve* (1959), de *Feux* (1957), des *Nouvelles orientales* (1963), du *Coup de grâce* (1953). Pendant ces années, Marguerite Yourcenar publia également des poèmes, les *Charités d'Alcippe* (1956), un essai, *Sous bénéfice d'inventaire* (1962), et enfin, en 1968, *l'Œuvre au noir* qui reçoit le prix Femina.

Le 19 mars 1971, elle est reçue à l'Académie royale belge de langue et de littérature françaises. Le discours qu'elle y fait est publié la même année ainsi que deux volumes de théâtre. En 1974, commence, avec *Souvenirs pieux*, le premier volume d'une trilogie sur l'histoire de sa famille, le *Labyrinthe du monde*. Le second volume, *Archives du Nord*, paraît en 1977 ; le troisième restera inachevé.

Le 6 mars 1980, Marguerite Yourcenar est la première femme élue à l'Académie française. En 1981, elle publie un essai, *Mishima ou la vision du vide*, et un livre d'entretiens, *Les Yeux ouverts*. En 1982 sont réédités plusieurs textes sous le titre *Comme l'eau qui coule*. En 1983, a paru un recueil d'essais, *Le Temps, ce grand sculpteur*.

Marguerite Yourcenar est en outre l'auteur de nombreuses traductions, notamment de negro spirituals, *Fleuve profond, sombre rivière* (1964), de textes de l'antiquité grecque, le *Couronne et la lyre* (1979) d'une présentation critique de Constantin Cavafy (1958) et d'Hortense Flexner (1969), de traductions d'Henry James, *Ce que savait Maisie* (1947), et de Virginia Woolf, *Vagues* (1937), *River et Gospels* (1984), avec des photos de Jerry Wilson (Tous les ouvrages de Marguerite Yourcenar, sauf les *Yeux ouverts* (*Le Centurion*), sont publiés chez Gallimard.)

سكنى من الاجل

Culture

PATRIMOINE

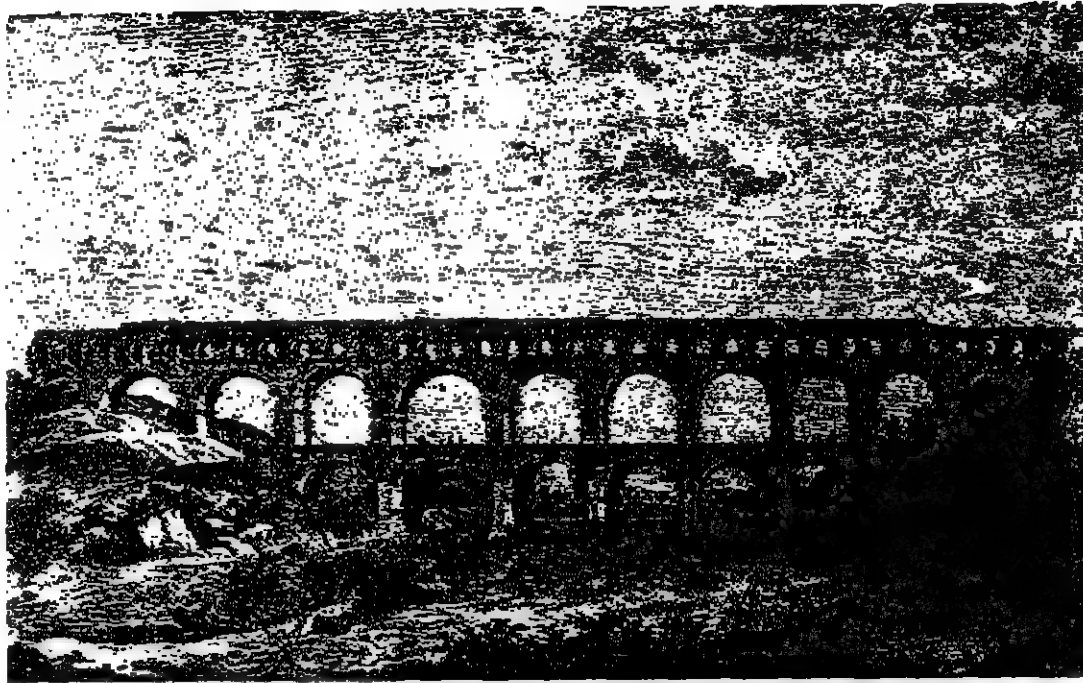
Le projet d'aménagement du site du Pont du Gard

L'ours

Le conseil général du Gard a déposé un plan et entamé une procédure pour aménager les abords du célèbre aqueduc. Au nom de l'économie et de la culture, les auteurs du projet risquent de compromettre un site effectivement menacé et qui mérite une protection plus nuancée.

Le pont du Gard est parmi les monuments les plus connus de France, après le Mont-Saint-Michel et le tour Eiffel. L'UNESCO l'a inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Depuis toujours, les visiteurs s'extasiaient sur la perfection de ce morceau d'architecture (au siècle dernier, il est l'un des passages obligés des compagnons du tour de France) et sur la beauté du site. « Le silence et la solitude rendent l'objet plus frappant et l'admiration plus vive », remarque Jean-Jacques Rousseau. Plus tard, Stendhal note que la vue « ne rencontre aucune trace d'habitation, aucune apparence de culture : le thym, la lavande sauvage, le genévrier, seules productions de ce désert exhalent leurs parfums solitaires sous un ciel d'une sérénité éblouissante ».

Si la sérénité du ciel est toujours aussi éblouissante, le désert s'est singulièrement peuplé. Entre Pèques et le Toussaint, tous les ans, deux millions de touristes défilent pour admirer ce travail de romain. Un camping municipal est installé à proximité de l'ouvrage d'art, ce qui n'empêche nullement les installations sauvages de proliférer le long du Gardon. Une demi-douzaine de restaurants sont là pour nourrir les estivants, sans parler des innombrables baraquettes volantes qui débiteront sandwiches, cartes postales, souvenirs. Un « ranch » loue ses chevaux pour des promenades équestres. Pourtant, dès l'automne, les restaurants ferment leurs portes. Les parkings se vident. Les garrigues plan-



Vue occidentale du pont du Gard peinte par Mignard et gravée par Guilbert (1789).

ides de chênes verts retrouvent leur tranquillité jusqu'au printemps suivant.

Paradoxe de l'affaire, les retombées économiques de cette ruée saisonnière sont modestes. Des trois communes qui se partagent le site, seule celle de Remoulins parvient à monnayer cette rente de situation. Le parking implanté sur sa commune lui rapporte 400 000 F par an. L'autre village, Vers-Pont-du-Gard, doit s'estimer heureux de posséder sur son territoire le majestueux édifice. Quant à Castillon-du-Gard, il se contente de la vue. Fort belle d'ailleurs.

Le sénateur Baume, président du conseil général, fameux pour ses allers et retours entre le PS, le RPR et les non-inscrits, estime que si le Gard n'a pas de pétrole, il a un pont, connu jusqu'à Osaka. Grâce à lui les caisses départementales doivent se remplir. Il suffit d'allonger la durée moyenne des visites en mariant subtilement loisirs et culture. Ce sera aussi l'occasion de mettre un peu d'ordre autour de l'aqueduc

menacé par diverses pollutions et assésé par le flot automobile. « Est-ce qu'on entre sur l'Acropole en voiture ? », interroge le sénateur. Plusieurs projets ont été élaborés pour fixer cette masse trop mouvante. Finalement, à la suite d'un appel d'offres du conseil général, celui de MM. Jean-Pierre Vigier, François Jodry et François Olivet fut retenu.

Boutiques et restaurants

Le futur « éco-musée » du Pont-du-Gard doit couvrir 400 hectares. Il s'étend sur les deux collines sur lesquelles s'appuie le pont. Celui-ci sera fermé à la circulation et les édifices construits à ses pieds rasés. Deux parkings occupant 5 hectares et pouvant accueillir deux mille véhicules seront créés aux deux extrémités du parc, de chaque côté de la rivière. A partir de ces parkings, les visiteurs gagneront l'un des deux « villages d'accueil ». Là, seront regroupés autour d'une place centrale, les services nécessaires au « fonctionnement du site » : infor-

mation, garderie pour les enfants, boutiques, lieux d'exposition et, bien sûr, restaurants. Le village nord aura, en plus de sa fonction d'accueil, une vocation « muséographique et ludique ». Un bassin nautique sera intégré à des thermes romains reconstitués et à une « ferme » de la même époque, une « ferme romaine ». « Une manière d'évoquer la vie quotidienne de nos ancêtres », souligne le sénateur.

Les visites se feront à partir de ces villages. Deux itinéraires sont prévus. L'un baptisé « Nature et culture » associe « la diffusion muséographique et la promenade à travers la garrigue », précise Michel Naudy, chargé par le conseil général de suivre le projet. Des amphithéâtres pouvant recevoir quatre cents personnes permettront, ponctuellement, grâce à des audiovisuels, de donner des informations sur l'histoire et la construction de l'aqueduc. Un comité scientifique sera nommé : il aura pour tâche de s'assurer de la qualité de ce qui sera présenté. En feront partie, certains membres de

et son pavé

L'équipe du CNRS qui réalise actuellement des fouilles le long de l'ouvrage d'art.

L'autre itinéraire, « Détente et culture » privilégiera le sport — promenades à cheval à partir de la « ferme romaine », jeux aquatiques dans les « thermes » — expositions historiques ou archéologiques. Les piétons pourront utiliser de nouveaux sentiers tracés à travers la garrigue. Le bosquet de chênes verts et de pins situés au bord du Gardon et noblement rebaptisés « arboratum » doit être progressivement transformé en « jardin à la romaine ». Deux plages seront aménagées aux extrémités du parc et les baignades sauvages interdites. En face de l'aqueduc proprement dit, deux vastes amphithéâtres seront construits. Ils permettront à 3 000 personnes d'assister à un spectacle « son et lumière » où interviendront, bien entendu, les inévitables rayons laser. « Nous prévoyons un flux de mille personnes à l'heure », annonce fièrement Michel Naudy.

Un euro-village en bordure du parc

Mais ce n'est pas tout de promener les gens, il faut les loger. Dans le périmètre de l'éco-musée, cinquante unités d'habitation doivent être construites ainsi qu'un euro-village de six cents lits en bordure du parc. Des hôtels deux étoiles sont également prévus à la périphérie du site, répartis sur les trois communes qui formeront, avec le conseil général, la future société mixte d'économie chargée d'exploiter « cette matière première prodigieuse ». Il faut maintenant trouver 350 millions de francs pour mettre sur pied ce qui sera, nous dit Gilbert Baume, la « vitrine internationale du Gard ». Aussi est-il allé tirer quelques sommes du côté du Parlement européen, où il a été reçu par Simone Veil. Et comme les fonds publics ne suffisent pas, il s'est envolé pour le Japon à la recherche de mécènes. La chaîne de télévision NHK ne serait pas hostile à un cofinancement. Mais le sénateur a d'autres projets plus grandioses : implanter à proximité du pont du Gard un téléport, ouvrir des écoles européennes du patrimoine,

et célébrer le bicentenaire de la nuit du 4-Août par un spectacle grandiose sur le pont du Gard. « Edgar Faure a donné son accord », précise Gilbert Baume.

L'exécution de cette symphonie triomphale pour aqueduc et rayons laser se heurte néanmoins à quelques problèmes. Jugés, pour l'instant, secondaires par les promoteurs. D'abord le pont du Gard est un axe de circulation en activité. Il est même particulièrement utile l'hiver quand celui de Remoulins est impraticable du fait du gel. Il faudra donc prévoir la construction d'un second ouvrage d'art pour franchir le Gardon si l'on interdit la circulation sur cette voie. Ensuite l'entrée du parc se fera moyennant finances — de 30 francs à 60 francs pour la journée — ce que les « touristes », qui sont en fait pour la plupart gens de la région, voient d'un mauvais œil. Il faudra de plus exproprier un certain nombre de terrains. Près de la moitié du sol est privé, et certains propriétaires ne veulent pas en entendre parler. Enfin et surtout, l'ultime feu vert sera donné par le ministère de la culture puisque le site environnant le pont est classé.

Les monuments historiques ne pourront prendre connaissance d'un tel dossier sans sursauter. Le principe sur lequel s'appuie de plus en plus cette administration pour l'aménagement des sites classés est — en dépit de récentes exceptions — celui qu'elle applique à la rénovation depuis longtemps : tout travail modifiant l'état d'un monument historique doit être réversible. L'aménagement proposé pour le pont du Gard l'altérerait gravement et définitivement. Gilbert Baume pour le pont du Gard affirme agir par amour. Amour pour cet élément de notre patrimoine qu'il veut remettre en valeur : amour pour sa région qu'il veut développer. Libre à lui de faire de l'aqueduc romain un pôle économique. Mais pas à l'importer quel prix. Le fable de l'Ours et l'Amateur de jardins est décidément à relire et sa morale à méditer : « Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami. Mieux vaudrait un siège ennemi ».

EMMANUEL DE ROUX.

CINÉMA

Le Prix Georges-Sadoul

Italie de rêve, Afrique d'espérance

Sous la présidence de M^{me} Georges Sadoul, critiques, cinéastes, élèves de la FEMIS et de Vaugirard, ou simples profanes éclairés, ont désigné l'œuvre la plus méritante pour la France et le Choix, pour le cinéma étranger.

Attaché à révéler des premières ou secondes œuvres, le jury du Prix Sadoul a voulu, croit-on, exprimer un acte de foi envers deux cinématographies gravement menacées, la française, l'afrique. La comparaison ne saurait être poussée trop loin, car la France possède de solides atouts pour, dans un avenir proche, repartir du bon pied, alors que l'Afrique doit faire face à l'adversité

dans des conditions d'extrême pauvreté.

Avec *Où que tu sois*, sorti récemment sur nos écrans, Alain Bergala renoue comme en fanfare avec une tradition discutée, discutée, mais qui a fait tilt en son temps, celle des *Cahiers du cinéma*, dont il fut non seulement le coréacteur en chef, mais dont il semble vouloir résumer, condenser, toutes les ambitions et les limites. *Où que tu sois* est le film d'un exil provisoire, d'une quête néo-rossellienne, d'une fuite en avant. Un homme mal dans sa peau part ailleurs, dans l'Italie de ses rêves, dans la Florence de tous les arts, se refaire une jeunesse. On accepte ou non ce choix rigoureux, un peu trop jalousement replié sur soi, plus riche de souvenirs glorieux que porteur d'avenir. L'art sauvera le monde. Jusqu'à quel point ?

Le Choix de Jorissa Oneadrago, Barkina-Fasso, remarqué cette année à Cannes et dans bien des fes-

tivals depuis, annoncé début 1988 sur nos écrans, a d'abord le mérite d'exister, de témoigner, après la *Lumière* de Souleymane Cissé, contre vents et marées, dans un pays démuné et ébranlé récemment par un coup d'Etat, d'une continuité possible, d'un salut possible. Fuite là aussi, loin d'une terre inhospitalière, ravagée par la sécheresse, vers ce qui peut ressembler à un éden provisoire. En même temps, bouleversement des rapports sociaux, l'amour à repenser, la tradition à renouer. Le tout filmé sans didactisme, au gré du temps qui passe, avec un message implicite : l'avenir pourrait être autre, et d'abord une certaine façon de vivre ensemble.

Ancien élève de l'IDHEC, notre école de cinéma aujourd'hui intégrée à la FEMIS, à une époque où les deux écoles officielles n'accueillaient depuis plusieurs années aucun apprenti cinéaste d'Afrique noire, Oneadrago prouve le mouvement en marchant, en créant.

LOUIS MARCOTTE.

Les mystères de Washington, ses intrigues amoureuses et politiques, plus Kevin Costner.

La ville de Washington est pour le monde politique ce qu'est Hollywood pour le monde cinématographique : une source inépuisable d'intrigues d'autant plus efficaces qu'on se demande si toutes ces fourberies, ces coucheries, tous ces mauvais coups, n'auraient pas un petit quelque chose de vrai, et forcément, on cherche les clefs des personnages.

Sens unique (No way out), de Roger Donaldson (réalisateur néo-zélandais à qui le *Bounty*, remake plutôt raté, a cependant apporté une carrière internationale c'est-à-dire hollywoodienne) ne laisse pas sur des romanesques péripéties à faire pâlir d'envie Maurice Leblanc et

Eugène Sue. Donc, un jeune et beau lieutenant réussit un sauvetage en pleine tempête. Du côté des effets spéciaux, c'est complètement nul, mais le héros est Kevin Costner.

L'uniforme de la marine convient parfaitement à ses longues jambes, ses hanches minces. Il a la démarche et le sourire fausement candide d'un Gary Cooper légèrement faussé. Avec sa chemise, ses cheveux courts, ses yeux clairs, il symbolise le vrai boy américain. Mais il ne faut pas s'y fier...

En tout cas, il est très séduisant et au premier regard séduit Sean Young, jeune call-girl, maîtresse attitrée de Gene Hackman, secrétaire à la défense et qui justement engage Kevin Costner comme agent de liaison avec la CIA, sur la recommandation de Will Patton, secrétaire homosexuel et

dévot, ancien condisciple de Costner.

Les principaux protagonistes sont là, bien typés et reconnaissables : il ne reste plus qu'à laisser aller les passions et les intérêts, les ambitions et les amitiés, la raison d'Etat et les furies amoureuses...

Mais une fois de plus c'est là où ça va plus, car ce n'est pas suffisant pour tenir la distance. Le film dure une heure et cinquante-quatre minutes, il aurait pu sans dommage se contenter de une heure et trente minutes, c'est vraiment le maximum pour ce type de comédie poursuivie.

On aurait mieux mis en valeur le vrai suspense, c'est-à-dire la hantise du « Yuri », nom donné par les services secrets américains à la tanpe soviétique, personnage mythique, menace réelle, bous émissaire.

COLETTE GODARD.

- Barbara Hendricks en exclusivité pour Europe 1

BARBARA HENDRICKS sera l'invitée exceptionnelle d'ALAIN DUHAULT pour son émission "MELOMANIA"

DIMANCHE 20 DECEMBRE
13 H 15 - 14 H 30

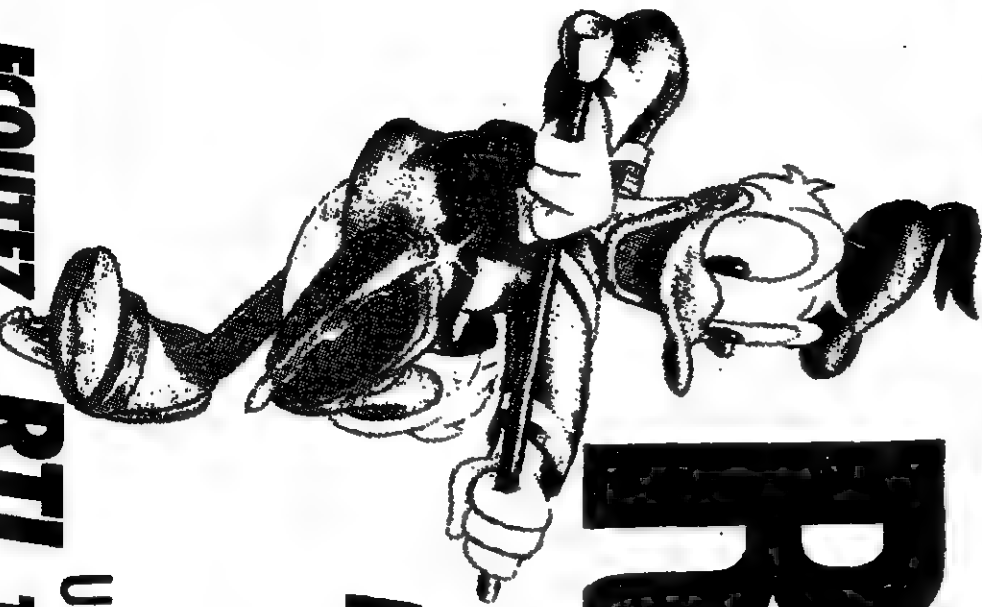
DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



صكنا من الاجل

24 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987 •

ECOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE ET GAGNEZ 125 PLACES PAR JOUR DU 21 AU 31 DÉCEMBRE



25 ANS DE LA FAMILLE

Produit par KENNETH FELD

POUR VOUS OFFRE 1000 PLACES

A PARIS AU ZENITH DU 2 AU 14 FÉVRIER



Communication

La naissance de LMK-Images

Le Monde et MK-2 créent une filiale commune de production audiovisuelle

Invoquant le « mieux-être culturel » — ah ! qu'en termes galants... — le CNCL a attribué, en avril dernier, comme tout un chacun le sait, TF 1 au numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics. Cette décision a constitué pour le Monde un échec, puisque, avec quatre grands quotidiens de province regroupés au sein de l'audiovisuel, il s'est vu évincer de la candidature présentée par le groupe Hachette.

« Cet échec, écrivions-nous à l'époque, n'est pas tragique... Nous sommes bien décidés à ne pas jeter l'éponge. » Écartés de la

propriété d'une chaîne et, d'une manière générale, de la diffusion, il nous restait à nous placer sur le terrain de la production. C'est maintenant chose faite grâce à l'accord que notre SARL vient de conclure avec Marin Karmitz et MK2, le grand groupe de production cinématographique qu'il préside, aux fins de création d'une filiale commune.

La communiqué qu'on les a-dessous expose l'essentiel du protocole qui devait être signé à cet effet le 18 décembre. Ce qui n'a pas, c'est l'aspect que nous mettons, les uns et les autres,

dans l'association entre une firme particulièrement dynamique et un journal dont l'essor des ventes et de la publicité, dans un marché de la presse quotidienne pourtant plutôt déprimé, atteste la vigueur et le vitalité retrouvées. Il s'agit de ce que les Anglo-Saxons appellent « meeting of minds », une rencontre très proche, entre Marin Karmitz et nous, de voir les choses. C'est à dire avec, à la fois, beaucoup de détermination et, parce que nous vivons dans un monde difficile, de prudence.

A.E.

Les termes de l'accord

« Le Monde » et MK2 ont décidé de créer une filiale commune pour la production de programmes audiovisuels. Le protocole concluant l'accord entre les deux sociétés devait être signé le 18 décembre après l'approbation donnée à ce projet, le jeudi 17 décembre, par l'assemblée générale des porteurs de parts de la SARL Le Monde.

La création de cette filiale, dénommée LMK-Images, répond au souhait du Monde de s'ouvrir, dans le cadre de sa politique de développement, à de nouveaux secteurs d'activités de communication et à s'implanter dans le domaine de l'audiovisuel en s'associant à un professionnel de l'image. MK2, qui est devenu en quelques années, sous l'impulsion de son fondateur Marin Karmitz, l'un des tout premiers groupes cinématographiques français, bénéficiera dans ce mariage de l'acquis rédactionnel, documentaire et culturel du Monde.

LMK-Images assurera la production de programmes conçus en commun par le Monde et MK2 et com-

portant un large éventail de projets — dont certains déjà en route — allant de documents à base d'archives et de reportages à des œuvres de fiction en passant des séries à caractère historique.

Le Monde et MK2, forts de leur expérience dans leurs domaines respectifs, sont convaincus que l'association de l'audiovisuel rend possible aujourd'hui la réalisation d'émissions originales et de qualité reflétant un regard particulier sur l'évolution de notre société et de notre culture.

Ce sont l'ambition et l'avenir de cette entreprise à l'heure où la majorité des productions s'orientent dans un autre sens.

Le capital de base de LMK-Images SA, d'un montant de 300 000 francs, sera réparti à 51 % par le Monde et à 49 % par MK2 Productions. Le président de la société sera André Fontaine, gérant du Monde. Le directeur général sera Marin Karmitz.

Le groupe de Marin Karmitz

Depuis l'ouverture de ses premiers « 14 juillet » à Paris, M. Marin Karmitz a développé son groupe MK2 dans cinq secteurs complémentaires du cinéma et de l'audiovisuel. L'exploitation, d'abord, avec MK2 Vidéo qui possède 600-800-1000 et un million six cent mille spectateurs par an. La distribution ensuite avec MK2 Diffusion qui a récemment distribué des films comme *Chambre avec vue*, de James Ivory, et *La Part du lion*, de Jacques Doillon. MK2 Productions a coproduit ces derniers saisons, des films aussi importants que *Good Morning Babylon*, des frères Tavian, *Mélo*, d'Alain Resnais, ou *Au revoir les enfants*, de Louis Malle.

Enfin, M. Karmitz a également créé avec la Compagnie Française de Sûreté, Canal 01, opérateur de la Compagnie européenne de droits (CED), une société dans l'achat de droits audiovisuels.

En mars dernier, il franchissait un nouveau pas dans son développement, en prenant 2,5 % du capital de la chaîne de télévision M6.

La situation au « Matin de Paris »

- Le Livre CGT redoute la mort du journal
- La direction annonce une augmentation de capital

Nouveau coup de théâtre dans le feuilleton du *Matin de Paris* : dans la soirée du jeudi 17 décembre, le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT décide de publier dans le quotidien un communiqué alarmiste sans prévenir la direction du journal. Celle-ci, alertée par l'AFP, refuse. Peine perdue : le Livre CGT passe outre et imprime son communiqué en page 2, juste au-dessus de l'appel du Monde à ses lecteurs pour l'augmentation de capital. Ce « coup de force », selon l'expression de la direction du *Matin*, risque de compromettre les efforts de la direction du *Matin* pour sauver le titre.

Le communiqué du Livre a en effet une allure de faire-part de deuil. « Le *Matin* risque de mourir dans les heures qui viennent », indique le texte. Les travailleurs du Livre attendent l'attention de la direction du journal et de l'opinion publique sur le fait inacceptable de confectionner un journal sans que les salariés soient associés. Depuis le vendredi 11 décembre, le groupe des « dix » qui dirige le *Matin* de Paris n'a pu apporter la moindre solution aux problèmes des salariés et du papier. Déconçus, car ils « le silence entretenu par cette direction, la rédaction et les médias sur la situation réelle du *Matin* de Paris, contravient avec la grande campagne organisée cet été pour assurer sa continuité », le Livre note que celui-ci « fait douter de l'intention des actionnaires, de la direction et des Amis du *Matin* de Paris de le faire

vivre. Ce *Matin* est peut-être le dernier... ».

La situation du quotidien est certes dramatique. Le capital de 10 millions de francs réuni cet été par le groupe des « dix », est épuisé depuis novembre, et les salaires des cent dix personnes qui confectionnent le journal — soit 1,5 million de francs — n'ont pas été totalement payés. Le stock de papier est lui aussi épuisé : hier, selon le Livre CGT, il restait tout au plus de quoi fabriquer les vingt pages de l'édition de vendredi. La Compagnie française des papiers de presse (CFPP), qui fournit le *Matin* en papier, refuse à accorder un crédit supplémentaire au journal. Et l'imprimerie du journal, Riccoboni, est elle aussi à bout de souffle, le quotidien lui devant environ 600 000 F.

Mais les « dix » se refusent pourtant à baisser les bras. Depuis quatre mois, ils ont ramené le déficit mensuel du journal de 5,7 millions de francs à 1,5 million. La nouvelle formule, lancée en octobre, a fait progresser les ventes, même si le gain demeure faible.

Enfin, depuis début décembre, ils ont démarché leurs actionnaires afin d'augmenter le capital de 10 millions de francs supplémentaires, ce qui permettrait au *Matin* de passer le cap difficile de la fin de l'année et de préparer son développement en 1988.

Le vendredi 18 décembre, selon M. Didier Touracheau, président du directoire du *Matin* et membre des

« dix », direct actionnaires devraient assurer une augmentation de capital de 5,5 millions de francs, soit plus de la moitié des besoins du *Matin*. Parmi les souscripteurs appartenant des actionnaires qui avaient déjà aidé le quotidien cet été — Art Press, Média, For Two Productions etc. — mais aussi de nouveaux philanthropes. L'un des plus importants actionnaires d'un groupe industriel qui s'est signalé récemment par une spectaculaire opération de rachat figure parmi eux. En outre, des discussions sont en cours avec l'édition du jeudi, déjà détenteur de 8 % du capital du *Matin*, M. Jean-François Kahn serait prêt à apporter 10 millions de francs de plus en montant rapidement un « tour de table » autour de son hebdomadaire.

Persuadé que le *Matin* est sur le point de trouver les moyens de survivre jusqu'au printemps prochain, M. Touracheau se déclare : « satisfait par l'attitude du syndicat du Livre ». « Ce communiqué est mensonger », dit-il. Les ouvriers du Livre ont été tenus au courant jour le jour de l'évolution de la crise, et il n'y a pas la moindre intention de déposer le bilan. Nous sommes priés en renvoie par deux monnaies : celle du Livre CGT et celle de la Compagnie française des papiers de presse. La rédaction de ce journal est consciente des problèmes de tous les salariés. Chacun dans cette affaire a pris ses responsabilités, les uns de laisser faire les empiétements, les autres de combattre... ».

YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN

La direction de TF 1 retire sa grille d'évaluation de la rédaction

Une entreprise de presse ne se gère pas comme une autre firme. L'efficacité et la valeur de son personnel, et a fortiori celles de sa rédaction, ne peuvent être jugées à l'aune des critères en vogue dans l'industrie.

Pour avoir eu ces évidences, la direction de TF 1 a dû faire machine arrière sur son projet de grille d'évaluation des salariés de la chaîne, au moins en ce qui concerne les journalistes. Le projet, inspiré de la grille utilisée au sein du groupe de bâtiment et de travaux publics dirigé par M. Francis Bouygues, comportait quatre rubriques : « qualités professionnelles », « caractères », « qualités relationnelles » et « qualités personnelles » — où sont mélangées des questions aussi diverses que « respect des objectifs », « état d'esprit », « bon sens », « équilibre », etc.

Le mardi 15 décembre, ce projet a soulevé un tollé au sein des journalistes de la chaîne. La Société des journalistes a indiqué à M. Bouygues qu'« une telle initiative mériterait une très mauvaise ambiance dans la rédaction ». Le patron de la Une, du coup, a décidé de remettre

ce projet sur le métier. Pour M. Jean-Pierre Rousseau, directeur des relations humaines à TF 1, « la grille mise au point dans le groupe Bouygues n'est pas adaptée au milieu de l'audiovisuel, elle doit être révisée ». « Nous ne cherchons pas l'effort, précise-t-il, nous voulons simplement faire le point avec les journalistes afin de connaître leur formation, leurs diplômes et nous permettre ainsi de mieux appréhender leurs souhaits en termes de formation et d'évolution de carrière ».

Citant le cas d'un jeune journaliste diplômé de HEC qui gagnait 12 000 F par mois, M. Rousseau indique « qu'à la simple lecture de son curriculum vitae, ce rédacteur a pu être envoyé dans un bureau étranger ».

La direction de TF 1 a prévu une réunion de concertation avec les syndicats de la rédaction le 22 janvier, qui précèdera un autre rendez-vous avec la Société des journalistes. Un consultant devrait expliquer « à quel point ce type de document » qui pourra ensuite être amendé selon les remarques des journalistes.

Cependant, le geste de conciliation de la direction à l'égard de la

rédaction laisse les autres catégories du personnel de TF 1 avec ce projet de grille d'évaluation sur les bras.

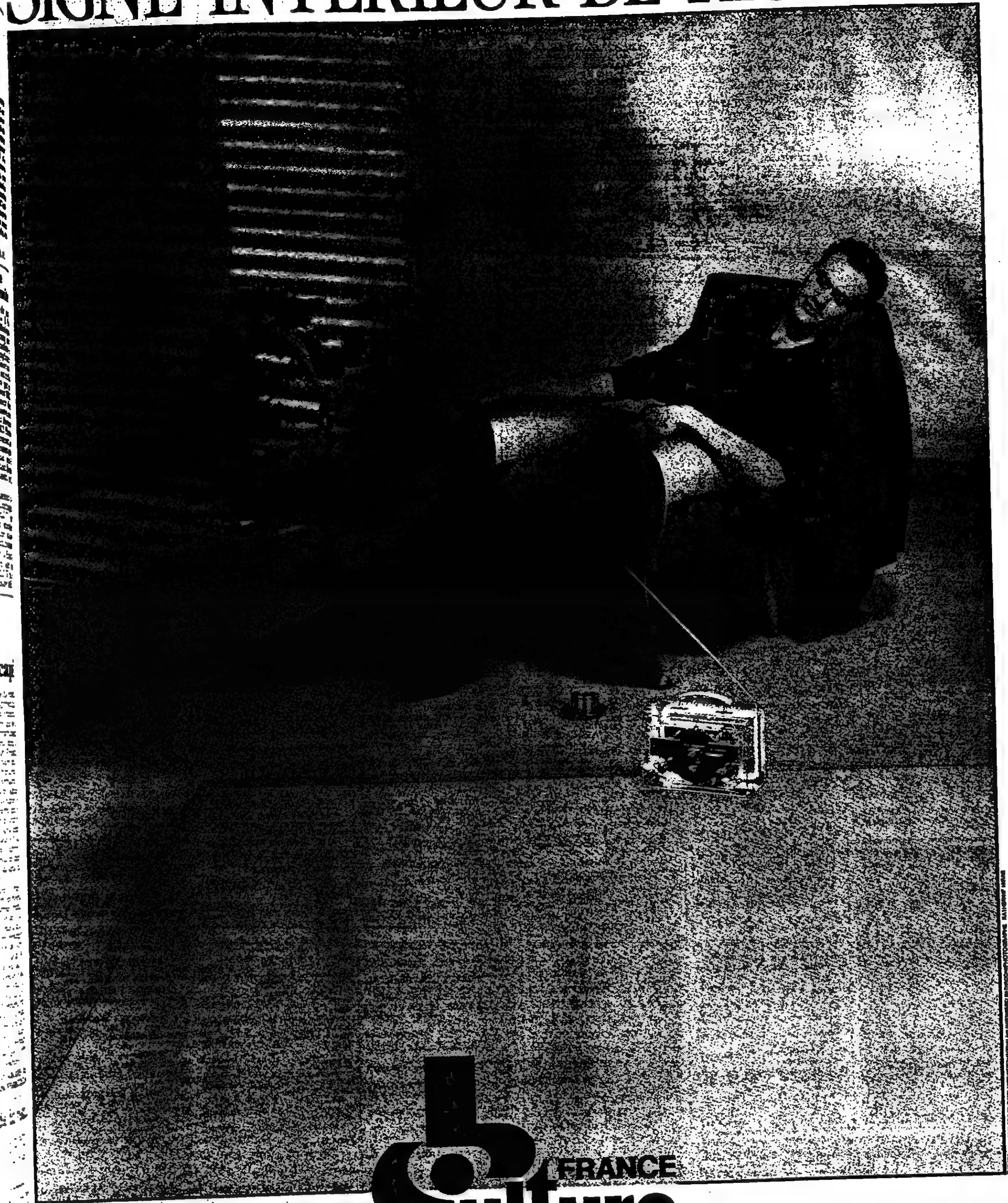
Y.M.L.

« Grille d'évaluation » à l'AFP. — A l'Agence France-Presse (AFP), une grille d'évaluation a été découverte, traînant sur une photocopieuse. En huit rubriques comprenant vingt et une questions, il s'agit de faire le tour du salarié. Au chapitre « Présentation », par exemple, on s'y demande si celui-ci est « très antipathique », si « le ton est d'autorité », si « le ton est cordial », etc. ; au chapitre « Aptitudes relationnelles », on se questionne sur « le caractère », l'« équilibre », l'« esprit d'indépendance », etc. Lors d'une récente conférence de rédaction, la direction de l'AFP a calmé les esprits en expliquant que cette grille d'évaluation était l'œuvre d'un responsable du service technique de l'agence. Et qu'elle ne concernait donc ni la rédaction, ni l'administration, ni la partie des services techniques qui ne réalisent pas de l'autorité du projet.

هكذا من الاجل

... Le Monde • Samedi 19 décembre 1987 25

SIGNE INTERIEUR DE RICHESSE



FRANCE
Culture

MODULATION DE FREQUENCE

L E P L A I S I R E N T Ê T E

صحة من الاحل

Economie

SOMMAIRE

■ Alors que le dollar poursuit sa baisse, la chute des prix des cours du pétrole risque de s'accélérer et d'accentuer les déséquilibres économiques internationaux (lire ci-dessous). ■ L'indice des prix à la consommation pour le mois de novembre marque une hausse se situant entre 0,1 % et 0,2 %, et les prévisions des entreprises concernant les investissements en 1988 sont optimistes. Ces indices confirment un certain dynamisme de l'économie française (lire ci-contre). ■ M. Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, redoute que son entreprise ne fasse les frais d'un accord franco-algérien (lire ci-dessous). ■ La SNCF un an après : si la base ne cache pas une certaine morosité, la hiérarchie de la société nationale a retrouvé le moral grâce aux projets de TGV et à la nomination d'un nouveau directeur général (lire page 32).

La reprise en main par M. Chirac du dossier sur le contentieux franco-algérien

Gaz de France souhaite une solution « conforme aux réalités du marché »

« Pour le moment, rien ne me laisse penser que je doive changer ma ligne de conduite », a déclaré, le 17 décembre, M. Pierre Gadonneix, directeur général de Gaz de France, interrogé sur les conséquences de la reprise en main par le premier ministre du dossier du contentieux sur le gaz algérien (le Monde du 17 décembre). « Nous continuons à faire tous nos efforts pour aboutir à une solution négociable acceptable, conforme aux réalités du marché de l'énergie, conforme aux intérêts de nos clients et compatible avec nos contraintes de gestion », a-t-il ajouté, rappelant que l'établissement public « ne peut pas acheter le gaz à un prix qui ne lui permette pas de livrer le gaz à ses clients à un prix compétitif ».

Cette contrainte est « encore plus vraie aujourd'hui qu'hier car si l'Europe devient une réalité, nos clients devront être dans une situation de compétitivité analogue à celle de nos partenaires européens ».

Le lundi 14 décembre, M. Chirac avait annoncé qu'il envisageait de parler directement avec le président algérien, M. Chadli Bendjedid, du problème du prix du gaz algérien, dont les négociations sont dans l'impasse depuis plus d'un an et qui empoisonne depuis plusieurs mois les relations entre les deux pays, assurant : « Nous avons la volonté de solder le contentieux par un accord acceptable [...] (Ce pays) souhaite un geste de solidarité et de compréhension dont je ne conteste pas l'opportunité ».

Niant catégoriquement que Gaz de France ait, comme l'en avait accusé la veille la presse algérienne, rompu de manière unilatérale l'accord gazié conclu entre les deux pays, M. Gadonneix a déclaré : « Non seulement nous n'avons pas dénoncé l'accord mais nous l'appliquons. C'est notre définition d'un prix commercial. Tout le monde n'a peut-être pas la même compréhension ».

Le directeur de GDF a rappelé que la France avait signé avec l'Algérie entre 1965 et 1982 trois contrats prévoyant la fourniture de 9 milliards de mètres cubes de gaz par an, tous placés sous le régime juridique des accords conclus en février 1982. A l'époque, a-t-il dit, « la négociation avait conduit à l'acceptation d'un prix du gaz algérien sensiblement supérieur [...] au coût de nos autres approvisionnements. Il était prévu que l'Etat prendrait en charge une part substantielle de ce surcoût (13,5 % du prix) ».

Intervention politique

Conformément aux accords, GDF a demandé en juin 1988 l'ouverture de négociations avec l'Algérie pour fixer une nouvelle formule de prix à partir de janvier 1987. Mais en dépit de vingt-cinq réunions de deux jours chacune, « les négociations n'ont pas abouti à ce jour ». Depuis le 1^{er} janvier de 1987, faute d'accord, « nous sommes dans un régime provisoire », et Gaz de France « applique scrupuleusement les stipulations de l'accord de 1982 qui reste la loi de nos relations tant qu'un nouvel accord ne sera pas conclu », a ajouté M. Gadonneix, précisant que ce contrat, aux conditions actuelles, « donne un prix d'approvisionnement après transport et transformation en ligne avec les autres approvisionnements de la France. Notre attitude est donc conforme aux contrats et ne pénalise pas la SONATRACH algérienne ».

Une partie du contentieux, a ajouté le directeur de l'établissement public, est liée au fait qu'en 1986, « pour résoudre un problème transitoire lié à la disparition des prix officiels du pétrole brut », sur lequel était indexé le contrat de 1982, une « formule provisoire » a été appliquée, qui « a cessé d'être applicable à la fin de 1986 avec le retour à des prix officiels du brut », ce qui contestait les Algériens. Si nous alions en arbitrage, nous gagnerons sur ce point, assurait-on au sein de l'établissement, tout en précisant qu'aucune décision définitive n'avait été prise sur ce point.

A plus long terme, a noté cependant M. Gadonneix, l'Algérie « doit rester un partenaire important dans les approvisionnements de Gaz de France [...] et nous regrettons qu'une solution n'ait pu être trouvée à ce jour ».

L'intérêt de l'Algérie, a-t-il expliqué, serait de vendre deux fois plus de gaz en Europe, ce qui serait possible si le gaz algérien était vendu « au prix du marché ». Gaz de France demande en fait « le même prix que celui consenti par Alger à l'Italie », ce qui correspond grosso modo au « prix européen » accepté par tous les autres fournisseurs de la France. « Tous nos contrats sont actuellement dans un mouchoir de poche », a précisé M. Gadonneix, les différences entre les tarifs payés à la frontière française ne tenant qu'aux délais d'ajustement des prix prévus par les contrats, qui varient, selon les pays, de trois à dix-huit mois.

« On peut s'étonner, a conclu le directeur de GDF, que, s'agissant d'un réajustement normal (d'un contrat), il y ait une intervention politique. L'initiative en revient à la partie algérienne. En septembre, le ministre algérien des affaires étrangères a demandé explicitement que le dossier soit évoqué au niveau politique ».

V. M.

France [...] et nous regrettons qu'une solution n'ait pu être trouvée à ce jour ».

Sur les Etats-Unis, les effets de la chute des prix du pétrole ont été de réduire les dépenses, réduisant d'autant les débouchés des pays occidentaux.

Le désastre au Texas

Sur les Etats-Unis, les effets de la chute des prix du pétrole ont été de réduire les dépenses, réduisant d'autant les débouchés des pays occidentaux.

Compte tenu des divisions observées au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour redresser les prix à 18 dollars par baril, les deux issues semblent possibles : soit, dans l'hypothèse favorable, une stabilisation des prix du pétrole en 1988 à un niveau inférieur, d'environ 15 dollars par baril ; soit, au pire, la répétition du choc de 1986 (les prix avaient chuté jusqu'à 7 dollars).

Véronique MAURUS.

Malgré le krach

Une période heureuse pour l'économie française

En cette fin d'année 1987, l'économie française connaît une période heureuse. La croissance a atteint 4 % en rythme annuel au deuxième et troisième trimestres, un taux que l'on n'avait pas enregistré depuis longtemps. Sur l'ensemble de l'année, le produit national aura augmenté de 2 %, ce qui n'est pas si mal et supérieur à ce que l'on escomptait il y a quelques mois.

Mais surtout la situation pourrait continuer de s'améliorer. Interrogés par l'INSEE au début de novembre, les chefs d'entreprise de l'industrie ont répondu que leurs investissements avaient augmenté de 6,5 % cette année — soit d'à peu près 3 % à 4 % en volume — et qu'en 1988, ils prévoient une nouvelle progression de l'ordre de 5 %. L'expérience montrant que les chefs d'entreprise sous-estiment largement en cette période de l'année leurs dépenses d'équipement futures, l'INSEE a estimé à 9 % la progression probable en valeur des investissements en 1988, soit peut-être 6 % ou 7 % en volume. Ce qui, sur 1987-1988, donnerait une hausse d'environ 10 % en valeur réelle. Pas si mal, même si notre appareil de production est encore loin d'avoir combié son retard sur les Etats-Unis et le Japon.

Le comportement des ménages

Pourquoi ce dynamisme alors que le krach boursier n'est pas si loin et que le dollar continue de dégringoler, mettant à mal la compétitivité de nombreux produits européens ? Une réponse à ce mystère est fournie par la situation économique dans le monde. Partout — ou presque — l'année 1987 se termine bien, voire très bien, avec des taux d'activité élevés. Dans plusieurs pays, la croissance a dépassé 4 % en rythme annuel au second semestre : au Canada, au Japon, en Italie. Dans plusieurs autres, elle a dépassé 3 % pendant la même période : en Grande-Bretagne, en RFA, aux Etats-Unis. C'est une forte consommation des ménages qui, partout, explique ce « boom ». Partout on tire sur le frein, on s'endette. Et 1988 n'annonce pas de changement majeur de comportement.

En France, les ménages interrogés par l'INSEE entre le 15 octobre et le 5 novembre —

donc en plein krach boursier — ont pas fourni les réponses que l'on pouvait attendre : moins de dépenses de consommation, plus d'épargne pour compenser les pertes en Bourse. Ils ont tranquillement assuré leur préférence pour les dépenses de consommation, notamment leur intention croissante d'acheter des voitures neuves. De ce point de vue, les prévisions faites par la COFCA — filiale de la Compagnie bancaire — d'un léger recul des immatriculations, en 1988 (de l'ordre de 2 %) après l'explosion de 1987 (+ 10 %) semblent tout à fait raisonnables, celles de Peugeot (+ 4 à 6 %) paraissent au contraire trop pessimistes.

Les Français sous-estiment les effets du krach boursier ? Apparemment non puisqu'ils manifestent clairement leurs intentions d'acheter moins d'actions et d'épargner sous forme d'obligations, d'emprunt d'Etat, de livret d'épargne, d'épargne-logement.

En d'autres temps, c'est-à-dire si le krach boursier n'avait pas eu lieu, on aurait pu s'inquiéter d'une insuffisance de l'épargne des Français. Mais les choses étant ce qu'elles sont, la volonté de maintenir viable la dette la consommation est plutôt une bonne chose, puisqu'elle nous met à l'abri d'une dépression.

Tout se passe comme si les Français avaient conscience d'un assèchement de la situation du pays (moins d'inflation, et moins de chômage au cours des mois à venir) et qu'ils ont décidé de payer pour cet assèchement : décaissement de leur situation financière, baisse du niveau de vie.

La publication de l'indice des prix de novembre leur donne raison : une hausse comprise entre 0,1 % et 0,2 %, la France encore dans le groupe des pays à inflation faible. Son rythme annuel de hausse revient à 2 %.

Restent le déséquilibre de notre commerce extérieur, nos pertes de parts de marché à l'étranger, la pénétration croissante de produits étrangers... Mais c'est une autre histoire puisque ce sont nos structures de production, l'insuffisance de nos équipements qui sont en cause. Un problème qu'il faudra d'ins pour régler, s'il l'est un jour.

ALAIN VERNHOLLES.

La baisse du dollar entraîne celle des marchés boursiers

Le dollar poursuit, vendredi 18 décembre, sa dégringolade. Comme à New York la veille, il a crevé de nouveaux plateaux historiques à Tokyo vis-à-vis du yen, passant en dessous de 126 yens, malgré des achats de la Banque du Japon. A Francfort, le billet vert était également en baisse. Les marchés boursiers, qui semblaient en meilleure forme au début de cette semaine, replongent à leur tour dans la morosité. Après la baisse de 50 points (moins 2,5 %) enregistrée à Wall Street, Tokyo accusait une baisse de 67,9 points. Malgré la faiblesse du dollar, le vendredi matin 18 décembre, le franc se tient bien au sein du SME.

Aux Etats-Unis, si la révision en hausse de la croissance du PNB au troisième trimestre n'a pas annoncé, jeudi soir 17 décembre, d'un accord entre les négociateurs de la Chambre des représentants et du Sénat pour une augmentation des recettes fiscales de 23 milliards de dollars sur deux ans n'ont contribué à rassurer les opérateurs. Ceux-ci sont beaucoup plus sensibles aux déclarations de certains officiels allemands et japonais, selon lesquels la poursuite de la baisse du dollar ne devrait pas affecter gravement leurs

économies. Jeudi, ce sont surtout les propos de M. Martin Feldstein, l'ancien président des conseillers économiques de M. Reagan, selon lesquels, dans les deux années à venir, le dollar devrait tomber en dessous de 100 yens, qui ont contribué à la rechute du billet vert.

Plusieurs éléments expliqueraient par ailleurs la reprise de la baisse sur les marchés boursiers. Certains investisseurs prennent leurs bénéfices ; d'autres se dégagent pour des raisons fiscales de fin d'année. Mais surtout, nombreux seraient ceux qui craignent à nouveau une reprise de l'inflation et une augmentation des taux d'intérêt. A ce sujet, les banques centrales ouest-allemandes et japonaises ont confirmé, jeudi, l'ampleur du dépeçage de la masse monétaire en RFA et au Japon. En novembre, la masse monétaire — dans sa définition la plus étroite — augmentait outre-Rhin à un rythme annuel de 8,2 %, alors que la Bundesbank avait retenu pour l'année un plafond de progression de 6 %. Au Japon, la masse monétaire augmentait, fin novembre, à un rythme annuel de 12,4 %, ce qui « ravive les craintes d'une reprise de l'inflation », a commenté l'un des responsables de la Banque du Japon.

AFFAIRES

La privatisation du téléphone chilien

La France candidate

France câbles et radio, la filiale internationale de la Direction générale des télécommunications (DGT), va répondre aux côtés de l'espagnol Telefonica à l'appel d'offres lancé par le Chili pour la privatisation de 45 % de sa compagnie nationale CTC (Compañia de Telefonos de Chile).

Elle sera en concurrence avec une candidature chilienne, Telex de Chile, et celle d'une compagnie australienne.

C'est la première fois que France câbles et radio, agissant pour le compte des P et T, répond à ce type d'offre internationale. Cette décision marque l'ambition stratégique de la DGT, qui, comme les compagnies américaines ou britanniques de téléphone, entend s'internationaliser, tandis que son monopole est ébréché en France par des sociétés privées (par exemple sur la radiotéléphonie). Pour répondre à l'appel d'offres chilien, une holding luxembourgeoise, CHFT (Compagnie Hispano-Française de Télécommunication), sera créée par Telefonica (60 %) et la société française (40 %).

Pour éviter un nouvel enchaînement fatal et la répétition de la guerre des prix de 1986, les quinze pays producteurs doivent donc absolument réduire très vite leur rythme d'extraction afin de rassurer le marché et de faire remonter les cours. Ce n'est pas chose aisée : les stocks, largement remplis pendant l'été à des prix largement supérieurs aux cours actuels, désorientent — brûlent les doigts — des compagnies qui, sauf sursaut de l'OPEP ou hiver très rigoureux, vont s'en défaire très vite, aggravant les pressions à la baisse.

Dans l'incertitude économique mondiale, les conséquences de cette reprise sont difficiles à cerner. Seule certitude, la baisse des prix du pétrole, qu'elle soit modérée ou brutale, aggravera les déséquilibres mondiaux entre, d'une part, les Etats-Unis et le Japon (principaux bénéficiaires) et, d'autre part, les pays consommateurs et les Etats producteurs. Il sera encore plus difficile au Japon et à l'Allemagne de réduire, comme on les en presse, leurs excédents commerciaux. Les pays producteurs fortement endettés comme le Nigeria, le Mexique, etc., verront leurs difficultés s'aggraver, et les producteurs « riches » du

MARCHE

LE BON MARCHÉ

VOUS FAIT CADEAU DE DEUX DIMANCHES.

OUVERT LES DIMANCHES 13 ET 20 DÉCEMBRE DE 10H À 18H30.

Grande Epicerie de 9H à 18H30.



Économie

REPÈRES

Produit national brut Révision en hausse aux Etats-Unis...

Révisant en hausse ses statistiques initiales, le département du commerce américain annonce que le produit national brut, durant le troisième trimestre 1987, a finalement été de 4,3%. Ce chiffre confirme que, à la veille du crash boursier du 19 octobre, l'activité économique tournait à plein. L'élément moteur était la consommation des particuliers, dont le rythme de croissance annuel était encore de 5,4% en septembre, un dynamisme à l'origine du haut niveau des importations et des déficits commerciaux américains. Les hausses des prix par contre s'est ralentie au troisième trimestre pour revenir à un rythme annuel de 3,5% contre 4,1% durant le deuxième. Sur neuf mois, la croissance s'inscrit toujours en rythme annuel, à 3,7%.

... comme au Japon

L'Agence de planification économique (EPA) a révisé en hausse l'objectif officiel de croissance au Japon pour l'année budgétaire se terminant le 1^{er} avril 1988 pour la fixer à 3,7% (contre 3,5% initialement). L'EPA a également relevé l'objectif de l'expansion pour l'exercice suivant à 3,8%, une prévision que le gouvernement japonais devra confirmer en conseil ministériel, le 22 décembre. Ce renouveau d'optimisme se fonde sur la forte activité économique durant la période juillet-septembre (une croissance de 2% du PIB soit 8,4% en rythme annuel). Pour l'année budgétaire 1988-1989, l'EPA prévoit une progression de 1,3% des prix à la consommation et une expansion nominale de 4%, fondée sur un fort dynamisme de la demande interne (4,7% en termes réels). L'objectif de la balance des comptes courants devrait enregistrer de ce fait un recul de 10 milliards de dollars pour revenir à 72 milliards de dollars.

Chômage

Baisse record en Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs a baissé de soixante-trois mille cinq cents en novembre pour s'inscrire à 2,66 millions en Grande-Bretagne, indique le ministère de l'emploi. Cette disparition baisse mensuelle consécutive, d'une amplitude record, ramène le taux de chômage à 9,6% contre 9,8% fin octobre. En douze mois, le pays a enregistré une baisse de près d'un demi-million du nombre des sans-emploi.

SOCIAL

Accords sur la participation chez Peugeot

Une compensation à la modération forcée des salaires

Une décalot dans une perspective un peu terne pour longtemps encore : c'est l'effet de l'intéressement aux bénéfices que Peugeot vient de mettre en place pour ses salariés. Ayant, depuis l'an dernier, retrouvé le chemin des bénéfices, la firme de Sochaux a renoué cette année avec la participation, en signant avec l'ensemble des syndicats représentés - à l'exception de la CGT, qui a néanmoins participé activement - aux discussions - deux accords : l'un sur la participation, l'autre sur l'intéressement.

Le premier tire la conséquence de la structure du groupe et fixe un nouveau mode de rémunération des sommes allouées. Il élargit les dispositions - un accord de 1969 et une série d'avancements - à l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), qui fabrique un quart des véhicules Peugeot, et à plusieurs établissements ou services travaillant à la fois pour Peugeot et Citroën (1). Les sommes attribuées à chaque salarié proportionnellement à sa rémunération, affectées pour cinq ans à un fonds d'investissement, seront rémunérées au taux de la Caisse nationale d'épargne plus 2,5 points, soit 7% au total.

Elles peuvent être placées dans le « plan d'épargne entreprise », constitué d'actions Peugeot, créés par la firme en septembre : jusqu'ici, 7,5% des salariés ont souscrit à ce

plan (2,6% des ouvriers, 15,1% des employés, techniciens et agents de maîtrise et 34,7% des cadres), pour un montant moyen de 2 730 F ; mais la direction de Peugeot se défend d'y avoir pensé : la crise boursière a réduit le prix des actions, mais peut évidemment susciter quelques inquiétudes sur l'avenir.

L'intéressement n'est pas une prime

Mais, en attendant 1992 et le retour des sommes bloquées, les travailleurs ont souhaité profiter un peu des bons résultats de la firme. En réponse à des demandes syndicales, cet intéressement aux bénéfices, les années où le résultat net dépassera 3% du chiffre d'affaires. Cet intéressement représentera 2% du résultat net avec un plancher de 50 millions de francs et un plafond de 150 millions, soit pour chaque salarié, au minimum 500 à 1 500 francs selon son niveau de rémunération. Exonérées de charges sociales comme les sommes de la participation, celles-ci seront en revanche soumises à l'impôt sur le revenu.

Le bénéfice prévu pour le groupe PSA devant, selon les estimations les plus courantes, s'élever à quelque 6% du chiffre d'affaires en 1987, les

salariés toucheront donc quelque chose en mai 1988.

Bien que cet intéressement représente par hypothèse 1,40% de la masse salariale, on se défend chez Peugeot, de vouloir par ce biais modifier le mode de rémunération des travailleurs ou le mode de valorisation des salaires. « L'intéressement ne se substitue à aucune partie de salaire », affirme M. Roland Vardanega, directeur central du personnel de Peugeot. Il n'est pas non plus une prime : il ne figurera pas sur la feuille de paie.

Cependant, l'intéressement peut constituer une petite compensation à la modération forcée des salaires. « Une politique de modération est indissociable sur le long terme », estime M. Vardanega, en raison de la situation générale de la firme, de son endettement (30 milliards à long terme), de la concurrence : les salaires représentent les deux tiers des dépenses. Mais il peut y avoir de bons moments grâce à l'intéressement. En 1987, il n'y a eu que 1,25% d'augmentation salariale globale pour les ouvriers et les ETAM (0,7% en 1986), 0,97% et 1,83% des masses salariales respectives étant consacrées à des augmentations individuelles.

Si pour les cadres, les augmentations sont entièrement individualisées, Peugeot n'entend pas accorder la part individualisée pour les ETAM et les ouvriers. Augmentations individualisées et ancienneté (qui pour un ouvrier peut représenter jusqu'à 17% du salaire) permettent d'assurer une « carrière » aux salariés, explique M. Vardanega : « Dans le système français de rémunérations, il faut assurer une progression de l'ordre de 40% pour un ouvrier (70% pour un professionnel) et de 70% à 130% pour les ETAM. »

Des aménagements fiscaux pour les retraités mensualisés

L'hélic Matignon a annoncé, mercredi 16 décembre, un régime d'imposition spécifique pour les retraités (6,5 millions) dont les pensions ont été « mensualisées » au début de 1987. Souhaitée par les syndicats et les associations de retraités, la modification du mode de paiement des pensions, remplaçant des versements trimestriels en fin de mois (entre le 20 et le 24) par des versements mensuels (entre le 8 et le 12) avait amené les retraités nés en février, mai, août et novembre à toucher en 1987 treize mensualités, et ceux nés en janvier, avril, juillet et octobre, quatorze mensualités. Cela risquait d'entraîner pour

eux une augmentation non négligeable des impôts ou de rendre impossibles certains qui ne l'étaient pas (le Monde du 5 décembre 1986) et de leur faire perdre par la même occasion des avantages sociaux.

Pour éviter cela, on ne « prendra en compte, dans les revenus du retraité que la partie qu'il aurait perçue sans mensualisation. Le supplément de pension perçu en 1987 sera rattaché aux revenus imposables de l'année 1988, et ainsi de suite chaque année : la situation fiscale des retraités ne sera donc pas affectée par la mensualisation ».

M. Chirac promet des mesures en faveur des professions libérales

Le crédit d'impôt-formation, annoncé par M. Chirac à Lille la semaine passée, s'appliquera aussi aux professions libérales quelle que soit leur taille, a-t-il déclaré, le 17 décembre, en clôture de la journée des professions libérales organisée au Conseil économique et social, à Paris. Le premier ministre a également indiqué que le régime de retraite supplémentaire par capitalisation, envisagé par les professions libérales, recevra « une suite favorable et rapide [...] dès lors qu'il est connu comme le complément d'un système obligatoire de la caisse nationale d'assurance-vieillesse ».

« Je suis disposé, lorsque la concertation aura abouti, à soumettre rapidement au vote du Parlement un nouveau statut d'exercice des professions libérales », a-t-il déclaré. Rappelant les mesures prises par son gouvernement en faveur de la médecine libérale, il s'est dit également prêt à faire de même pour les professions juridiques, techniques et financières.

Pour bien marquer l'intérêt qu'il porte aux 450 000 personnes exerçant sous le statut libéral, 2 millions si l'on ajoute les collaborateurs, M. Chirac demandera à chacun de ses ministres de lui faire parvenir, avant le 15 février, « une proposition pour rendre à vos professions des compétences qu'elles ont perdues ». Il arrêtera personnellement la liste de celles qui seront acceptées.

Le Monde sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPÉZ LEMONDE

GUY HERZLICH.

(1) La Société mécanique automobile du Nord (SMAN), à Valenciennes, qui fabrique les boîtes de vitesses, la Société de fonderie et de mécanique de l'Est (SFME) à Longwy, la SODEXA, qui commercialise des véhicules en Afrique, la Société générale d'achat (SOGESA) et le GIE-PSA études et recherches.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Décembre 1987



Dumez Travaux Publics (60%)

et

MM Grau et YLLA BADIA (40%)

ont acquis



Copisa

Société Espagnole de construction et de montages électriques, filiale du groupe Fecsa, l'un des premiers producteurs d'électricité en Espagne.



Cette opération a été dirigée par
Consejo España S.A.

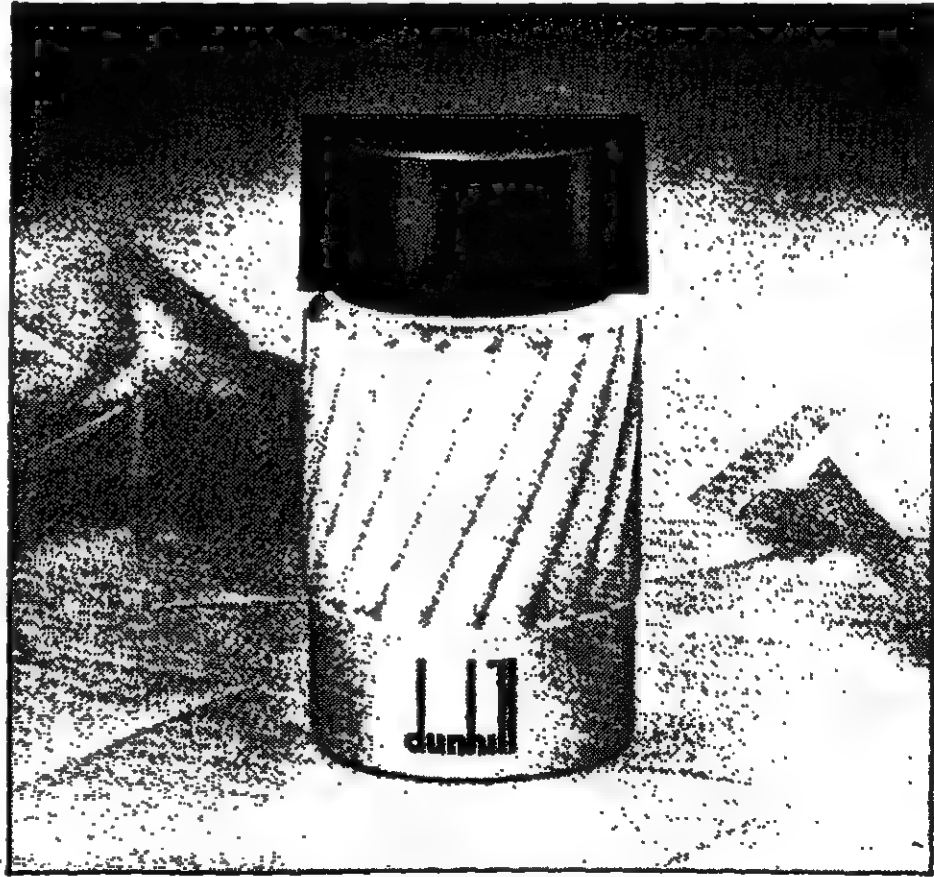
filiale du groupe

Banque Nationale de Paris



Banque Nationale de Paris

POUR NOËL, DES CADEAUX RAFFINÉS SIGNÉS ALFRED DUNHILL.



Parfum Dunhill Edition.

ALFRED DUNHILL
15 rue de la Paix, Paris 75002
Tél. 42.61.57.58



سكزا من الامل

Économie

La SNCF un an après la grève

(Suite de la première page.)

La vente des « bijoux de famille », comme les 15 % ou 14 % des actions d'Air Inter et des terrains parisiens a, certes, permis de compenser le manque à gagner de 2 milliards de francs. Mais le trafic se porte mieux que prévu. Le nombre des usagers du TGV-Sud-Est a progressé de 12 % au deuxième trimestre et de 9 % au troisième. Dans le domaine du fret, 1987 s'achève avec un résultat de 49 milliards de tonnes-kilomètres, c'est-à-dire 500 millions de tonnes-kilomètres de plus qu'il était prévu. Ont joué l'arrêt de la baisse du carburant qui avantagait la route, la bonne tenue du marché des céréales et la reprise du transport des voitures neuves.

Contre Jacques Douffignies

La divine surprise est venue du TGV. « En septembre dernier, raconte Philippe Essig, président de la SNCF, j'ai déclaré devant nos cadres supérieurs que j'annoncerai bientôt le lancement de plusieurs TGV et j'ai bien senti qu'ils n'y croyaient guère. » Aussi la maison s'est-elle trouvée en état de grâce lorsque le premier ministre a annoncé, le 9 octobre, que la société nationale était invitée à réaliser le TGV-Nord mettant, en 1992, Londres à 3 heures de Paris via le tunnel sous la Manche, et Bruxelles, à 1 h 20. Les brèves d'interconnexion permettront aux TGV venus de Lyon de filer sur Rennes sans s'arrêter à Paris. Lyon sera contourné à grande vitesse et le TGV vers Strasbourg sera mis à l'étude.

Ce festival de projets s'accompagne d'une autre bonne nouvelle.

Contrairement à ce que souhaitait Jacques Douffignies, ministre des transports, l'infrastructure du TGV-Nord ne sera pas construite et financée par le secteur privé, mais par la SNCF, qui restera maître d'ouvrage. Celle-ci a convaincu le ministre de l'économie en faisant valoir que le recours au privé alourdirait de 30 % ou 40 % la facture de 12 milliards de francs et qu'il était déjà bien assez compliqué de s'entendre avec les Belges, les Britanniques et les Allemands sans qu'il soit besoin d'ajouter un partenaire. La Rue de Rivoli a été aussi sensible au fait que l'endettement accru de la SNCF déboucherait sur un profit. Un temps menacée de déposition financière et technique, la Société nationale se retrouve, en cette fin d'année, seule responsable de lancer des TGV aux quatre points cardinaux et même outre-frontière. Une belle revanche.

Pourtant, ce qui a le plus contribué à remonter le moral des cadres cheminots, c'est le changement de directeur général. M. Jean Dupuy, qui occupait le poste au moment du conflit social, avait été très meurtri de l'incompréhension de ses troupes et des lâchages dont il avait fait les frais de la part du gouvernement. Il décida peu de temps après la reprise du travail de démissionner, mais il ne rendit public son départ qu'au mois de juin. Pendant six mois, la SNCF vécut sans véritable patron et sans perspective claire.

Tout change avec l'arrivée de Philippe Rouvillois, ancien directeur adjoint chargé des finances, comme directeur général. Proposé le 22 juillet à ce poste par le président de la SNCF, cet énarque de cinquante-deux ans est considéré comme un

stout exceptionnel par tous ceux qui le connaissent, directeurs régionaux, syndicalistes ou administrateurs. L'un d'eux va même jusqu'à dire que la nomination de Philippe Rouvillois est « la retombée la plus positive de la grève ».

Saint Bruno et la rigueur

Pourquoi ? Le nouveau directeur, qui vit ascétiquement un « état de grâce », apparaît comme porteur des qualités indispensables à la SNCF de 1987. Il est énarque et met fin au règne des polytechniciens « X ponts » ou « X mines » dont a beaucoup dénoncé l'hypertrophie technicienne. Il a été directeur des impôts et connaît les arcanes de la Rue de Rivoli, qui pèse si lourd dans les budgets de la SNCF. Major de la promotion Varban à l'Ecole nationale d'administration, il connaît très bien le premier ministre sans pour autant être RPR. « J'ai noué avec Jacques Chirac, depuis notre première année de Sciences-Po une amitié que je ne renie pas, dit-il. Mais elle n'est pas exclusive de celle qui me lie à Bernard Stasi ou à Michel Rocard. »

C'est un homme de foi, un catholique pratiquant tout comme Philippe Essig, son président. Celui-ci se sent proche des jésuites et de la spiritualité de saint Ignace. Philippe Rouvillois se sent inspiré par saint Bruno, fondateur de l'ordre des chartreux. La rigueur est installée jusque dans le jardin privé de la religion.

Cette rigueur s'accompagne d'une grande ouverture, et les commentaires qui sont faits à son sujet parlent d'un « homme d'écoute », d'un humaniste, de quelqu'un « qui joue cartes sur table ». Les directeurs régionaux s'émerveillent du nouveau climat qui règne dans leur réunion mensuelle : avant l'arrivée de Philippe Rouvillois, ils avaient le droit et le devoir de s'exprimer selon un ordre protocolaire ; depuis le 1^{er} octobre, ils s'expriment quand ils le désirent sur un thème qui a été fixé à l'avance. Pour la première fois, le directeur général a annoncé, à l'avance, les nominations qu'il entendait effectuer au sommet de la hiérarchie.

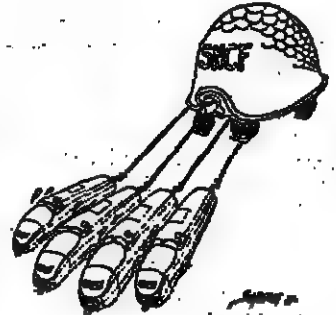
Philippe Rouvillois est conscient des risques que représente la mise à l'heure de la SNCF. « Je ne favorise pas l'approche de cette modernisation par le biais d'une modification du statut ou des structures. Je crois plus au management des hommes. Prenez ces règlements très rigoureux qui consacrent l'activité des rouleurs. La presse s'était étonnée de ces contraintes auxquelles tiennent tant les conducteurs parce qu'elles les protègent contre ce qu'ils appellent

l'arbitraire des petits chefs. Avant toute réforme, il convient donc de modifier leurs rapports avec leur hiérarchie. Plutôt que de tout bouleverser, faisons mieux fonctionner ce qui existe. »

Le réalisme n'exclut pas des expériences, bien au contraire. En janvier, « nous donnerons aux rouleurs des signes concrets de décentralisation, qui répondent au malaise qu'ils éprouvent », déclare le directeur général. Il faudra six mois ou un an pour qu'ils se persuadent que ce n'est pas un piège.

Où, le mérite sera pris en compte dans le déroulement des carrières, mais ce commençant par le haut. Claude Bouté, directeur de la région de Rennes, explique que le directeur général « a passé un contrat d'objectifs avec chacun des vingt-cinq directeurs régionaux. Il nous a délégué un budget de fonctionnement qui nous permet de gérer nous-mêmes les dépenses courantes, les factures d'électricité ou les locations de voitures. Nous sommes autonomes pour la première fois. »

Pour alléger le fardeau de la dette, Philippe Rouvillois fait étudier le moyen de confier au secteur privé le soin de financer le matériel roulant des TGV, car celui-ci nécessitera plus de 1 milliard de francs d'investis-



issements par an. « Après tout, dit-il, 61 % de notre parc de wagons de marchandises ne nous apportent aucun profit. »

L'exemple venant toujours d'en haut à la SNCF, le vent de la rénovation souffle très fort depuis l'été. Dans bien des services, on s'est livré à des expériences. Partout, on teste des expériences en revendiquant le droit à l'erreur — une petite révolution !

Andaces

Le dégel se manifeste même à propos des relations humaines, y compris dans les discours. « Nous décentralisons de plus en plus », affirme Pierre Descoeur, directeur général adjoint. La notation et les gratifications exceptionnelles sont déjà confiées aux directeurs de région et d'établissement. Nous avons dit aux directions commerciales d'expérimenter un intérêt de leurs vendeurs aux résultats. D'ailleurs, nous écouterons aussi l'intérêt de l'ensemble des cheminots aux performances de l'entreprise. Partout, il faut que nous améliorions l'information afin qu'aucune question posée à l'échelon d'exécution ne reste sans réponse. Finie la langue de bois !

La SNCF ressemble, à sa tête, à un vrai chantier. Rapports et projets s'y multiplient dans un certain désordre. Les mots à la mode sont aujourd'hui « dialogue », « management participatif », « client », « marketing ». Il reste à persuader l'ensemble des cheminots qu'ils sont conviés à apporter leur pierre à cette entreprise de rénovation et qu'ils ne seront pas considérés comme les diadèmes d'une large productivité.

ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



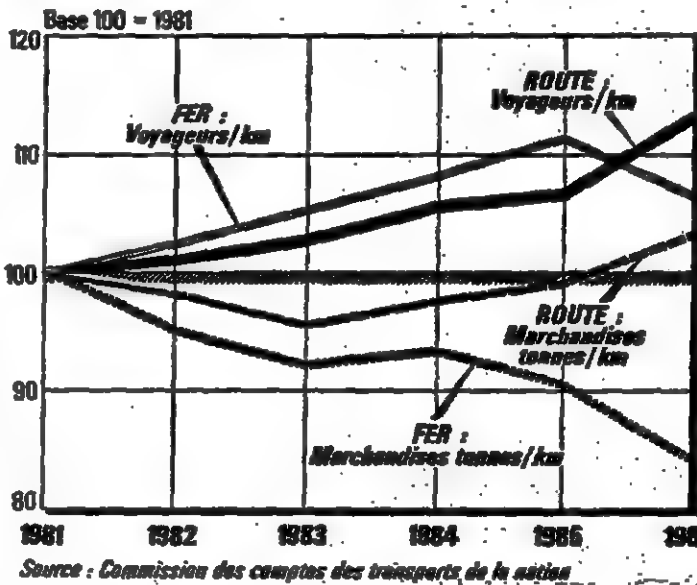
METROLOGIE
international

Metrologie International et la Compagnie générale de voitures à Paris (CGV), filiale cotée au comptant de l'UAP et des AGF sont en pourparlers pour une prise de participation majoritaire dans la Société SMO bureautique SA par Metrologie International.

SMO bureautique SA importe et distribue en France différents produits bureautiques, notamment les photocopieurs RICOH, les produits AES et les machines offset RYOBI.

La route bat le rail

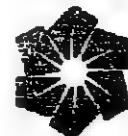
La forte baisse des carburants en 1986 a provoqué des dégâts dans les transports routiers et avantage les transports ferroviaires. En matière de voyageurs, la voiture particulière progresse de 4,6 % et les autocars de 1,8 % alors que le fer régresse de 3,2 %. En matière de transports de marchandises, la route reste à la hausse (+ 4,2 %) alors que ses concurrents reculent (- 6,9 % pour le voilier d'eau et - 7,5 % pour le fer).



RÉUSSIS!

29 OCTOBRE 1987. LE GROUPE CGE FAIT UNE ENTRÉE EN FORCE DANS LA ZONE PACIFIQUE. ALCATEL REMPORTE FACE À LA CONCURRENCE AMÉRICAINE ET JAPONAISE, UN CONTRAT DE 400 MILLIONS DE FRANCS POUR LA RÉALISATION D'UN CÂBLE SOUS-MARIN À FIBRE OPTIQUE. CE PREMIER TRONÇON D'UNE NOUVELLE LIAISON TRANSPACIFIQUE EST UN PREMIER PAS DANS UNE ZONE QUI REPRÉSENTE PLUS DE 50 % DU MARCHÉ MONDIAL POUR CES SYSTÈMES.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.



CGE
L'esprit de Conquête

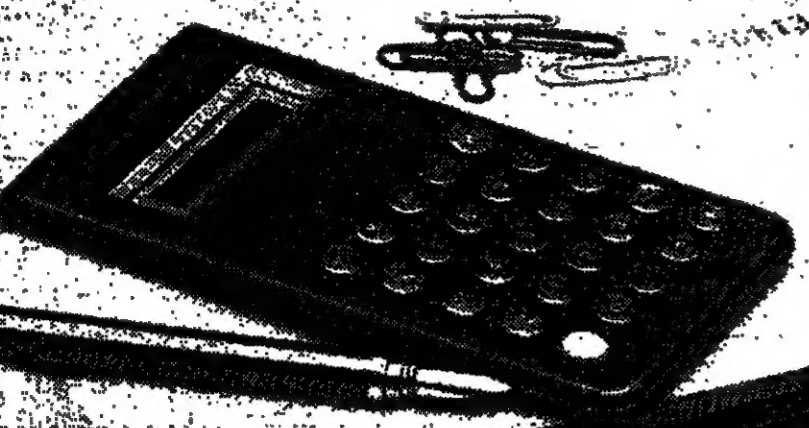
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 750 000 000 DE FRANCS	
AU TAUX FIXE DE 10%	
NOMINAL:	5000 F
PRIX D'ÉMISSION:	4916 F
JOUISSANCE:	28 DÉCEMBRE 1987
DURÉE:	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL:	10% SOIT 500 F PAR OBLIGATION
TAUX DE RENDEMENT AU RÈGLEMENT:	10,25%
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT:	10,25%
AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 28 DÉC. 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE	

Une note d'information (voir CDE n° 97-488 du 10/12/87) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil. SAU de 14/12/87.

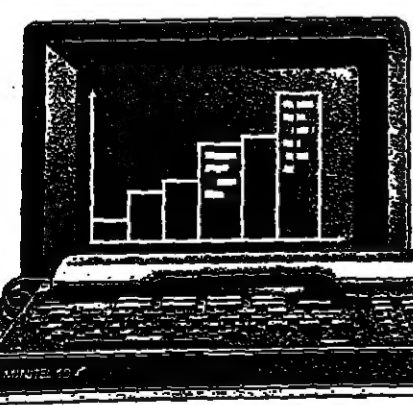


L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

TELETEL PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE

7 ACCÈS PROFESSIONNELS DE 0 A 130,40 F DE L'HEURE TTC*

En un an, les applications professionnelles ont plus que doublé. Pour accompagner cette croissance, les TELECOM offrent 7 accès télématiques pour l'entreprise. Chaque accès correspond à une tarification différente adaptée aux besoins des professionnels.



3605: Numéro Vert Télétel (appel gratuit pour l'utilisateur).
3613: Services internes aux entreprises.
3614: Services professionnels et pratiques.
3616 et 3617: Services à forte valeur ajoutée et d'informations spécialisées.
3621: Services de télématique classique (norme ASCII) permettant l'accès à des banques de données nationales et internationales.
11: L'annuaire électronique avec ses catalogues professionnels.
Pour découvrir la liste des services, tapez 3616 code MGS. Pour avoir plus d'informations sur la création des services, appelez gratuitement notre Numéro Vert: 05.19.40.58.



*TVA 18,60 % en France métropolitaine. Tarifs utilisateurs au 1.12.87.

TAPER TELETEL C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES

Les nouveaux actionnaires du Crédit local (ex-CAECL)

La Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) n'est plus. Le Crédit local de France est né. Avec la publication, le jeudi 17 décembre, par le ministère de l'économie, de la liste des trente et un actionnaires « privés », qui se partagent 27,5 % du capital du Crédit local, le processus de transformation de l'ancien établissement public en société anonyme s'achève.

L'Etat reste le premier actionnaire de cette nouvelle société. Après avoir cédé 25 % du capital à la Caisse des dépôts et consignations, il en conserve 47,5 %. Le reste du capital (27,5 % des actions) a été vendu, lors d'une vente de gré à gré, pour 500 millions de francs. Parmi les acquéreurs sélectionnés, le réseau des caisses d'épargne arrive largement en tête: le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (Cenep) a obtenu 7 % des titres. Se retrouvent ensuite la plupart des investisseurs institutionnels français: assureurs (UAP, GMF, AGF, mutuelles et caisses de retraite), banques (Société générale, Crédit lyonnais, Indosuez, etc.) et établissements financiers (Crédit national, etc.).

Il convient de relever la présence des professionnels du bâtiment et des travaux publics, et également celle d'investisseurs étrangers. Les actionnaires étrangers, tous européens, se partagent 6,3 % du capital avec essentiellement des banques spécialisées dans le crédit aux collectivités locales (Crédit communal de Belgique, avec 3,5 %; Nederlandse Waterschapsbank, avec 1 %, et des banques allemandes).

Commentant ces résultats, M. Pierre Richard, le président du directoire du Crédit local, s'est déclaré très satisfait du « succès » rencontré par l'offre, « ce qui n'était pas évident dans la conjoncture actuelle ». Elle a été légèrement sur-souscrite. L'ouverture du capital du Crédit local doit permettre, selon le communiqué de la Rue de Rivoli, de « renforcer son action en faveur du développement local ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Kayserberg

Le conseil d'administration de Kayserberg, réuni le 14 décembre 1987, sous la présidence de Marcel Kilger, a approuvé le principe d'un programme d'investissement de 2,5 milliards de francs, incluant de gros équipements industriels en France (dont la construction d'une puissante machine à tisser ovale) et des prochaines implantations dans les pays européens voisins.



Béghin-Say a cédé à James River, le 14 décembre 1987, 50 % de sa filiale Kayserberg SA pour 1,5 milliard de francs.

Il est rappelé que Kayserberg, grâce à ses activités dans les domaines des papiers sanitaires et domestiques, des emballages en carton et de transformation des matières plastiques réalise un chiffre d'affaires consolidé de 4 milliards de francs et emploie 1 600 personnes.

Kayserberg se trouve ainsi associée à l'une des premières sociétés papeteries mondiales, ce qui lui permettra d'assurer son développement en Europe.

Cette cession aura, bien évidemment, un impact positif sur les résultats de Béghin-Say en 1987. Son importance sera commentée lors de la présentation des comptes annuels.

Cette opération constitue, après la finalisation de ses activités papeteries, une étape importante dans la restructuration du groupe Béghin-Say, qui marque sa volonté de centrer ses activités principalement sur le secteur agro-industriel, tout en garantissant l'expansion de ses branches papeteries grâce à des accords avec de puissants partenaires.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

NEW-YORK, 17 déc. ↓

Vif repli

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites jeudi à Wall Street. Bien absorbées la veille, elles sont parvenues cette fois à peser sur les cours. Après avoir tenté de poursuivre son avance, le marché a été contraint de rebrousser chemin. Monté un instant à 1 987,23, l'indice des industriels s'est finalement établi à 1 924,40 (- 50,07 points).

Le bilan de la journée n'a cependant pas été trop déséquilibré. Sur 1 984 valeurs traitées, 994 ont baissé, 629 ont monté et 361 n'ont pas varié.

De l'avis général, cette baisse était salutaire après le très bon parcours à la hausse fait par la Bourse. Autour du Big Board, le sentiment restait excellent. La chute des prix du pétrole a été largement atténuée par le repli du dollar. Les professionnels étaient nombreux à estimer que le marché était en bonne position pour franchir sans encombre la séance du 18 décembre, qui sera marquée par la triple échéance des contrats à terme (actions, options, indices).

Le volume des transactions est resté modeste avec 191,78 millions de titres échangés, contre 193,82 millions.

VALEURS	Cours de 16 déc.	Cours de 17 déc.
Alcoa	48 1/8	48 1/8
Alcoa Ind-UAL	71 7/8	70 1/2
A.T.T.	28 1/8	28 1/8
Bell	37 1/2	36 1/4
Chem. Manhattan Bank	20 1/4	20 1/8
De Post de New York	50 5/8	49 3/4
General Electric	40 1/8	39 7/8
Ford	40 1/8	39 7/8
General Motors	40 1/8	39 7/8
IBM	119	118 1/2
J.P.M.	47 7/8	47 1/2
Metall Oil	44 5/8	44 1/2
Shell	28 1/8	28 1/2
Schlumberger	25 3/8	25 1/8
Texas	25 3/8	25 1/8
Union Carbide	30 3/8	29 3/8
U.S.S.	48 1/8	47 3/8
Westinghouse	58 7/8	58 1/2
Yarn Corp.		

LONDRES, 17 déc. ↑

Consolidation de la hausse

Le mouvement de hausse s'est poursuivi jeudi 17 décembre. L'indice FT a progressé de 17,7 points, à 1 366,6. Le Stock Exchange a bénéficié de l'annonce de la baisse record de chômage en Grande-Bretagne et surtout des nombreuses rumeurs d'OPA. Ainsi, la firme de cosmétique britannique Barker and Doxson a lancé une offre d'achat d'une valeur de 2,04 milliards de livres sur Dec Corporation, la troisième chaîne de supermarchés de Grande-Bretagne après Sainsbury et Tesco. Barker, pour cela, aura recours à ses fonds propres, à hauteur de 1,25 milliard de livres, et procédera également à une augmentation de capital. D'autre part, British Petroleum a porté sa participation dans British 24,9 %. Les opérateurs attendaient alors la contre-attaque d'Arco, qui convoite également cette compagnie pétrolière. Le conglomérat Grand Metropolitan, quant à lui, a une hausse de 24 % de son bénéfice avant impôt pour l'année terminée fin septembre: 456,1 millions de livres, contre 367,7 millions l'année précédente. Les opérateurs anticipaient une OPA sur la société Martell, dont il détient 20 % du capital, afin de contrevenir l'offensive du canadien Seagram. (Le Monde du 18 décembre.)

FAITS ET RÉSULTATS

● Citroën: chiffre d'affaires en hausse de 14 % en 1987. - Citroën (du groupe Peugeot SA), long-temps déficitaire, sera bénéficiaire pour le second exercice consécutif et « en assez nette amélioration sur 1986 » (599 millions de francs sur 3,6 milliards pour PSA), a précisé M. Jacques Calvet, président de Citroën. Le chiffre d'affaires sera en progression de 14 % (33,5 milliards de francs en 1986), la production (770 000 véhicules, en hausse de 23 %), et les exportations (427 200, en hausse de 25,7 %), retrouvant les niveaux records des années 1970. Les immatriculations croîtront de 17,6 % (à 262 000 unités) sur un marché français lui-même très dynamique (+ 10 %). La marque aux chevrons verra sa part de marché atteindre 12,5 % dans l'Hexagone (contre 11,6 % en 1986) et 3,1 % en Europe hors France (contre 2,9 %).

● Les « gourous » de Wall Street en prévision. - Les « gourous » de Wall Street prennent du recul. Le célèbre Henry Kaufman a décidé de quitter la firme de conseil Salomon Brothers. Il y avait bâti son immense réputation et laïcité de sa tour d'ivoire ses fameuses prévisions. M. Kaufman envisage de monter une société de conseils. Un autre « gourou », M. Allen Sinai, chef économiste de Shearson Loebman, pourrait lui aussi se retirer de la scène. Ce serait le résultat de l'OPA lancée par sa firme sur E.F. Hutton.

PARIS, 18 décembre ↓

Nouvelle baisse

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont baissé vendredi rue Vivienne. Dans la matinée, le mouvement s'était même accéléré (- 1,87 % par rapport à la veille. Durant la séance principale, il avait cependant maintenu une allure constante. A la clôture, l'indice s'élevait à 1 322,36. Bref, un quatorzième jour, le marché a reperdu près de la moitié de l'avance acquise au cours des quatre précédentes séances.

La dernière liquidation de l'année est, il est vrai, désormais très proche. Elle aura lieu mardi prochain. Bien des investisseurs ont préféré ne pas attendre le dernier moment pour ajuster leurs positions, voire prendre les maigres bénéfices réalisés sur les titres récemment achetés au plus haut après la tempête financière.

La nouvelle baisse du dollar ne dit rien qui vaille à personne, et beaucoup attendent de voir comment Wall Street va se comporter tout à l'heure à la triple échéance trimestrielle des « futures » (actions, options, indices).

Si New-York craque, Paris est assuré de prendre la semaine prochaine une bûche de Noël, disent les spécialistes. « Au lieu de la trêve des confiseurs, ce sera la déconvenue tout court », rétorque un gérant de portefeuille indépendant.

D'une façon générale, les « gourous » sont apparus très ébahis, même si l'aspect subitiste encore de voir un peu de hausse d'ici la fin de l'année pour habiller les bilans de fin d'année.

Les « zéniths », pour l'instant, restent l'arme au pied, tandis que les « RG » continuent à patrouiller pour rendre compte. Eurostat a continué de creuser son trou. Les actionnaires risquent de payer cher leur passage.

Le marché obligataire a baissé. Le MATIF a fait de même (1/2 point). Des ajustements aussi, paraît-il, avant les départs aux sports d'hiver. S'il reste de l'argent pour les vacances, c'est bon signe.

TOKYO, 18 déc. ↓

Rechute

Le temps de la reprise s'est pas duré longtemps à Tokyo. Vendredi, le marché nippon s'est de nouveau alourdi, et, en clôture, l'indice Nikkei accusait une baisse de 72,66 points, à 22 826,97.

Une fois encore, la baisse du dollar a suscité de très vives craintes dans la communauté financière. Les moins-values latentes des portefeuilles institutionnels, chargés en obligations et en bons de trésor américains, estimées à 40 milliards de dollars au moins, vont encore augmenter.

Naturellement, le glissement du billet vert a derechef entraîné le repli des valeurs d'exportation comme Sony et Hitachi. Seuls quelques titres assez spécialisés comme l'usine pharmaceutique, entreprise vendant aux Etats-Unis sur une « base ym », et Nishin Flour Milling, qui devrait bénéficier du plan gouvernemental de réduction des prix du blé, ont progressé.

VALEURS	Cours de 17 déc.	Cours de 18 déc.
Adif	438	438
Bridgman	1220	1225
Carni	350	341
Fuji Bank	3100	3110
Honda Motor	1280	1300
Marubishi Bank	2140	2120
Marubishi Heavy	387	380
Sony Corp.	4980	4990
Toyota Motor	1850	1820

● Un nouveau président pour la Bourse de Hongkong. - La Bourse de Hongkong a un nouveau président, M. Charles Sin, qui remplace M. Ronald Li, très contesté après sa décision de fermer le Stock Exchange entre le 20 et le 23 octobre, en pleine tourmente boursière. M. Sin a été élu par le comité général, composé de vingt et un membres, uniquement des courtiers locaux. Vétéran du métier, M. Sin est connu pour ses aptitudes à la négociation.

● Piles Wonder: vote d'un concordat par une assemblée des créanciers. - Les créanciers de la société Les Piles Wonder ont voté les propositions concordataires présentées le 17 décembre, lors d'une assemblée qui s'est tenue au tribunal de commerce de Paris, a indiqué le groupe Tapie, qui détient 51 % de la société. Le passif des Piles Wonder s'élevait à 574 millions de francs. L'assemblée a approuvé à 97 % en nombre de voix (97,8 % en prenant pour base la masse des créances) le remboursement de 55 % du passif en dix ans pour les créanciers chirographaires, au nombre de mille, les cent cinquante créanciers privilégiés étant remboursés à 100 % sur des périodes négociées au cas par cas. Reste maintenant au tribunal de commerce à homologuer ou concordat, une fois écoulés les huit jours francs pendant lesquels les créanciers, qui ont voté contre, peuvent manifester leur opposition.

صكزا من الاصل

34 Le Monde • Samedi 19 décembre 1987

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo

Lors de sa réunion du 16 décembre 1987, le conseil d'administration de VALEO a constaté que les bons A émis par VALEO lors de l'augmentation de capital de novembre 1986 avaient été souscrits à l'échéance du 30 novembre 1987 pour un montant de 150 millions de francs, soit 30 % des bons concernés. Le capital a été arrêté au 30 novembre 1987, après conversion des obligations convertibles et l'exercice des bons A à 9 644 552 actions.

D'autre part, le conseil convoque le 26 janvier 1988, une assemblée générale extraordinaire pour procéder à une augmentation de capital d'environ 300 millions de francs réservés aux actionnaires principaux.

Cette augmentation de capital réservée aurait pour objet de consolider l'actionariat de VALEO en permettant aux actionnaires principaux de retrouver les parts respectives qu'ils avaient avant les opérations de fusion VALEO, FEA et SEV et l'exercice des bons A par certains d'entre eux.

A l'issue de cette augmentation de capital, CERUS aurait environ 20 % du nouveau capital et les autres actionnaires français associés détiendraient environ 21 %.

La réalisation de ces deux opérations (bons A + augmentation de capital réservée) renforce les fonds propres de VALEO de 450 millions de francs, lui permettant de réduire son endettement et poursuivre son programme de développement.

Enfin le conseil a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 10 967 626 bons de souscription C d'actions VALEO, à compter du 23 décembre 1987.

9 644 552 bons seront attribués directement aux actionnaires existant au 30 novembre 1987, selon arrêté du capital à cette date. Le solde de 1 323 074 bons sera mis en réserve en vue d'une attribution ultérieure aux porteurs d'obligations convertibles et aux porteurs de bons B, dans la mesure où ils auront converti leurs obligations ou exercé leur droit de souscription avant l'échéance du 8 juillet 1988 des bons C.

A partir du 1^{er} janvier 1988 et jusqu'au 8 juillet 1988, 10 bons de souscription C donneront le droit de souscrire à une action VALEO de F 100 nominal au prix de F 475.

La souscription complète des bons C procurerait à VALEO 520 millions de francs.

Une notice COB sera à la disposition du public à compter du 21 décembre 1987.

BANQUE SOFINCO

Au cours de sa réunion du 20 novembre 1987, le conseil d'administration de la Banque SOFINCO a officiellement constaté la privatisation de la société, entraînée de facto par la privatisation de la Compagnie financière de Suez, qui en détiennent la totalité du capital depuis le mois d'octobre 1987.

Le conseil d'administration a également décidé de convoquer une assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) pour le 29 décembre 1987 en vue, notamment, de procéder aux modifications statutaires liées à la privatisation.

D'autre part, le conseil d'administration a constaté l'évolution satisfaisante de l'entreprise et de l'ensemble de ses filiales.

Dans ces conditions, le résultat net après impôt et participation de la Banque SOFINCO devrait connaître une augmentation conforme aux prévisions.

Enfin, et en application du protocole signé en 1985, la Compagnie financière de Suez apportera à la Banque SOFINCO 45,5 millions de francs en numéraire ; ainsi, le conseil d'administration a-t-il décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale une proposition d'augmentation de capital par apports de fonds propres, complétée par une incorporation de réserves portant le nominal de l'action à 150 F.

En conséquence, et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, le capital social de la Banque SOFINCO sera porté de 285 millions de francs à 369,3 millions de francs d'ici au 31 décembre 1987.

Marchés financiers PARIS:

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
ASP.SA	1150	921	Montauban	95	94
Alain Mammès	200 10	200 80	Mécatronic Interact.	309 80	305
Amis de l'Aviation	400	400	Mécatronic	142 80	137
Anytel	251 50	242	ALM.SA	450	445
B.A.C.	450	445	Molins	152	172 80
B. Dumas & Associés	350	351	Myrtille-Union	530	528
B.I.C.M.	980	980	Obit-Legumes	238	215 80
B.I.P.	405	405	Op. Gaz. Fr.	318	310
Bolton Technologies	578	585	Palet Dumas	180	164 20
Bolton	921	905	Parafilm	316	316
Calder de Lyon	740	804	Par Import	154	180
Calderon	522	522	Protonic (C. M. & P.)	100	100
Canal Plus	358	354	Ramel	800	790
Canal	915	889	St-Gobain Electronique	945	920
C.D.M.E.	500	788	St-Hippolyte	130	127
C.E.P.	280	280	S.C.E.P.M.	180	146 70
C.E.R.D.	531	550	Sigla	240	245
C.E.R.P.	180	180	Sono-Mat	380	386
C.E.P.-Communication	880	880	S.E.P.	587	583
C.G.I. Informatique	451	453	S.E.P.R.	575	580
Chemise d'Origny	241	343	Sigra	582	582
CALM	247	254 70	S.M.T. Group	189	185
Concept	235	287	Sudalco	580	580
Conseil	475	485	Sulfur	282	284
Dalco	184 70	185	Suzy	275	284
Daphne D.T.A.	2500	2500	TF 1	104 80	100
Davies	1287	1300	Union Financ. de Fr.	478	480
Deville	721	720	Union de France	300	300
Digital	105	113 80			
Digital Equipment	268	280			
Digital Invest.	16 70	17 40			
Expans	421	404			
Filipac	240	238 40			
Galland	508	529			
Guy Degrange	781	885			
L.C.C.	210	211			
MA	130	125			
L.E.F.	95	95			
MO	95	95			
Int. Merc. Service	159	161 80			
La Compagnie Financ.	202	204			
Le groupe de Suez	178	174			
Lucas Investissement	245	245			
Locom	189 50	187 50			
Mandini	263	271			
Marte Investisse	258	258			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 17-12-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Laforge Cop.	1280	38	159	198	-	44	148	168	-
Paribas	400	8,20	12	28	-	84	85	-	-
Peugeot	1180	1,90	65	138	-	188	-	-	-
Thomson-CSF	1180	-	33	-	-	254	-	-	-
EX-Agrolis	280	0,01	8	15,6	-	46	61	65	-
Midi	1180	24	110	170	-	70	-	-	-

MATIF				
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 déc. 1987				
Nombre de contrats :				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	99,55	98,30	97,55	97,05
Précédent	99,45	98,15	97,40	97,25

INDICES	
CHANGES	
Dollar : 5,5015 F	
Le dollar s'est légèrement apprécié vendredi, dans des marchés très calmes. Le billet vert a ainsi coté 5,5015 F (contre 5,4990 F la veille). Même l'or a baissé (484 dollars l'once, contre 487,75 dollars), en raison avec la chute du prix du pétrole brut.	
FRANCFORT	17 déc. 18 déc.
Dollar (en DM)	1,637 1,62
TOKYO	17 déc. 18 déc.
Dollar (en yen)	126,35 126,45
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets pevés)	
Paris (18 déc.)	734,75/76
New-York (17 déc.)	658,41/42

BOURSES	
PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)	
16 déc.	17 déc.
Valeurs françaises	72,9 73
Valeurs étrangères	97,2 97,5
C ^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
Indice général	287,8 286,3
NEW-YORK (indice Dow Jones)	
16 déc.	17 déc.
Industrielles	1974,47 1984,40
LONDRES (indice Financial Times)	
16 déc.	17 déc.
Industrielles	1348,9 1366,6
Mines d'or	328,4 319
Fonds d'Etat	87,46 87,36
TOKYO	
17 déc.	18 déc.
Nikkei Dow Jones	2228,23 2285,97
Indice général	1844,56 1853,48

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS	DEUX MOIS	SEIZ MOIS
	+ les	+ les	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-IL	5,4815	5,4845	- 15	+ 18	+ 25
S. m.	4,1988	4,2045	- 34	- 57	- 21
Yen (100)	4,3315	4,3375	+ 122	+ 141	+ 273
DM	3,3885	3,3944	+ 112	+ 132	+ 238
Flora	3,0035	3,0069	+ 86	+ 96	+ 179
FR (100)	16,1335	16,1377	+ 161	+ 239	+ 354
FS	4,1574	4,1628	+ 144	+ 171	+ 333
L.O. (100)	4,2976	4,3040	- 161	- 229	- 385
F. franc	18,0668	18,0778	- 71	+ 33	- 188

TAUX DES EUROMONNAIES									
SE-IL	6 3/8	6 5/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	2 3/4	4 5/8	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Flora	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 11/16	4 11/16	4 11/16	4 11/16
FR (100)	6 1/8	6 5/8	6 1/4	6 15/16	6 11/16	7 1/16	6 11/16	7 1/16	7 1/16
FS	8 1/8	8 5/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
L.O. (100)	10 3/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
F. franc	8 1/4	8 1/2	8 5/8	8 5/4	8 11/16	8 11/16	8 11/16	8 11/16	8 11/16
F. franc	7 13/16	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.

SIGNÉ !

JUILLET 1987. LE GROUPE CGE RETENU POUR LES ETUDES DE LA PLUS GRANDE GARE DE FRANCE. SOGELERG A ÉTÉ CHOISI POUR ASSISTER L'ATELIER D'ARCHITECTURE ET LES SERVICES TECHNIQUES DE LA SNCF DANS LA CONCEPTION DE LA FUTURE GARE MONTPARNASSE DU TGV ATLANTIQUE. 55 000 M², 59 MILLIONS DE VOYAGEURS PAR AN. CE PROJET REPRÉSENTE UN ENSEMBLE D'OPÉRATIONS ESTIMÉ À 650 MF.

ACTIONNAIRES DE LA CGE. CE NOUVEAU SUCCÈS DU GROUPE EST AUSSI LE VÔTRE.



Marchés financiers

BOURSE DU 18 DECEMBRE

Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1002	A.S. 1973	1002	1002	1002	- 0.05	1002	1002	1002	1002	1002	- 0.05	101	Belladine	110	108 50	108 50	- 0.45
1003	C.N.E. 37	4332	4332	4332	- 0.05	1003	4332	4332	4332	4332	- 0.05	142	Chas. Menz.	111 80	102 10	102 10	- 3.40
1005	S.N.P. T.P.	1005	1005	1005	- 3.35	1005	1005	1005	1005	1005	- 3.35	51	De Basse	52 10	52 10	52 40	+ 0.58
1009	C.C.R. T.P.	1009	1009	1009	+ 0.08	1009	1009	1009	1009	1009	+ 0.08	1480	Dreuxer Bld	1381	1358	1358	- 0.22
1010	C.R. Lys. T.P.	1010	1024	1024	+ 0.38	1010	1024	1024	1024	1024	+ 0.38	177	Dreuxer Bld	177	177	177	- 0.42
1011	C.R. Lys. T.P.	1011	1024	1024	+ 0.38	1011	1024	1024	1024	1024	+ 0.38	178	Dreuxer Bld	178	178	178	- 0.42
1015	Blanc-Pol T.P.	1760	1762	1762	+ 0.09	2200	1762	1762	1762	1762	+ 0.09	445	Est-Penn-Mon.	430	447	446	- 0.05
1219	St-Gabriel T.P.	1220	1211	1211	- 0.73	200	1211	1211	1211	1211	- 0.73	200	Est-Penn-Mon.	432	408	408	- 0.32
1408	Thomson T.P.	1132	1140	1140	+ 0.71	1408	1140	1140	1140	1140	+ 0.71	58	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1410	Agence T.P.	424	424	424	- 0.26	1410	424	424	424	424	- 0.26	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1412	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1412	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1414	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1414	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1416	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1416	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1418	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1418	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1420	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1420	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1422	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1422	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1424	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1424	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1426	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1426	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1428	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1428	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1430	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1430	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1432	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1432	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1434	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1434	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1436	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1436	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1438	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1438	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1440	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1440	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1442	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1442	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1444	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1444	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1446	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1446	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1448	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1448	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1450	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1450	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1452	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1452	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1454	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1454	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1456	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1456	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1458	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1458	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1460	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1460	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1462	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1462	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1464	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1464	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1466	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1466	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1468	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1468	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1470	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1470	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1472	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1472	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1474	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1474	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1476	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1476	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1478	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1478	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1480	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1480	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1482	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1482	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1484	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1484	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1486	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1486	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1488	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1488	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1490	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1490	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1492	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1492	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1494	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1494	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1496	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1496	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1498	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1498	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1500	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1500	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1502	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1502	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1504	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1504	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1506	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1506	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1508	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1508	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1510	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1510	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1512	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1512	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1514	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1514	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1516	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1516	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1518	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1518	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1520	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1520	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1522	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1522	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1524	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1524	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1526	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1526	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1528	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1528	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1530	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1530	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1532	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1532	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1534	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1534	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1536	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1536	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1538	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1538	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1540	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1540	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1542	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1542	411	411	411	411	- 0.30	148	Est-Rand	58 50	58	56 50	- 0.70
1544	Agence T.P.	424	411	411	- 0.30	1544											

Comptant

[illegible]**SICAV** (collecti

VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net
A.A.A.	584.65	567.85	France-Nigeria	887.76	871.03	Normal F.	1383.24	1316.90
Action	182.94	178.04	Frax-Asociacion	1361.38	1361.38	Odico-Nigeria	1035.57	1020.27
Action Finance	373.57	370.07	Fraxipaci	305.95	304.86	Odico-Spain	1324.46	1309.29
Action Invest	325.02	310.28	Fraxipact	10789.41	10789.41	Odico-Spain	1368.28	1368.28
Action Influence	482.78	465.33	Fraxipact	249.19	239.54	Odico-Spain	1397.94	1398.97
Action Invest	590.37	589.38	Fraxipact	835.61	816.18	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. Action-In-CP	912.87	818.23	Fraxipact	227.48	221.01	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	420.67	418.22	Fraxipact	1032.82	1032.82	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	1047.88	1027.29	Fraxipact	5333.63	5319.01	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	401.96	392.17	Fraxipact	552.74	552.74	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	88.45	87.27	Fraxipact	1126.78	1118.02	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	1049.48	1044.26	Fraxipact	1005.55	1007.54	Odico-Spain	1518.58	1518.58
A.G.E. SMO	1043.05	1043.05	Fraxipact	5112.27	5112.27	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Agilino	549.92	536.51	Fraxipact	250.22	277.35	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Agilino	238.85	238.85	Fraxipact	69.97	73.77	Odico-Spain	1518.58	1518.58
ALTA	413.62	397.50	Fraxipact	382.37	382.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	423.62	432.91	Fraxipact	5818.53	5818.53	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	661	631.03	Fraxipact	882.02	882.02	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	433.78	430.27	Fraxipact	1467.55	1467.55	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	558.05	557.77	Fraxipact	138.25	138.25	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	238.85	238.85	Fraxipact	614.88	586.96	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1182.78	1182.78	Fraxipact	554.11	538.96	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1363.37	1363.37	Fraxipact	554.11	538.96	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	111.98	108.05	Fraxipact	489.39	489.39	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	96.43	92.50	Fraxipact	404.13	395.80	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	380.43	363.18	Fraxipact	614.82	586.96	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	2681.05	2673.04	Fraxipact	1322.02	1322.02	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	79.32	76.77	Fraxipact	1221.04	1221.04	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1689.77	1689.77	Fraxipact	1381.26	1381.26	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	322.02	314.44	Fraxipact	1074.47	1074.47	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1237.16	1237.16	Fraxipact	382.37	382.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1052.47	1052.47	Fraxipact	1237.58	1237.58	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	812.58	795.73	Fraxipact	1435.35	1435.35	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	451.74	434.79	Fraxipact	1008.96	987.58	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	547.88	526.85	Fraxipact	1159.50	1119.50	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	2559.88	2559.88	Fraxipact	382.37	372.62	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	2023.23	2023.23	Fraxipact	502	479.25	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	521.33	503.67	Fraxipact	14684.28	14679.05	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	585.93	568.26	Fraxipact	1615.13	1615.13	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	551.51	516.33	Fraxipact	238	235.48	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	226	225.45	Fraxipact	228	223.08	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	132.94	130.08	Fraxipact	393.27	389.27	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	111.82	111.82	Fraxipact	580.27	580.27	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	311.48	302.42	Fraxipact	707.45	675.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1451.98	1451.98	Fraxipact	267.95	275.23	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	7289.08	7111.30	Fraxipact	315	313.33	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	230.94	229.22	Fraxipact	140.54	137.18	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	2844	2841.16	Fraxipact	6580.11	6580.11	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	4189.70	4119.49	Fraxipact	205.27	209.02	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	3483.82	3483.82	Fraxipact	1280	1221.56	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	7588.01	7588.01	Fraxipact	11594.26	11594.26	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1333.31	1257.63	Fraxipact	11704.07	11704.07	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	622.42	594.20	Fraxipact	2308.78	2308.78	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1398.81	1398.81	Fraxipact	528	528	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	54195.62	54195.62	Fraxipact	1381.26	1381.26	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1648.77	1604.04	Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1023.89	1023.89	Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1053.01	1033.16	Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	372.88	363.88	Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem	1207.18	1207.14	Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	74415.88	74415.88	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	61594.60	61594.60	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	382	382	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	718	718	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	594	593.37	Odico-Spain	1518.58	1518.58
Amor-Gem			Fraxipact	38164.72	38164.72	Odico-Spain	1518.58	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prix.	18/12	Achat	Vente
Euro-Lib (100 £)	5 489	5 501	5 500	5 880
ECU	6 895	6 981		
Allemagne (100 DM)	16 772	16 809	16 800	18 800
Belgique (100 F)	330 720	330 850	280	310
France (100 F)	97 850	97 855	94	90
Grande-Bretagne (1 £)	10 104	10 080	9 760	10 150
Grèce (100 drachmes)	4 259	4 257	4 300	4 400
Irlande (100 p.	4 599	4 585	4 500	4 600
Italie (100 lit.)	415 370	415 400	300 500	423 800
Suède (100 kr)	92 980	92 980	99	96
Suisse (100 S)	46 980	46 980	46 800	47 200
Autriche (100 S)	4 986	4 989	4 750	5 250
Portugal (100 esc.)	4 137	4 148	4 150	4 400
Espagne (100 pes.)	3 203	3 204	3 250	3 400
Corée (100 w.)	3 344	3 344	3 300	3 400

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 16/12
Or fin (au gramme)	86450	86300
Or Britannique	86450	86390
Pièces françaises (20 F)	541	538
Pièces françaises (10 F)	428	
Pièces latines (50 F)	586	570
Pièces latines (20 F)	507	492
Belges	631	624
Pièces de 20 dollars	3075	3075
Pièces de 10 dollars	1580	1520
Pièces de 5 dollars	325	
Pièces de 500 pesetas	3385	3360
Pièces de 100 florins	520	520
Or Louvre	489	484 85
Or Zurich	479 50	484 50
Or Hongkong	487 05	483 95
Argent Louvre		

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu

سكنا من الاجل

36 • Samedi 19 décembre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3-4 La relève dans le PC tchécoslovaque. 5 La situation en Corée du Sud. - M. Mitterrand et la stratégie de dissuasion. 6 La préparation de l'élection présidentielle aux États-Unis.	8 Les déclarations de M. Le Pen sur TF 1. 9 Le rapport Hannoun contesté au sein du RPR. 10 « Le Journal d'un amateur », par Philippe Bouchier. DÉBATS 2 « Désespoir et espoirs de la formation », par A. Grosser.	13 La fronde des communistes aux élections. 15 Le président du conseil d'administration de la CFES démissionne. 29 Echecs. 16 Sports : avant la trêve du championnat de football.	21 Lettres : le mort de Marguerite Yourcenar. 22 Le projet d'aménagement du site du port de Gard. 23 Chefs-d'œuvre en tout genre au Pavillon de Flore. 24 Communication : la crise au Matin de Paris.	30 La reprise en main par M. Chirac du dossier sur le contentieux gazier franco-algérien. 31 Accord sur la participation chez Peugeot. 33 à 35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 29 Carnet 29 Jours 29 Météorologie 28 Mots croisés 20 Philatérie 27 Radio-Télévision 27	• Flash-back sur l'actualité REP • La mini-journal JOUR • Consultez votre portefeuille BOURSE Actualité International Culture 3615 Taguez LEMONDE Consultez vos livres sur la librairie du monde 3616 + LM 16

ÉTATS-UNIS

Un diplomate soviétique soupçonné d'espionnage pourrait être expulsé

Les services américains de contre-espionnage (FBI) ont arrêté, jeudi 17 décembre, un diplomate de la mission soviétique auprès des Nations unies, puis l'ont relâché en raison de son immunité diplomatique. A Washington, un responsable du département de la justice a indiqué que ce diplomate était soupçonné d'espionnage et que le gouvernement américain allait vraisemblablement décider de l'expulser.

Ce diplomate a rang de second secrétaire, a précisé le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, sans fournir son identité. « Il a, semble-t-il, été surpris en train de mener des activités illégales », a-t-il dit ; dix-sept seconds secrétaires sont enrôlés à la mission soviétique aux Nations unies.

Les États-Unis ont souvent accusé l'URSS d'utiliser sa mission à l'ONU pour des activités d'espionnage. En mars 1986, Washington avait exigé que le nombre de diplomates aux Nations unies, qui était alors de deux cent soixante-treize, soit réduit à cent cinquante d'ici à avril 1988. Moscou avait refusé d'obtempérer, et les États-Unis avaient expulsé en septembre 1986 vingt-cinq diplomates soviétiques en poste à l'ONU, soupçonnés d'espionnage. Depuis lors le nombre de diplomates de la mission soviétique a été réduit à cent soixante-treize. — (AFP.)

• Echange d'espions entre les deux Allemands. — Trois espions est-allemands emprisonnés en RFA ont été échangés le jeudi 17 décembre au poste-frontière de Herleshausen (appelé Wartha en RDA) contre des Allemands de l'Ouest incarcérés en RDA pour espionnage, a annoncé à Bonn le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Friedhelm Ost.

Visite d'un haut fonctionnaire soviétique au Vatican

Un haut fonctionnaire du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Oleg Grinievski, est arrivé à Rome, le jeudi 17 décembre, pour informer le gouvernement italien et le Vatican des résultats du sommet Reagan-Gorbatchev. L'envoyé du Kremlin a eu des entretiens avec le président de la République, M. Francesco Cossiga, et des responsables de la diplomatie italienne. Au Vatican, M. Grinievski devait rencontrer, le vendredi 18 décembre, le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat. Cette visite relance les spéculations sur un éventuel voyage de Jean-Paul II en URSS ou de M. Gorbatchev en Italie en 1988. Ce n'est pas la première fois qu'un émissaire soviétique se rend au Saint-Siège pour discuter des affaires politiques internationales, mais les consultations ne se sont jamais déroulées à un niveau diplomatique, aussi élevé, indiquent-on de source religieuse.

M. Grinievski, ambassadeur, avait dirigé la délégation soviétique à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe, de 1981 à 1983. — (Reuters.)

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX!

ECHARPES
100% lambswool importées de Grande-Bretagne pure laine 170x30 cm 25 coloris **170F**

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'attitude des socialistes envers M. Stasi

M. Rocard soutient M. Jospin

Le vote du bureau exécutif du PS, le mercredi 16 décembre, favorable à un vote contre le budget présenté par M. Bernard Stasi (CDS) pour la région Champagne-Ardenne, continue de provoquer des remous au sein de ce parti. Antilepéniste notoire, M. Stasi ne dispose que d'une majorité relative et, mathématiquement, ne peut pas faire adopter son budget si les communistes, les socialistes et le Front national votent contre.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui a été mis en minorité au cours de la réunion du bureau exécutif (il proposait la non-participation au vote en Champagne-Ardenne), a

été soutenu par M. Rocard. « C'est une politique de droite que de chercher tranquillement la complicité de Le Pen pour faire tomber ceux qui n'ont qu'une majorité relative », a déclaré le député des Yvelines.

En Champagne-Ardenne, le trouble grandit parmi les élus socialistes régionaux. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée régionale affirme que ses amis et lui gardent leur « autonomie d'appréciation ». M. Michel Carlele, député socialiste de l'Aube, déclare pour sa part : « Entre Le Pen et Bernard Stasi, je choisis la tolérance et l'ouverture contre l'exclusion et le racisme. »

A Reims : le trouble

REIMS
de notre correspondant

En exprimant un avis défavorable au vote du budget que présentera M. Bernard Stasi au conseil régional de Champagne-Ardenne, le lundi 21 décembre, le bureau exécutif du Parti socialiste a accru l'embarras des élus socialistes (le Monde du 18 décembre). Ceux-ci sont en effet partagés entre trois attitudes qui, généralement, dépassent les clivages de courants : l'abstention, le refus de participation au scrutin, le vote contre.

La position des instances nationales place le groupe socialiste, le plus important de l'Assemblée régionale, devant un choix désagréable : ou bien il rejette le budget, et il s'expose à paraître « aux ordres de Paris » ; ou bien il s'abstient ou refuse de participer au scrutin, et il encourt les foudres disciplinaires de la direction du PS.

M. Mitterrand soutient Les restaurants du cœur

Le président de la République a reçu, vendredi 18 décembre, à l'Élysée les responsables de l'association Les restaurants du cœur fondée par Coluche. Ceux-ci ont indiqué que M. Mitterrand apportait son « soutien total » à leur œuvre, souhaitait qu'une loi soit adoptée instaurant un « minimum social pour les plus déshérités » et a annoncé qu'il interviendrait auprès de M. Jacques Delors pour que la CEE accorde comme en 1987, des dons en produits alimentaires.

Plusieurs artistes et chanteurs faisaient partie de la délégation, dont Robert Hossein, qui a invité M. Mitterrand à une représentation de l'Affaire du courrier de Lyon qui sera donnée au profit des Restaurants du cœur.

• Voiture piégée à Beyrouth : deux morts. — Deux fillettes ont été tuées et cinq personnes blessées, jeudi 17 décembre, par l'explosion d'une voiture piégée dans la banlieue sud de Beyrouth. L'explosion s'est produite au moment où une camionnette passait devant une caserne de l'armée libanaise dans le quartier de Bour-Berejneh, où dominent le Mouvement chiite Amal et le parti pro-iranien du Hezbollah. — (AFP.)

• CYCLISME : la FFC « blanchit » Jeannie Longo. — Estimant que « les règles et les délais de procédure fixés par les règlements médicaux internationaux (...) n'avaient pas été respectés en la circonstance », le bureau fédéral de la Fédération française de cyclisme a classé sans suite, vendredi 18 décembre, le dossier de Jeannie Longo, qui avait subi un contrôle anti-dopage positif (léphédrine), à la suite de son record du monde des 3 kilomètres à Colorado Springs, en septembre dernier. Jeannie Longo avait déclaré avoir utilisé un traitement de phytothérapie (le Monde du 14 novembre), pour calmer des douleurs aux jambes.

• La vente des Annales d'histoire révisionniste de nouveau autorisée. — Le tribunal de Paris a ordonné, le mercredi 18 décembre, la mainlevée de la mesure d'interdiction de vente dans les lieux publics prise le 25 mai dernier et visant le revue Annales d'histoire révisionniste dont le premier numéro reprenait notamment des thèses niant l'existence de chambres à gaz dans les camps de concentration nazis. Le tribunal a estimé que les circonstances particulières — ouverture du procès de Klaus Barbie — qui avaient amené le juge des référés à prendre cette mesure d'interdiction n'existent plus aujourd'hui.

Le numéro du « Monde » daté 18 décembre 1987 a été tiré à 509 496 exemplaires

La décision prise à Paris ne plaît pas aux socialistes de Champagne-Ardenne. M. Jean-Claude Fontanard, leur président, remarque qu'elle « ne constitue pas un mandat impératif ou une contrainte ». « Nous considérons, dit-il, que nous conservons notre autonomie d'appréciation ». Un élu de l'Aube, M. Jean Weilland, affirme que ses amis apporteront « la preuve de leur autonomie ». Tel autre, de la Marne, juge « toutes les pressions insupportables » et pense que l'on transforme les socialistes de cette région en « otages ».

Le débat ne sera tranché que quelques minutes avant la séance décisive du lundi 21 décembre. Aucune des trois hypothèses de départ n'est exclue. Un vote négatif provoquerait le rejet du budget. Le chef de l'exécutif de Champagne-Ardenne s'appuie sur une majorité relative, puisque les voix cumulées du RPR et de l'UDF (23) ne

l'emporteraient pas sur une alliance de circonstance des oppositions de gauche (4 PC et 15 PS) et d'extrême droite (5 FN).

En raison de la personnalité de M. Stasi, l'hostilité du Front national ne fait pas l'ombre d'un doute. Les socialistes, qui ne voient pas en M. Stasi (UDF-CDS) un représentant classique de la droite et qui lui reconnaissent des vertus de démocrate, sont tentés d'admettre que le budget n'offre pas de prises ou d'angles d'attaque. Ainsi, la fiscalité directe, qui avait effectué un bond de 60 % en 1987, a été contenue cette fois à moins de 1 %. Il reste qu'ils sont parfois poussés par la base. La commission exécutive de la Marne, par exemple, s'est prononcée contre le budget, et les amis de M. Chevènement, autour de M. Ghislaine Toutain, député, se livrent à une campagne anti-Stasi.

DIDIER LOUIS.

A Echirrolles (Isère)

Les « rénovateurs » constituent un groupe charnière au sein du conseil municipal

Les représentants du PCF n'auraient plus, désormais, la majorité absolue au conseil municipal d'Echirrolles dans la banlieue de Grenoble (Isère) qui est composé, depuis 1983, de trente-trois élus de gauche (24 PC et apparentés, 9 PS) et six conseillers de droite. M. Alain Arvin-Bérod, conseiller général communiste récemment exclu de son groupe et de son parti — il soutient M. Pierre Juquin, — devait annoncer, le vendredi 18 décembre, la création d'un « groupe rénovateur et démocrate » à la municipalité d'Echirrolles dont il est adjoint au maire.

Selon le règlement de ce conseil municipal, le nouveau groupe sera

constitué d'un minimum de cinq personnes. Outre M. Arvin-Bérod, on y trouve M. Germaine Petit, conseiller communiste et secrétaire de la cellule des enseignants d'Echirrolles, M. Annick Evazard, conseiller démissionnaire du PCF, ainsi que M. Guy Sisti et M. Antoine Alberto, un artisan plombier, indépendant apparenté au groupe communiste.

Si M. Arvin-Bérod situe ce nouveau groupe « dans la majorité municipale » d'union de la gauche et réclame « le pluralisme » pour la gestion de la ville, il n'en demeure pas moins que cette situation crée une nouvelle donne. Privé de cinq conseillers, le groupe communiste, convoqué vendredi pour prononcer, en leur absence, l'exclusion des contestataires ne peut plus détenir, seul, la majorité absolue. Le « club des cinq » constitue ainsi un mini-groupe charnière.

Pour la première fois dans un conseil municipal dirigé par le PCF, les « rénovateurs » mettent les anciens « camarades » devant une alternative douloureuse : ou bien s'allier aux socialistes, ou bien s'allier aux amis de M. Juquin pour avoir la majorité. Menacé implicitement de se voir retirer sa délégation d'adjoint, M. Arvin-Bérod, qui fait l'objet, selon son entourage, d'un travail de sappe de l'appareil communiste auprès des fonctionnaires municipaux, semble attendre les décisions du maire, M. Gilbert Bissy, avec sérénité.

O. S.

M. Philippe Mestre invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, directeur de la campagne électorale de M. Raymond Barre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 20 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Mestre, vice-président de l'Assemblée nationale, représentant des adhérents directs au bureau politique de l'UDF, ancien directeur de cabinet de M. Barre à l'Élysée, répondra aux questions d'André Passeron et de Thierry Bédier, du Monde, et de Dominique Pappalardo et de Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Sur le vif

Saltimbanques

Il ne manquent pas d'air, nos politiciens. Vous les auriez entendus justifier hier, sur Europe 1, leur participation éhémère à n'importe quel jeu, quel show télévisé, rien que pour montrer leur goût à l'écran, d'être d'un grotesque, échoué. Moi, j'en avais honte pour eux. Vous vous rappelez, le mois dernier, cet article à la « une » du Monde intitulé : « Les claqueuses de la politique » ? Tout y passait, les tours de manège des époux Mermoz ou Descamps, les piteuses d'Harvê de Charrette à « l'académie des neufs ». Et Juppé et Lang, invités par Guy Lux à courir dans un sac ou à sauter dans une baignoire pleine de flottes.

Paraît qu'ils se précipitent, nos ministres, les téléphones, les journaux, les plénières pendant des semaines sur d'interminables fêtes d'attente dans l'espoir de couloir un jour dans le cabinet de maquillage une Annie Cordy ou un Pierre Doris. Ils peuvent pas rien ! Les animateurs de ces émissions grand public étaient là pour nous le raconter. On s'est

étonné, quand même : pourquoi faut-il absolument qu'un membre du gouvernement se barbouille de fond de teint, de blush, de rouge à lèvres et vienne faire le manège à l'antenne. Jusqu'où faut-il aller pour monter dans les sondages ?

Quoi ? Comment ? C'est très drôle de leur part, au contraire, très typique de comédiens à quiber leurs piteuses lambeaux de pouvoir sans aucune population médiatique qu'ils ne sont pas d'essence divine, mais des êtres de chair et de sang comme vous ou moi. Ouais, mais pas comme Chirac, Barre ou Mitterrand, leur a-t-on fait remarquer. Eux ne s'abaisseraient pas à... Ça, ça leur a pas plu ! Vexés comme des pout, ils étaient, et obligés de se conformer à un préjugé exemplaire venu des États-Unis. Une de nos caricatures, une Américaine, leur a ri au nez. Jamais vous ne verrez là-bas un serviteur de l'État confondre la roue de la fortune avec celle de la renommée.

CLAUDE SARRAUTE.

Poulain et Banania vendues à Cadbury et Corn Product

Le PDG du groupe agro-alimentaire Midal, M. Philippe Midy, a communiqué, le vendredi 18 décembre, les noms des repreneurs de ses filiales chocolat Poulain et Nutril (Banania, Benoit) dont la mise en vente avait été annoncée en septembre dernier. Poulain sera cédée au Britannique Cadbury Schweppes pour un montant de 950 millions de francs, soit quinze fois son résultat net estimé pour 1987. Troisième chocolatier mondial derrière Nestlé et Jacob Suchard, Cadbury était jusqu'ici absent d'Europe continentale. Poulain devrait lui servir de point de départ pour développer une stratégie européenne.

Quant à Nutril, il passera sous la bannière de la Société des produits de maïs, filiale du groupe américain Corn Product Corporation, pour un montant de 650 millions de francs, soit dix-neuf fois le résultat net de 1987 (hors activités créolées). M. Midy a précisé que la procédure suivie n'avait pas été, à proprement parler, une

vente aux enchères. Une fois prise la décision de céder ces deux filiales, suite à l'échec de leur expansion hors des frontières de l'Hexagone, Midal a constitué cinquante sociétés destinées à cinquante sociétés pouvant être intéressées par la reprise. Quinze ont répondu. Huit ont été sélectionnées avant le tour final. On avait parlé de Nestlé, de Jacob et de Rowntree. Tous les pronostics ont finalement été déjoués.

Où trouver le Glenturret ?
Pure single Highland Malt 12 years old Scotch Whisky
Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple :
Hédard,
21, place de la Madeleine, Paris 8.
A consommer avec modération.

SOLDES - 50% & PLUS
COLLECTIONS HIVER : ESCADA, COVERI, MAX MARA...
David Shiff
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h
4, RUE MARBEUF (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8

LIQUIDATION TOTALE
GRANDES MARQUES HOMMES ET FEMMES
Jupes 300 F Pantalons 200 F
Robes 400 F Veste 500 F
Tailleurs 900 F Costumes 900 F
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanche inclus.
CLUB des 10
58, FBS SAINT HONORÉ (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8

POUR UN JOYEUX NOËL
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

voir ci-dessous

Un Macintosh SE 20 M.o. et une imprimante Image Writer LQ : 28 720 F HT

34 062 F TTC (offre valable jusqu'au 31/12)

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue de Renard Paris 4 • 42 72 25 25
64, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 93